

African Union, African Regional Bodies

Pan-African Parliament Hansard Report, Seventh Session of the Second Parliament

Legislation as at 21 May 2012

There may have been updates since this file was created.

PDF created on 4 October 2024 at 09:37.

[View online](#)



About this collection

The legislation in this collection has been reproduced as it was originally printed in the Government Gazette, with improved formatting and with minor typographical errors corrected. All amendments have been applied directly to the text and annotated. A scan of the original gazette of each piece of legislation (including amendments) is available for reference.

www.laws.africa
info@laws.africa

FRBR URI: /akn/aa-au/debate/hansard/pap/2012/nn1/eng@2012-05-21

There is no copyright on the legislative content of this document.

This PDF copy is licensed under a Creative Commons Attribution 4.0 License (CC BY 4.0). Share widely and freely.

Pan-African Parliament Hansard Report, Seventh Session of the Second Parliament

[The President in the Chair]

Monday, May 21, 2012 LE PRÉSIDENT:

Honorables Membres,

Je vous invite à observer une minute de méditation ou de prière dans le silence.

(Debout, les honorables membres observent une minute de silence.)

Je vous remercie.

Honorables Membres,

J'aimerais informer la Chambre du décès en février 2012, de l'un de nos membres, l'Honorable Tharcisse Shamakokera du Rwanda.

Le Parlement Panafricain a également appris, avec peine, le décès de Son Excellence Bingu wa Mutharika, Président du Malawi, et le décès de Son Excellence Ahmed Ben BELLA, ancien Président d'Algérie, membre fondateur de l'Organisation de l'Union Africaine ; et également le décès de l'Honorable Roy PADAYACHIE, Ministre de la Fonction Publique et de l'Administration de l'Afrique du Sud qui est décédé, alors qu'il participait à une réunion de la Commission de l'Union Africaine à Addis-Abeba.

Je vous invite à vous lever et à observer une minute de silence à la mémoire de ces défunts, fils de l'Afrique.

(Minute de silence observée)

Je vous remercie.

Honorables Membres,

Distingués Invités,

C'est pour moi un insigne honneur et un réel plaisir de procéder ce matin, à l'ouverture solennelle de la 7^{ème} Session ordinaire de la 2^{ème} Législature du Parlement Panafricain.

Je remercie tous nos invités qui ont bien voulu accepter notre invitation et consacrer leur temps précieux à donner un éclat particulier à notre cérémonie officielle et solennelle d'ouverture.

Le Parlement Panafricain sait gré de l'amitié des personnalités qui se joignent à nous ce matin.

Aussi au nom de tous les membres du Parlement panafricain, ici présents, je souhaite la bienvenue à tous et à tous les membres nouvellement élus en tant que représentants de leurs peuples respectifs au sein de notre auguste Assemblée continentale.

Ces nouvelles forces qui vont, d'ici peu, prêter serment, contribueront par leur vive participation, à renforcer la qualité des débats au sein de notre Institution parlementaire.

Honorables Membres,

Distingués Invités,

La session qui s'ouvre ce matin, a un caractère particulier. En effet, conformément au Règlement intérieur de notre Parlement, le Bureau élu en mai 2009 va être renouvelé le lundi 28 mai 2012 par l'élection d'un nouveau Bureau.

Le contexte de cette élection est différent de celui de mai 2009. La fin de la première législature était caractérisée par une rupture voulue par l'ensemble des parlementaires.

Aujourd'hui, c'est tout autre chose. C'est le choix de l'alternance et de la raison dicté par le Règlement intérieur du Parlement Panafricain qui marque la fin de la deuxième législature.

Mes chers Collègues,

Notre responsabilité collective doit orienter la vision future de notre Parlement.

Honorables Membres,

Distingués Invités,

Son Excellence Idriss Déby ITNO, Président de la République du Tchad, Président en exercice de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) et de la Communauté des États Sahélo-Sahariens (CENSAD), notre illustre Invité a bien voulu faire honneur d'assister à notre cérémonie d'ouverture officielle en qualité d'Invité d'honneur.

C'est pour nous l'occasion de le remercier pour tout le soutien qu'il nous a apporté depuis notre élection à la présidence du Parlement Panafricain.

Honorables Membres,

Distingués Invités,

À la suite de l'élection de notre Bureau, nous avons chargé un comité *ad hoc* de faire une analyse de la situation institutionnelle, politique, financière et administrative du Parlement Panafricain et de faire des recommandations.

Sur le plan institutionnel et politique, nous avons engagé le processus de la révision du Protocole, lequel a fort heureusement abouti à un projet révisé, validé sans réserve par les experts gouvernementaux, le 10 novembre 2011 et les Ministres de la Justice ainsi que les procureurs généraux des États membres de l'Union Africaine, le 15 mai 2012. C'est la phase ultime et l'examen du projet révisé du Protocole par la Conférence des Chefs d'États et de Gouvernements de juillet 2012.

Le prochain Bureau aura, entre autres, pour mission de veiller à la ratification dudit Protocole par vingt-huit (28) États membres.

En application de la Décision EXCL459XIV de l'Assemblée de l'Union Africaine recommandant au Parlement d'amender son Règlement intérieur pour se conformer aux Instruments légaux de l'Union Africaine, la plénière a procédé lors de sa cinquième Session ordinaire, à l'amendement dudit Règlement intérieur, le 10 octobre 2011.

Au titre de l'observation des élections et en application de la Décision n° EXCL534XVI qui recommande que l'observation des élections par tous les Organes de l'Union Africaine soit conduite sous un seul budget ; le Parlement Panafricain et la Commission conduisent des missions conjointes d'observation des élections.

Cependant, il est à relever une faible participation des membres due à un déficit de communication.

Des recommandations de la plénière ont été envoyées à la Commission des Affaires Politiques pour améliorer la participation des parlementaires.

Le Parlement, sous la deuxième législature a organisé trois conférences des Femmes et trois conférences des Présidents des Assemblées nationales et régionales.

L'objectif visé est de créer une plate-forme pour les femmes africaines, leur permettant de participer pleinement dans le processus de l'intégration africaine à travers différents thèmes.

Les conférences des Présidents des Assemblées, quant à elles, sont une plate-forme de plaidoyer pour la transformation du Parlement en un organe législatif et pour la ratification de la Charte Africaine de la Démocratie, des Élections et de la Gouvernance.

Les relations du Parlement avec les autres organes de l'Union Africaine se sont considérablement améliorées et elles sont visibles à travers la visite du Président de la Commission de l'Union Africaine et son Vice-président ; les communications des Commissaires devant les parlementaires sur les questions de paix, de sécurité, de développement rural, du social, de la politique, à nos différentes sessions.

Nous avons également vu la participation du Président de la Cour Africaine de Justice, de la Commission des Droits de l'Homme et des Peuples, de l'ECOSOC, du Directeur du NEPAD et du MAEP lors de nos différentes assises.

Nous avons organisé deux réunions bilatérales avec le Comité des Représentants Permanents (COREP) sur des questions du budget, de l'administration, de l'organigramme et du statut du Parlement panafricain.

Des recommandations guident actuellement les échanges entre nos deux Bureaux.

Dans le domaine financier, nous avons demandé une évaluation dont l'objectif est d'évaluer les pratiques internes du Parlement Panafricain relatives à la comptabilité, à l'audit, au contrôle interne et aux normes d'approvisionnements.

Cet audit nous a permis de déterminer si le Parlement Panafricain respecte les normes internationales et le règlement financier, mais également les règles de gestion financière de l'Union Africaine. L'audit a été réalisé par le Cabinet Ernest & Young du 24 mai au 4 juin 2010.

Ces jours-ci, une équipe de la Commission de l'Union Africaine et une autre du Cabinet Ernest & Young, sont à pied d'œuvre pour deux audits sur la gestion de la 2^{ème} législature et sur les compétences du personnel.

Dans le domaine administratif, le Parlement a proposé un projet de structure au sous comité du COREP pour examen et adoption. Il ressort que nous avons été obligés de la retirer avant son adoption par le COREP et le Conseil Exécutif parce que les amendements apportés par le COREP ne répondent pas à l'administration d'un parlement.

Nous avons élaboré une nouvelle proposition.

Le Fonds fiduciaire reste la question qui n'a pas pu être élucidée malgré toutes les tentatives durant notre mandat. Néanmoins, un rapport sur le Fonds fiduciaire vous sera présenté.

Mes chers collègues,

Telles sont sous forme de synthèse, les réalisations du Bureau sortant. Bien entendu, ces points vous seront détaillés dans le rapport que nous aurons l'honneur de vous présenter jeudi prochain.

Honorables Membres,

Distingués Invités,

Le bilan du Parlement Panafricain ne doit pas occulter celui de l'Afrique qui vit au rythme des élections et des changements anticonstitutionnels, au moment où la Charte Africaine pour la Démocratie, les Élections et la Gouvernance est entrée en vigueur le 15 février dernier.

Le Parlement Panafricain se réjouit et félicite tous les États où les élections se sont déroulées avec maturité et responsabilité. Je profite de cette tribune pour réitérer toutes mes félicitations à tous nos Chefs d'États africains.

Honorables Membres,

Distingués invités,

La République du Mali, nous ne le savions pas, était minée de l'intérieur depuis la fin 2011. Elle a malheureusement subi les contre coups négatifs du printemps arabe. En quelques semaines, ce pays a tout perdu: son Président, ses Institutions démocratiques, jadis modèles du continent, et l'intégrité de son territoire.

Le Parlement Panafricain a condamné avec la dernière énergie tous ces changements et se tient aux côtés de la CEDEAO pour le rétablissement de l'ordre constitutionnel et l'intégrité du Mali.

Aussi, il sollicite l'engagement de chacun de nous et de nos institutions régionales et panafricaines pour ramener la paix et la stabilité au Mali et en Guinée-Bissau pour le bien de leurs peuples et de l'Afrique tout entière.

Le Parlement Panafricain dont l'un des objectifs consignés dans les dispositions du Protocole portant sa création, est de promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique, doit initier les réflexions en vue de la consolidation de la paix et de la sécurité, de l'établissement et du renforcement de l'État de droit, et de l'observation de l'ordre constitutionnel en Afrique.

Honorables Membres,

Le 4 mars dernier, la République du Congo Brazzaville a connu un événement tragique, suite à l'explosion d'un dépôt de munitions qui a ravagé les quartiers Nord-est de la capitale, avec plus de 200 morts et 2000 blessés. Face à cette tragédie, le Parlement Panafricain a exprimé sa solidarité au peuple frère du Congo.

Je félicite la solidarité agissante africaine venue au chevet de toutes ces populations affectées et désemparées. Cette leçon de tragédie ne doit pas se répéter dans nos pays déjà frappés par la fatalité de la pauvreté.

Honorables Membres,

Distingués Invités,

Le Parlement panafricain aborde le virage de la transmission par sa transformation en un organe législatif de l'Union Africaine. Nous sommes ainsi tous conviés à soutenir le processus de transformation du Parlement Panafricain en un organe doté des pouvoirs législatifs qui lui permettraient d'apporter des solutions efficaces et durables aux questions de paix et de sécurité en Afrique. Je demeure convaincu, que si nous mettons en place une institution continentale forte, nous permettrions à nos populations de vivre une vie meilleure. Je souhaite que pour la suite de l'année 2012, l'Afrique connaisse la paix, la stabilité et de grandes réalisations, et que nous puissions chacun à notre niveau, nous approprier les valeurs intrinsèques de la démocratie et de la bonne gouvernance qui sont primordiales au développement socioéconomique de notre continent.

En réitérant aux Chefs d'États et de Gouvernements africains, notre gratitude d'avoir permis la création de notre Institution, permettant la représentation de la diversité de nos peuples au niveau continental, je voudrais exprimer à nouveau l'engagement de l'ensemble des parlementaires panafricains, à les soutenir dans leur effort de mise en œuvre effective des politiques et objectifs de l'Union Africaine.

Honorables Membres,

Distingués Invités,

L'agenda de la présente session qui sera marqué par l'élection du nouveau Président du Parlement Panafricain et de son Bureau, et le forum des parlementaires de la diaspora africaine, nous obligent à faire preuve de responsabilité en privilégiant la discussion et les échanges.

Sur ce, je déclare ouverts, les travaux marquant la 7^{ème} Session ordinaire du Parlement Panafricain.

Je vous remercie pour votre bienveillante attention.

(Applaudissements).

Honorables Membres,

Conformément aux dispositions de l'article 38 (1) (h) du Règlement intérieur, j'ai le grand plaisir d'inviter nos hôtes à entrer dans la Chambre:

- Honorable Lindiwe Maseko, Président de la législature de la Province de Gauteng, Afrique du Sud;
- Honorable Ezagri Eguma Norbert, Représentant du Président de l'Assemblée Nationale de la République Démocratique du Congo;
- Honorable Daniel Awet Akot, Viceprésident, représentant le Président de l'Assemblée Nationale du Sud Soudan;

(Applaudissements)

- Honorable Fadika Sara Sako, Viceprésident de l'Assemblée Nationale de Côte d'Ivoire;

(Applaudissements)

- Honorable Mustapha Ben Jaafar, Président de l'Assemblée constituante nationale de la République de Tunisie;

(Applaudissements)

- Le Très Honorable Aminu Bello Tambuwal, Président de la Chambre des Représentants de la République Fédérale du Nigéria;

(Applaudissements)

- Le Très Honorable Haroun Kabadi, Président de l'Assemblée Nationale du Tchad.

(Applaudissements)

Honorables Membres,

Nous allons acclamer pour souhaiter la bienvenue à l'ensemble de nos hôtes qui ont bien voulu honorer de leur présence cette cérémonie.

(Applaudissements).

Merci.

Honorables Membres,

Conformément à l'article 9 du Règlement intérieur, nous allons procéder à la prestation de serment des nouveaux membres, qui suite à leur élection et désignation comme membres du Parlement Panafricain, prennent part à nos travaux pour la première fois.

Monsieur le Secrétaire Général, veuillez donner lecture de la liste.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL:

- 1 Hon. Guy Christian OSSAGOU
- 2 Hon. Ango Ndoutoume Francois
- 3 Hon. Barro Chambrier Hugues Alexander
- 4 Hon. Sylvia Tembo Masebo (Mrs)
- 5 Hon. Alex Chersia Grant
- 6 Hon. Gbariel B. Smith
- 7 Hon. Mohamed Tayeb Laskeri
- 8 Hon. Allan James Chiyembekeza
- 9 Hon. Béchir CHAMMAM
- 10 Hon. Mongi Rahoui
- 11 Hon. Mohamed Chafik ZARGUINE
- 12 Hon. Brahim KASSAS.
- 13 Hon. Amira MARZOUK(Mrs)
- 14 Hon. Fabakary Tombong JATTA
- 15 Hon. Jawla ABDOULIE KANAGI
- 16 Hon. JARJU Bintanding (Mrs)
- 17 Hon. Kalifa Jammeh
- 18 Hon. Samba Jallow
- 19 Hon. Muntaka Mohammed Mubarak
- 20 Hon. Mustafa Elgendy
- 21 Hon. Gamal Hefny
- 22 Hon. Margaret Azzer (Mrs)
- 23 Hon. Mussa Hazen
- 24 Hon. Ahmed Tawfik

25 Hon. Mohamed Yousif Abdalla
LE PRÉSIDENT:

Honorables membres, nous allons acclamer les Honorables Membres qui ont prêté serment et leur souhaiter bon vent avec des applaudissements.
(Applaudissements)

Honorables Membres, nous reconnaissons la présence de Son Excellence Madame Maite Nkoana-Mashabane, Ministre des Relations internationales et de la Coopération de la République d'Afrique du Sud et nous lui souhaitons bonne arrivée avec nos acclamations.
(Applaudissements)

Honorables Membres, nous allons maintenant passer aux déclarations et aux messages de solidarité de nos invités de marque.

HON. DANIEL AWET AKOT [DEPUTY SPEAKER OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF THE REPUBLIC OF SOUTH SUDAN]:

Honorable Idriss ndele, President of the Pan--African Parliament, your Excellencies, the Head of State and Governments, Honorable Ministers and Ambassadors, Honorable Members of the Pan--African Parliament, distinguished guests, ladies and gentlemen, I greet you all who are gathered in this Pan-African Parliament.

It is a pleasure and honor to address you today on behalf of the peoples Republic of South Sudan and its National Legislative Assembly. Our presence in this important sitting today is in response to His Excellency's invitation to our Speaker to attend this ceremony of the Seventh Ordinary Session of the Pan-African Parliament and to deliver a message of solidarity and cooperation between our two institutions.

I cease this opportunity to thank Honorable Idriss Ndele, the President of the Pan-African Parliament. I extend and convey the greetings of our Speaker of South Sudanese to the Members of the Pan-African Parliament.

Honorable Members, today's sitting of the Seventh Ordinary Session happens to take place while the people of Southern Sudan were going to celebrate the first anniversary of independence from Sudan last year. The 9th July celebration has a special term to South Sudanese as it includes the admission of the people of South Sudan to the United Nations and African Union. This is a celebration of freedom of after 50 years of struggle. It is also the celebration of the continuation on the rise of the African nationalism so that we can all proudly stand among the nations of the world as important players in the international affairs.

Honorable Members, as you may have been following in the news, relationship between Sudan and South Sudan is deteriorating. In this regard, I request, with your permission, Mr. President to brief these delegates on the gray areas that brought this misunderstanding that could lead to war.

South Sudan attained its independence on 9th July after successfully conducting a peaceful and transparent referendum on 9th January, 2011. The referendum was one of the essential provisions of the comprehensive agreement in which I thank the President of the Republic of Sudan, President Omar Bashir, for accepting separation of the Southern Sudanese. 80 per cent of the agreement has been met. The 20 per cent that is remaining is so small that it cannot lead us to war again.

However, some of the provisions of the CPA that were made were with regard to border demarcation. The Sudan Government is currently occupying about thirteen areas in numbers such as Pansol, Col Hejlej Ofart Alnihas, Papier Kingi, Jabalin, Whyilit, Tinsah, Kaka, Maganis, Merem and Abya. In a few words defining of the CPA to demarcate the border that was left by the British in 1956. We have the maps with us that can justify this.

Khartoum attacked us from 1st April up to 10th April, 2011. I thank our first President for bringing peace. He has brought peace to Sudan and he said that after having been to war for a number of years, the world would laugh at us if again, we went back to war. The Khartoum Assembly supported the position of the President by declaring war on Southern Sudan as the first enemy. I do not think that anyone can declare anybody as the first enemy. You fight and again you come to peace because war is peace.

Khartoum closed the border between the two countries and passed a resolution to stop any trader giving help to their brothers in Southern Sudan, and a week ago, two traders were shot. We are forgetting that more than half of the traders from the north are with us. It is just ten months now when we separated; we are still one.

Secondly another matter is to do with oil transaction. In the area of oil, we differ only on fees, what type of fees that is to be collected. The Government of the Republic of South Sudan set the oil fee after exhausting all possibilities of a peaceful settlement and there is no guarantee that oil flowing through Sudan will reach its intended destination. We fear that if we take oil, it can be diverted.

Sudan said oil shipments from South Sudan would only be allowed to live for Sudan after paying US\$ 36 per barrel and if we multiply this with the quarter of barrels that we get per day it becomes 76 per cent of our oil and it will still go back to our brothers which is more than when we divided by half.

The other gray area is dual citizenship. There was an agreement in Addis Ababa regarding the four freedoms that is citizenship, freedom of movement, freedom of trade and of properties. These four freedoms were supposed to be signed in Juba on 3rd April, 2012 by the Presidents of the two countries, but unfortunately, this was not done.

Ladies and gentlemen, owing to the respective functions, Parliaments are tasked to play important and positive roles in a situation of crisis and conflicts. The fact that Parliament represents the will of the people from all walks of life in a given locality or the country, Parliaments can effectively be used as forums for addressing rising or already existing social and political tension through dialogue and reconciliation.

In the light of this, it is imperative that the PanAfrican Parliament together with other national and international bodies put pressure on the Sudan to implement all the AU and UN security resolutions. I think recently in Addis Ababa a resolution had been passed and documented that within ten days, people can come and talk. Now more than ten days have passed and there has been no talking.

Secondly, after fourteen days the forces that are within Abya should begin to leave, it is only the police forces of South Sudan that have left. Again, Sudan should not be seen as a troubled spot every year. No one on earth can end war by the barrel of the gun. A gun is just for protection and what has been going on in Sudan is that no one is addicted to war. Since time immemorial, there is nothing that has been achieved through war; it is only through the negotiation table and that is how we arrived and obtained the CPA, after ten years from 1994 to 2004. It was nice talk and reasoning and learning from others. I think this is the only way that we can do it. Even when Gordon Charles the general who was in Khartoum, before he died said that Sudan was a very difficult country to be governed; those who could govern it are either dictators or good people.

I do not want President Bashir, who has been honesty enough to bring peace and stop bloodshed in Sudan, to go to war. It is a meaningless war. Sudan is a vast country. Previously we have always been proud that Sudan is the breadbasket of the Arab world and Africa, but it had become a breadbasket for war, this is not good. Let us see the reality and go to the table.

(Applause)

Ladies and gentlemen, as Africans, we must work together to analyze our political and social economic programs. We must work hard to improve the living conditions of our people. We must also work hard to exchange them and consolidate democratic institutions to promote the human rights. We must work hard to stop the spread of HIV/AIDS among our people. Africa was called a dark continent and the hope that there will be a long road from Cape Town up to Cairo, it was a good dream and I think this Parliament can push it to be a reality.

(Applause)

These are some of the critical issues that we must honestly and openly engage in as a united force whose interest is the welfare of Africa and her advancement. The unity of purpose you have reached Mr. President, you have forged through the establishment of this institution of Pan African will only be made stronger if these issues are entered in our work, in our hearts and in our lips. We need to act now but not tomorrow.

As a continent, we are not immune to global challenges and threats. Africa's growth and advancement will remain on trend if we approach these matters as a united community. In us, the problem is not in a person, if we are born inside, the mouth will pump out whatever we expect to be a good thing. We are at the stage whereby solidarity, cooperation and union amongst African Nations are of paramount importance.

Turning the tight in Africa, the mean that solidarity or missions becomes an essential requirement and not just a choice.

Honorable President, on behalf of South Sudan Parliament, I would like to assure you and the Members of the Pan African Parliament that our support for the work of the Parliament will remain steadfast. We must do

everything within our means to make your work on African matters worthwhile. Our legislature in the Republic of South Sudan is more than willing to cooperate and exchange knowledge, vision and experiences with the Pan African Parliament and its members. We believe that our work will be more enhanced if we promote cooperation within our various African legislatures.

Mr. President, to end, I wish you all corrective deliberations and discussion may almighty God loves you in Africa.

One Africa, One voice. Thank you very much. (Applause)

LE PRÉSIDENT:

À présent, j'appelle l'Honorable Fadika Sarra Sako, Vice-présidente de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire pour son message de solidarité.

HON. FADIKA SARRA SAKO [VICE- PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DE COTE D'IVOIRE]:

Monsieur le Président de la République du Tchad, Son Excellence Idriss Déby ITNO,

Honorable Docteur Moussa Idriss NDELE, Président du Parlement Panafricain,

Messieurs les Présidents des Assemblées nationales des pays membres du Parlement Panafricain,

Honorables Invités,

Distingués Parlementaires,

Mesdames et Messieurs,

Nous sommes éminemment honorés par l'invitation que vous avez bien voulu adresser au Parlement ivoirien en la personne de son jeune et émérite Président SORO Kigbafori Guillaume et par-delà son auguste représentant au peuple ivoirien tout entier.

Il m'incombe, à ma qualité de première Viceprésidente de l'Assemblée Nationale de Côte d'Ivoire de le représenter et d'endosser l'extrême honneur de m'exprimer devant cette prestigieuse Assemblée qui regroupe les plus hauts responsables de nos institutions législatives respectives.

En sollicitant notre intervention sur la question de la solidarité à l'endroit des parlementaires africains, immense est notre émotion car le concept de solidarité nous assujettit à une réflexion multidimensionnelle sur l'Afrique, notre continent et à étayer ces ramifications les plus secrètes et les plus profondes.

Quoi de plus secret en effet, que ce sentiment d'appartenance à une même communauté qui guide nos cœurs et anime nos esprits.

Quoi de plus profond que cet enracinement millénaire que notre vaste continent qui fut naguère le berceau de l'humanité et qui brigue aujourd'hui de porter le flambeau de la solidarité entre tous les peuples de bonne volonté.

« *Solidarité* », le mot est prononcé. Vastes vaisseaux de connexions humaines, de communautés en marche d'union qui, sans amnésier le passé, s'enracinent dans le présent et bâtissent durablement pour l'avenir.

Il ne s'agit nullement pour nous d'en galvauder le sens et la portée, mais de lui octroyer d'entrée de jeux une connotation concrète à l'aune de haute solidarité sans failles, lors de la grave crise postélectorale ivoirienne et au fait de nous convier, ici, aux assises du Parlement Panafricain.

L'idée ou le concept de solidarité est fondamentalement africain. Elle représente l'essence même de l'Afrique. La solidarité est un sentiment naturel. Elle se décline de manière prééminente par le canal de la fraternité. La fraternité est la première dénomination de la solidarité. Notre force à nous, Africains, réside dans le fait que journallement nous la vivons et nous l'exerçons à travers nos relations humaines.

Loin de tout, l'égoïsme dédaigneux prôné sous d'autres cieux de tout nombrilisme en ayant sans cesse l'âme, le cœur et l'esprit ouvert.

À nos enfants, à nos familles élargies, ou les valeurs et partages s'adjoignent, à nos dignes et respectable patriarches, nos vieux, ainsi qu'on les interpelle familièrement. En refusant unanimement de les confiner en maisons de retraite qui ne sont en réalité que des mouiroirs où la tristesse et la solidarité se conjuguent au quotidien et à l'infini.

La solidarité, c'est la volonté de la réconciliation et de la paix. C'est le peuple souverain qui en est tout à la fois, l'acteur et le bénéficiaire.

À ce moment précis de notre propos, nous voudrions, honorables parlementaires, chers frères et sœurs africains, vous entretenir de notre pays, la Côte d'Ivoire qui a récemment traversé de dures épreuves et a dû faire montre de beaucoup de solidarité, afin de relever le défi de la crise poste-électorale.

La solidarité s'est exprimée par la forte participation des électeurs, des alliances préélectorales raisonnables, par la constitution et le bon fonctionnement de la Commission Électorale Indépendante (CEI) avant, pendant et après les élections,

Par la formation de la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation (CDER), après la fin de la crise poste-électorale. Le peuple ivoirien, à travers la voix du parlement ivoirien qu'il représente dans toute sa multiplicité, a fait la preuve de son aptitude à progresser sur le chemin de la démocratie, à travers des élections présidentielles et législatives libres, transparentes et ouvertes à tous et à toutes.

Face à l'immense majorité des Ivoiriens, des Africains et nos homologues parlementaires que vous êtes, nous affirmons sans forfanterie aucune, mais sans modestie excessive que la Côte d'Ivoire a véritablement progressé sur le chemin de la démocratie. Partant, elle a la ferme et nette volonté de retrouver sa place dans le concert des Nations, dans le concert des parlements de notre continent.

La solidarité, c'est une communauté de destin par le canal des relations interétatiques et interparlementaires.

C'est la communauté de destin qui lie tous les peuples africains, tous les parlements africains, par nos organismes d'intégration régionale (CEDEAO, UEMOA, UA, CEEMAC) ; par nos Assemblées interparlementaires (CEDEAO, CIP-UEMOA, Parlement Panafricain).

Nos peuples, nos cultures, nos communautés, nos ethnies, si spécifiques, si riches, à l'instar de la Nation Sud-Africaine, aspirent à l'intégration politique, économique et culturelle.

Nous sommes porteurs en cela du message de fraternité et d'espoir du Président Alassane Ouattara.

Quant à la nécessité de ladite intégration, pour que naissent la croissance, le développement, non seulement pour la Côte d'Ivoire mais pour toute l'Afrique entière.

Nous assumons cette haute mission de parler au nom de la Côte d'Ivoire rassemblée, pacifiée et apaisée.

Par ma voix, le Président de notre Assemblée, l'Honorable S ORO Kigbafori Guillaume, remercie chaleureusement ses homologues Présidents et les membres des délégations des parlements respectifs qui ont bien voulu se rendre à Yamoussoukro, village natal du Président Félix Houphouët-Boigny, fondateur de la Côte d'Ivoire moderne, apôtre inlassable de la paix lors de la récente tenue de la première session ordinaire de notre Assemblée.

La présence symbolique et exceptionnelle du Président Alassane Ouattara lors de ces assises, témoigne de la prépondérance qu'il octroie au choix du peuple ivoirien, notre mandant.

De même, permettez-nous d'adresser les vifs remerciements de la Nation ivoirienne tout entière à l'Afrique du Sud et à Son Excellence le Président Jacob Zuma.

Qui ne se souvienne lors des années de braises de l'apartheid, de la constance du Président Félix Houphouët-Boigny quant à la nécessité de dialogue entre l'African National Congress (ANC) et les dirigeants politiques d'alors ? N'est-ce pas à l'inverse, la nouvelle Afrique du Sud qui fut le cadre des Accords de Pretoria dans le cheminement vers la résolution de la crise ivoirienne?

La solidarité, c'est l'assistance mutuelle.

S'assiste-t-il mutuellement, c'est être présent lors de la résolution des graves crises institutionnelles, comme cela est le cas aujourd'hui pour nos Républiques sœurs et amies de Guinée-Bissau et du Mali.

Nos collègues parlementaires trouveront toujours en la Côte d'Ivoire une terre d'accueil, de protection et d'assistance si le besoin s'en faisait sentir.

La solidarité, vertu cardinale du parlementaire.

Dans les systèmes démocratiques qui sont les nôtres, la spécificité du parlement réside dans le concept d'indépendance vis-à-vis de l'exécutif.

Dans le cadre du principe de la séparation des pouvoirs, le parlement, les députés qui sont l'expression de la volonté du peuple ont la double obligation de contrôler les actions du gouvernement, tout en demeurant des médiateurs entre les dirigeants et le peuple souverain, leur mandant. Il en découle que les parlementaires nationaux doivent avoir un rôle prééminent et au sein de leurs pays respectifs et dans les organisations interparlementaires tel que le Parlement panafricain, s'ils sont mus par la volonté d'œuvrer ensemble.

La solidarité panafricaine: mythe ou réalité.

Ce faisant, nous devons œuvrer résolument, tous ensemble afin que la solidarité panafricaine ne se cantonne, pas à un slogan qui répertorie et énonce les problèmes sans y apporter de solutions idoines.

À notre sens, l'un des objectifs principaux de la présente cérémonie serait d'ouvrir des canevas de concertation sur cette question et définir un calendrier pour la mise en application des résolutions adoptées.

Nous avons un champ d'exploration et d'exploitation concret. La place des Représentants Permanents de l'Afrique au Conseil de Sécurité des Nations-Unies.

Notre solidarité sera-t-elle un mythe ou une réalité?

Les peuples africains ont la volonté d'être plus solidaires. Cette forte affirmation est quelque peu obérée par l'indécision de certains États.

Seuls nos parlements peuvent allier: volonté et efficacité.

Il appartient au Parlement panafricain d'en administrer la preuve vivante et chaleureuse. C'est pour cela que nous sommes ici.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

LE PRÉSIDENT:

Honorables Membres, conformément aux dispositions de l'article 38 (1) alinéa (h), j'invite Son Excellence le Docteur Ibrahim Mayaki, Secrétaire Exécutif de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, Représentant du Président de la Commission de l'Union africaine à entrer dans la Chambre.

(Silence observé)

Honorables Membres, j'invite à présent l'Honorable Mustapha Ben Jaafar, Président de l'Assemblée constituante nationale de la République de Tunisie à prononcer son message de solidarité.

HON. AMINU BELLO TAMB UWAL [SPEAKER OF THE HOUSE OF REPRESENTATIVES OF THE FEDERAL REPUBLIC OF NIGERIA]:

The President of the Pan African Parliament (PAP), invited Hon. Speakers of other national parliaments, distinguished hon. Members of PAP and their parliaments, diplomats, ladies and gentlemen, it is an honour and privilege to be invited to address the 7th Ordinary Session of the Second Parliament of PAP. On behalf of my country, Nigeria, and my colleagues in the National Assembly of Nigeria, I wish to place on record our heartfelt appreciation for the warm reception extended to us by the Government and people of the Republic of South Africa since our arrival.

I have always felt a big connection to PAP and followed its activities since inception. Therefore, permit me to salute the enthusiasm and commitment of hon. Members of PAP. They have demonstrated a clear understanding of the motive of the AU, in line with Article 3 (F) and (G), which obliges PAP to promote peace, security and stability on the continent as well as democratic principles and institutions, popular participation and good governance. From the protocol relating to PAP and the treaty establishing the African Economic Community (AEC), one can see that the ultimate aim of PAP is to evolve into an institution with legislative powers where hon. Members are elected on the basis of transparent universal adult suffrage. The National Assembly of Nigeria is ready and willing to partner and support this ideal.

Applause

HON. AMINU BELLO TAMB UWAL:

I am also aware that such a process has, indeed, began and I do hope that this dream becomes a reality sooner than later. Part of the task ahead of the 7th Ordinary Session of PAP, therefore, is to come up with clear resolutions denouncing military rule, in Africa, while insisting that democratic principles are upheld to protect our citizens from impunity. We must always promote the institution of democratic values, human rights and principles of the rule of law. The truth is that in order to achieve relative peace and security, in Africa, heads of governments must endeavour to fight institutionalised corruption, create jobs to uproot rising unemployment and institute policies on poverty eradication and food security in Africa. Moreover, we must continue to improve the security situation in Africa and enhance the ability of law enforcement agencies, at various levels, to discharge their duties.

On this note, may I at this point use this opportunity to thank our brothers in African countries and other friends of dear Nigeria for the concern, support and solidarity being extended to it in addressing the new challenge of security that it is faced with today. The Government, under the leadership of President Goodluck Jonathan, is doing everything possible to address the situation and rest assured that the people of Nigeria believe in the continued peaceful coexistence of one indivisible and indissoluble Federal Republic of Nigeria.

Applause

HON. AMINU BELLO TAMBUWAL:

As a responsible and people-centered parliament, we must continue to abide by the rule of law and promote transparency in our elections. We should note that the vision of establishing PAP is to provide a common platform for African people and their grass root organisations to get more involved in discussions and the decision-making processes on the challenges the continent is faced with.

Fellow hon. Parliamentarians, permit me, once again, to say that PAP, under your leadership, has in no small manner made a significant impact on the lives of people and democratic institutions in Africa. I am convinced that this Parliament will not rest until its collective vision to have a government of African union is in place. We must also bend our thoughts towards the very deadly problem of terrorism, which is compounding Africa's problems, and come up with a solution on how to combat it.

Fellow Parliamentarians, this august body is also faced with problems such as the Immigration Policy in Africa, conflict resolutions and measures to achieve a government of African union. I wish to note that the rising problems of poverty, diseases and hunger will continue to give our leaders sleepless nights until they can find a means of integrating the continent and breaking all barriers to trade and movement, while instituting systems that reflect the aspirations of the people of Africa. Our history, over the years, has shown that we are a people who have always found strength and resilience to triumph over obstacles from slavery to colonialism, apartheid to neo-colonialism, one-party systems, coup-de-tats, civil wars and problems of starvation and diseases. Now, we are confronted by terrorism, poverty, human rights violation, undemocratic governments and rising crimes and unemployment. The time is right for this Parliament to address these challenges.

I, therefore, commend global partnerships and collaboration with other regional and continental parliaments in order to assist PAP address these challenges. Let me take this opportunity to assure you that the Nigerian Parliament will continue to contribute towards the realisation of the objectives of PAP, especially that our country has since ratified the African Charter on Democracy, Elections and Good Governance. On behalf of the hon. Members of Parliament of Nigeria, I wish you a positive, robust and happy deliberation during the course of this 7th Ordinary Session. One Africa, One Voice.

Thank you all.

Applause

LE PRÉSIDENT:

À présent, j'invite Son Excellence le Docteur Ibrahim Mayaki, Secrétaire Exécutif de l'Agence de Planification et de Coordination du NEPAD, représentant du Président de la Commission de l'Union africaine, à prononcer son message de solidarité.

(Applaudissements)

S.E. DR. IBRAHIM MAYAKI [REPRÉSENTANT DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE]:

Excellence Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de lire ce message, au nom du Président, Jean PING, Président de la Commission de l'Union africaine.

Excellence Monsieur le Président Idriss Déby ITNO,

Honorable Moussa Idriss NDELE, Président du Parlement Panafricain,

Excellence Madame la Ministre des Relations internationales et de la Coopération de la République d'Afrique du Sud,

Honorables Membres du Parlement Panafricain,

Honorables Invités,

Excellences Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi, tout d'abord, de vous adresser mes remerciements et vous exprimer ma gratitude pour votre invitation à prendre la parole devant vous, à l'occasion de l'ouverture de la 7^{ème} session ordinaire du Parlement Panafricain.

Je suis convaincu que les discussions et les débats d'idées qui auront lieu au cours de cette session, seront très fructueux.

Je voudrais ensuite saluer la présence du Président Idriss Déby ITNO, Président en exercice de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale.

Excellence Monsieur le Président,

Par votre présence en ces lieux, vous rehaussez la qualité de cette cérémonie et démontrez l'attachement et l'intérêt des responsables politiques africains à la vie des institutions africaines.

Cette cérémonie est aussi l'occasion pour moi, mais aussi pour nous tous, de rendre un hommage mérité au Bureau sortant du Parlement Panafricain, pour la grande qualité du travail effectué et la manière efficace dont les défis ont été relevés tout au long de cette législature.

Permettez-moi enfin de souhaiter la bienvenue aux membres nouvellement élus au sein de cette auguste Assemblée.

Monsieur le Président,

Honorables Parlementaires panafricains,

Nous devons garder à l'esprit que toutes les victoires remportées jusqu'ici par l'Afrique l'ont été parce que l'Afrique a fait preuve d'esprit collectif, de cohérence, de cohésion et surtout de persévérance. C'est en restant ainsi mobilisés que nous surmonterons les défis actuels et futurs. D'importantes avancées ont été réalisées dans la collaboration entre la Commission de l'Union africaine et le Parlement Panafricain sur la promotion de la gouvernance démocratique sur le continent.

Je voudrais citer, entre autres, la mise en œuvre, depuis 2010, de la Décision du Conseil Exécutif sur les missions d'observation électorales conjointes entre nos deux organes. Depuis lors, plus d'une soixantaine de missions ont été conjointement organisées. Il en ressort que le déroulement des différents processus électoraux contribuent de façon significative à la consolidation démocratique sur notre continent. Les élections se tiennent avec plus de régularité et de transparence. Certes, la question de l'acceptation des résultats par tous les candidats demeure. Elle peut même être une source de conflits. Le cas de la Côte d'Ivoire reste encore présent dans nos esprits.

C'est pour pallier ces difficultés que nous avons créé une diplomatie préventive. Mise en œuvre dans de nombreux cas par la Commission, cette diplomatie permet de faciliter le dialogue entre acteurs politiques et ainsi éviter les risques sociaux et politiques pouvant parfois résulter des processus démocratiques.

Monsieur le Président,

Honorables Parlementaires panafricains,

Je puis, aujourd'hui, vous réaffirmer sans crainte d'être démenti que la démocratie continue de faire son chemin en Afrique même si sa défense et son renforcement restent encore confrontés à des défis. Dans ce contexte, l'entrée en vigueur de la Charte Africaine de la Démocratie, des Élections et de la Gouvernance, le 15 février 2012, marque un tournant décisif dans le processus d'harmonisation de politiques de gouvernance et de l'instauration d'institutions démocratiques en Afrique. La Charte constitue un instrument fondamental de promotion de la tenue régulière des élections transparentes, libres et justes afin d'institutionnaliser une autorité et un gouvernement légitime ainsi que les changements démocratiques de gouvernements.

Les objectifs défendus par la Charte Africaine de la Démocratie, des Élections et de la Gouvernance visent à décourager tout changement anticonstitutionnel. Est-il utile de rappeler que ces changements sont sources d'instabilité, de conflits, d'insécurité et minent le développement économique et social du continent. Avec son entrée en vigueur, la Charte permettra d'instaurer, de renforcer et de consolider la bonne gouvernance par la promotion de la pratique démocratique et la diffusion de la culture démocratique, la création et le renforcement des institutions de gouvernance, l'apprentissage du pluralisme politique, des règles de l'alternance et de la tolérance politique. La dernière élection présidentielle au Sénégal représente un exemple concret de l'application des principes défendus par la Charte Africaine de la Démocratie, des Élections et de la Gouvernance, ainsi que de son apport bénéfique au processus de démocratisation. Bien entendu, beaucoup de chemin reste à faire et la route est longue.

Le Mali et la Guinée-Bissau sont là pour nous rappeler que ce processus est loin d'être achevé. Nous devons néanmoins tout mettre en œuvre pour consolider les progrès enregistrés dans le cadre de notre processus de démocratisation ; ceci afin de veiller à ce que les objectifs que nous nous sommes assignés se pérennisent et ainsi matérialisent nos aspirations.

Monsieur le Président,

Honorables Parlementaires panafricains,

Le déroulement de la douzième réunion du Groupe des Sages, il y a quelques semaines, a permis de faire un tour d'horizon des questions de paix et de sécurité sur le continent. Ainsi, nous avons discuté de la situation entre les Républiques du Soudan et du Soudan du Sud, qui est particulièrement préoccupante et menace la stabilité dans la région. Nous osons croire que la feuille de route proposée aux deux pays par le Conseil de Paix et de Sécurité recevra leur totale adhésion et portera les fruits escomptés.

Les différentes crises qui secouent notre continent me permettent de réaffirmer la nécessité d'instruments et de mécanismes juridiques forts pour le processus de démocratisation, car c'est de la mise en œuvre de mécanismes juridiques forts que naît une démocratisation stable et progressive. Ceci est impératif, car les avantages découlant d'une démocratie stable sont incommensurables et se déclinent en termes de paix, de sécurité et de développement qui constituent les besoins primaires du continent.

Monsieur le Président,

Honorables Parlementaires,

Le renforcement du Parlement panafricain assurera la participation effective et totale des peuples africains au développement et à l'intégration économique du continent. Je voudrais, à cet égard, saluer les résultats de la Conférence africaine des Ministres de la Justice et des Procureurs généraux, tenue du 14 au 15 mai 2012 à Addis-Abeba en Éthiopie. Cette réunion ministérielle a permis de franchir une étape importante dans le processus d'évaluation et de révision du Protocole, portant création du Parlement Panafricain.

Le projet de Protocole du PAP, approuvé unanimement par la réunion ministérielle, sera soumis pour examen et adoption par la prochaine session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernements de l'Union africaine prévue en juillet 2012.

(Applaudissements)

À l'issue de ce processus d'adoption, il sera de la responsabilité des États membres de ratifier le nouveau Protocole en vue de permettre son entrée en vigueur. Je nourris le ferme espoir qu'à cette prochaine étape, le Parlement Panafricain fera le plaidoyer nécessaire pour accélérer le processus de ratification du nouveau Protocole par les États membres.

Avant de terminer, je voudrais louer et encourager le travail du Parlement Panafricain dans l'élaboration de l'architecture juridique de l'Union africaine. L'Afrique a besoin d'instruments juridiques forts et d'un parlement fort.

Je voudrais aussi remercier chaleureusement notre hôte, la République d'Afrique du Sud, pour toutes les facilités qu'elle apporte pour le bon fonctionnement de notre Institution commune. Nous nous devons d'œuvrer ensemble à l'édification d'un parlement fort.

Aussi, permettez-moi de renouveler l'assurance et la constante collaboration de la Commission de l'Union africaine à la mise en œuvre des missions du Parlement Panafricain.

Je vous remercie pour votre bienveillante attention.

(Applaudissements)

HON. BETHEL AMADI [PRESIDING]:

Thank you very much, His Excellency Dr Ibrahim Mayaki, for delivering that message on behalf of the Chairperson of the African Union (AU). Your Excellencies, my distinguished Hon. Colleagues, I now call on the Deputy Clerk for Legislative Business, Madam Helen Dingani, to make some announcements.

DEPUTY CLERK (DINGANI HELEN):

Hon. Members, I have been requested by the Clerk of the Pan African Parliament to read, on his behalf, a nomination notification.

The letter is addressed to the members of the Pan African Parliament and it reads:

"I, Advocate Zwelethu Lukhanyiso Madasa, in my capacity as the Clerk of the Pan African Parliament, hereby notify you that the election of the President and the four Vice-Presidents to the Bureau of the Pan African Parliament will take place on Monday 28th May, 2012, at 14.30 hours, in the Pan African Parliament Chamber, in Midrand.

In accordance with the provisions of Rule 16.2 of the Pan African Parliament Rules of Procedure, I call for submission of candidatures to be submitted to me on the form prescribed in the rules, not later than 0830 hours on Monday 28th May, 2012.

The nomination of candidatures must be in conformity with the provisions of Rule 15.1, which states that a region should nominate only one candidate for the presidency who could either be a man or a woman. For the position of Vice-President, each region shall nominate only two candidates of which one shall be a woman.

The presentations of nominations to the Clerk of the Pan African Parliament shall be done according to Rule 84.2, which is by the President of the Caucus or his nominee.

Signed: Advocate Zwelethu Madasa, Clerk of the Pan African Parliament."

May I also inform Hon. Members that your Caucuses will be held this afternoon at 3 o'clock, after lunch. The Western Caucus will be held in Committee Room One; the Eastern Caucus in Committee Room Two; the Southern Caucus in Committee Room Three; the Central Caucus in Committee Room Four and the Northern Caucus in Committee Room Five.

I thank you.

HON. BETHEL AMADI [PRESIDING]:

Your Excellencies, my Honourable Colleagues..

H.E. MS MAITE NKOANA MASHABANE [MINISTER OF INTERNATIONAL RELATIONS AND CO-OPERATION OF THE REPUBLIC OF SOUTH AFRICA]:

Hon. President of PAP, Dr. Idrissi Mussa Ndele; Your Excellency, President of the Republic of Chad, Mr Idriss De'by Itno; hon. Members of Parliament from various member states and, in particular, Hon. Speakers of our respective Parliaments on the continent; members of the diplomatic corps; distinguished guests; ladies and gentlemen, I would like to thank you for inviting me to speak to this important organ of the AU on the occasion of the opening of the 7th Ordinary Session of the Second Pan African Parliament.

On behalf of His Excellency the President, Mr Zuma, the Government and the people of the Republic of South Africa, I, once again, welcome you to our country, one which is your second home, the country of Nelson Mandela, Oliver Tambo and many other heroes and heroines. I welcome you to the country that His Excellency the late President, Mr Ben Bella, fought for. He is one of our heroes and may his soul rest in peace. To all other heroes and heroines across the continents, who made the struggle for liberation and total emancipation of this country their own business, merci beaucoup, we thank you.

We fought colonialism together, we fought against apartheid together, now, we are fighting for total emancipation of our mother continent and development of our people under a secure environment. It is our fervent hope and wish that you, hon. Members of Parliament, will also find the environment serene.

We are encouraged by the fact that PAP has found resonance and impact within the broader AU family. We are encouraged that, as elected leaders, may I repeat, elected leaders of our continent...

Applause

H.E. MS MAITE NKOANA MASHABANE:...

you are in the forefront of finding solutions to the challenges that afflict our continent and that we are marching together to work with other sister countries as they consolidate peace, security, development, democracy and good governance from our newer state, South Sudan, and those who are grappling with the democratisation of their countries such as Egypt, Tunisia and Cote D'vore, amongst others. You are not alone on this journey. Hon. Members, you are right in the confines of efforts aimed at bringing lasting solutions to African challenges and giving meaning to bringing African solutions to African problems.

Furthermore, we enjoin you, hon. Members, not to rest until the issue of Western Sahara is fully resolved...

Applause

H.E. MS MAITE NKOANA MASHABANE:...

to ensure that people of that country are free and allowed to exercise their right to self-determination.

Mr. President, we always remind ourselves that the institutional birth of PAP comes from the Abuja Treaty. It was established by the AEC that was signed in June, 1991, and came into force in May, 1994. The treaty called for the establishment of PAP as a platform for the African people to be actively involved in the affairs and decisions of the AU. However, the treaty envisions a long-term establishment of PAP. It was with the transition of the AU, and thanks to the Constitutive Act of our union, that the establishment of PAP was fast tracked. We believe, therefore, as a country, that PAP is a very important organ of the AU with an enormous responsibility in the democratization process of our continent. PAP has shown, over the years, since its establishment, that it is a key player in peace building, promotion of socio-economic development and enhancing the unity and integrity of our continent. The vision of our fore bearers and leaders in establishing PAP was to ensure that the people of Africa became active participants in the decision-making process of the AU pertaining to all aspects of our integration. PAP's other key task is to continue to promote our shared values of democracy and good governance.

Mr. President and hon. Members, indeed, PAP has been in the forefront of efforts that brought into being the Charter of Democracy, elections and Good Governance, which South Africa has ratified. This charter, as you are all aware, aims to help promote and improve not only political governments on our continent, but also our economic and social governments. It is our responsibility, as political leadership, to create and foster enabling conditions for socio-economic upliftment of our respective countries.

This important contribution by PAP in the birth of this charter is a firm demonstration of our collective and solemn commitment to the objectives and principles enshrined in the African Union Constitutive Act, particularly Article 3 and 4, which emphasise the promotion of democracy and good governance, public participation, respect for the rule of law and promotion and protection of human rights on our continent.

The charter is further an instrument that promotes the participation of our people in democratic processes. It provides the necessary impetus for the participatory democracy whereby all segments of the society have a say in the administration of their public affairs. PAP is an appropriate vehicle and a voice for our people as it is well positioned to advance participatory democracy on our continent.

We commend PAP for launching and embarking on a campaign to encourage AU member states to ratify this charter. We are informed that this campaign was conducted in all five regions of the AU and helped to increase

the number of ratifications from four member states to now fifteen in one year. This led to the entry into force of the charter in February, 2012.

Applause

H.E. MS MAITE NKOANA MASHABANE:

May I hasten to remind Your Excellencies, hon. Members, that one of the tasks we are faced with as elected representatives of our people is to make sure that resolutions adopted by heads of states give meaning and are fully implemented in our home countries. In particular, here, the resolution that 2010 to 2020 becomes the decade of women...

Applause

H.E. MS MAITE NKOANA MASHABANE:...

should become a reality in all our institutions. That is not just about sharing power, but also about ensuring that there is total eradication of poverty across our continent and truly giving meaning to improving the plight of women and children on our continent.

Hon. Members and Mr. President, as South Africa, we share the common concern expressed by many on our continent that the pace of accession to the charter that I referred to earlier has been far from satisfactory. We, therefore, encourage more member states to do the right thing and join all of us who have ratified this charter. However, this charter must be given effect by domesticating it and making sure that its true meaning is upheld in our localities.

On behalf of South Africa, please, allow me, Mr. President, to express deep appreciation of the role of PAP which, through its able parliamentarians and what they do to continue to play a role towards promotion of the ratification of all other AU treaties within member states, continues to assist us with the implementation of these instruments in all our member countries.

Mr. President and hon. Members, we are heartened by the recent developments and, personally, by the speech by the Representative of the Speaker of Parliament of South Sudan that the solution to the problems in Sudan and between Sudan and South Sudan is jaw jaw and not war war because no amount of fighting would ever take the place of peace. All member states are ready to work with you to fully implement the recommendations of the CPA and bring peace to all our people because they deserve just that.

Hon. Members and Mr. President, the situation in Somalia continues to call on all of us to be firm and resolute in our collective determination to work with the people and leadership of that country for lasting peace. We commend the leadership of EGAD, in this regard, and salute the heroic sacrifices of all member states which have contributed the troops of Amison, including Ethiopia and Kenya.

We are also saddened by the latest developments in Mali and Guinea-Bissau. We applaud the leadership of the Economic Community of West African States (ECOWAS), supported by other member countries outside the region, for its unflinching efforts in resolving the crisis in these two countries.

Mr. President, in the Southern African Region, we remain committed to ensuring the full implementation of the global political agreement in Zimbabwe. Madagascar should return to our fold as a full member of our union, in accordance with the roadmap agreed by the parties in that particular country.

This particular session of PAP meets at a time when Africa has been experiencing significant economic growth and when many countries in the world are still feeling the effects of the global economic crisis. Friends and foes of the continent all attest to the fact that Mother Africa is rising. We are encouraged that a greater part of the deliberations of this session will concentrate on this matter. I am also encouraged by the speech made by NEPAD, this morning, that actually gives meaning to what we are really about.

Your Excellencies, hon. Members, you have lined up eminent speakers who will discuss with you issues of boosting Intra-African Trade and also integration of infrastructure development on our continent.

Mr. President and hon. Members, we are pleased that PAP has made important strides since its establishment to become one of the organs that are supporting the integration process of the AU. You continue to ensure that, as an institution, PAP is underpinned by an effective and efficient administration based on the principle of good governance. I say this mindful of the fact that it requires capacity to carry out its mandate and important functions. It remains important, in this regard, for member states to continue providing the requisite support to PAP to enable it carry out its mandate. It is, therefore, necessary for us to redouble our efforts in working towards

the transformation of this organ from its advisory status to a legislative one. We support the campaign and the decision of the AU to have the Protocol of the Pan African Parliament (PAP) reviewed to ensure a stronger parliament.

Hon. Members, this session is held at a very historic time in the life our country because we are celebrating 100 years of the African National Congress (ANC), the oldest political movement on the African Continent. We continue to recognise the contribution made by your respective countries to the liberation of this country.

Furthermore, hon. Members, in two days time, the leaders of our people will converge in our country for the historic African Diaspora Summit. We are pleased that, from tomorrow, you will also be deliberating on this important historic event with the view to contributing to its outcome. We, therefore, wish you all success in your deliberations throughout the session.

Once again, welcome to South Africa. *Le amogetuswe ni emkelwe*. Your presence in our country for this session reassures us that we will not fail our people when we have, on our continent, leaders of your caliber who are ready to leave behind their homes and families to serve Africa.

This is a special message to His Excellency the President of Chad.

Thank you.

LE PRÉSIDENT:

Excellence,

Distingués Invités,

Honorables Membres,

Nous arrivons à présent à la séquence magistrale de notre séance.

Honorables Membres,

Distingués Invités,

Excellence Idriss Déby ITNO, Président de la République Tchad,

En cet instant solennel, au nom des membres du Parlement panafricain, j'ai l'honneur et le privilège de vous souhaiter, encore une fois, la chaleureuse bienvenue dans l'hémicycle du Parlement continental et vous remercie pour l'honneur que vous nous faites en ce jour historique du 21 mai 2012 qui sacre l'ouverture de la 7^{ème} session ordinaire du Parlement panafricain.

Excellence,

Je salue votre courage et votre pragmatisme.

Panafricanisme convaincu, votre présidence à la tête des Communautés des États Sahélo-Sahariens (CENSAD) et de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale, votre désignation comme membre de la Commission *ad hoc* de l'Union Africaine, chargée d'examiner les questions liées à l'élection des membres de l'organe exécutif de l'Union Africaine, votre implication dans la préservation de la stabilité, de la paix et de la sécurité sur le continent, condition indispensable au développement de nos populations et surtout, votre vision prémonitoire sur la crise en Libye et ses conséquences, sont pour les parlementaires panafricains l'occasion unique de comprendre les grands enjeux du continent et l'évolution géopolitique de notre Afrique.

Excellence,

Je ne saurais perdre de vue le combat que vous menez pour la sauvegarde du Lac Tchad et votre engagement dans l'édification de la grande muraille verte contre l'avancée du désert qui fait de vous un des précurseurs de la défense de l'environnement sur le continent.

Excellence,

Votre ambitieux projet de lier la Mer Rouge à l'Océan Atlantique par un chemin de fer qui reliera le Soudan, le Tchad et le Cameroun, est la marque de votre panafricanisme et votre détermination à œuvrer pour le développement du continent.

Honorables Membres,

Distingués Invités,

J'ai l'honneur, le privilège et le plaisir d'inviter Son Excellence Idriss Déby ITNO, Président de la République Tchad, digne fils de l'Afrique, Invité d'honneur de la 7^{ème} session ordinaire du Parlement panafricain, à prononcer son allocution.

(Applaudissements)

S.E. IDRIS DÉBY ITNO [PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU TCHAD]:

Très Honorable Président du Parlement Panafricain,

Mesdames, Messieurs les Présidents des Parlements nationaux,

Honorables Membres du Parlement,

Madame la Ministre des Affaires étrangères de la République sœur Sud africaine,

Distinguées Invités,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d'abord exprimer au peuple et au gouvernement Sud africain mes sincères remerciements de l'accueil chaleureux et fraternel et pour toutes les marques d'attention dont moi-même et la délégation qui m'accompagne faisons l'objet depuis notre arrivée en Terre sud africaine, Terre de Mandela, Terre aussi des combattants africains les plus anciens.

(Applaudissements)

Je voudrais aussi exprimer ma profonde gratitude au Très Honorable Idriss NDELE YAYANI, Président du Parlement Panafricain et à travers lui à tous les membres de notre auguste Parlement pour la marque de confiance à l'endroit du peuple tchadien et de son Président en nous conviant à faire une déclaration à l'occasion de la 7^{ème} session ordinaire de notre Parlement.

Je voudrais, en particulier, remercier le Très Honorable Président du Parlement pour les propos combien aimables tenus à mon endroit.

Je tiens également à vous remercier au nom de tous les Chefs d'État des Institutions Communautaires dont je suis le Président en exercice, pour l'honneur que vous leur faites en m'invitant en cette qualité.

Enfin, permettez que je félicite les éminentes personnalités qui ont prêtés serment ce matin en qualité de nouveaux membres du Parlement.

Très Honorable Président,

Honorables Membres,

Huit (8) ans après sa création, le Parlement Panafricain a, sans nul doute, fait ses preuves en tant qu'Institution consultative et gagné en maturité.

Cependant, pour gagner en efficacité, il est temps qu'elle se transforme un véritable organe législatif pour faire face aux nombreux défis du continent.

(Applaudissements)

D'ores et déjà il y a lieu de relever pour s'en féliciter les contributions significatives du Parlement, entre autres, l'autoévaluation, la ratification de la Charte Africaine de la Démocratie, des Élections et de la Gouvernance, la normalisation des relations entre parlements et les autres organes de l'Union, l'assainissement de la gestion financière, l'organisation annuelle de la Conférence de la Femme Africaine, l'organisation de la Conférence des Présidents des Parlements nationaux, l'observation des élections, les missions d'Information et surtout l'élaboration du projet de révision du Protocole relatif au Parlement Panafricain. Cette indispensable transformation en authentique pouvoir délibérant permettra au Parlement de jouer pleinement et de façon efficiente son rôle aux côtés des autres Institutions de l'Union.

Je vous promets d'en faire l'objet central de mon plaidoyer lors de la toute prochaine Conférence des Chefs d'États et de Gouvernements et d'appuyer toutes initiatives allant dans le sens de l'adoption dudit Protocole.
(Applaudissements)

Honorables Membres du Parlement,

Distingués invités,

L'un des objectifs prioritaires de la création de l'Organisation de l'Unité Africaine était la libération du continent du joug colonial, de toutes les formes d'oppression et d'exploitation, de la pire, après la traite négrière, fut l'Apartheid.

Cinquante ans après, force est de constater que l'état du continent est caractérisé par la persistance des maux de tous genres: guerres, coups d'État désertification, sécheresse et famine, pauvreté, pandémies dont le VIH/SIDA.

Si beaucoup de nos maux nous sont imputables, l'Afrique continue néanmoins à subir les influences néfastes de l'extérieur. Face à ces défis, l'Afrique doit compter sur elle-même par une unité d'actions.

Plus que jamais, l'Afrique doit faire preuve d'une plus grande solidarité et parler d'une seule voix. Notre devise n'est-elle pas « *Une Afrique, Une Voix !* » ? La mise en place du Parlement Panafricain est un grand pas vers la réalisation de cette unité dans laquelle nous n'aurons pas droit à la parole au plan mondial. C'est désormais un impératif et bien des événements survenus ces derniers temps en Afrique et dans le monde ont montré, s'il en était besoin encore, la nécessité de cette unité.

Honorables Membres,

L'Afrique continue à être marginalisée. Très souvent les puissants de ce monde se réunissent sans que l'Afrique ait à jouer un rôle à la mesure de son dynamisme économique ; elle que l'on considère comme ayant le mieux résisté aux crises financières mondiales de ces dernières années.

De même, l'Afrique a été privée de la présidence de la Banque Mondiale non par manque de capacité ou de compétence, mais par la conjonction des puissances plus unies agissant de concert pour leurs intérêts.

(Applaudissements)

Cette dernière injustice vient s'ajouter à l'absence de notre continent au sein des membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations-Unies. C'est encore une telle conjonction des puissances qui a précipité la chute d'un régime africain dans les conditions que l'on sait sans que les Africains aient pu dire ou faire grand-chose, étalant même leurs divergences à ce sujet.

Ce changement n'a pas fini de produire ses effets, tant à l'intérieur de ce pays que sur une partie du continent.

La pire de ces conséquences est la prolifération des armes de tous genres jointes à la multiplication corrélative des groupes mafieux et terroristes qui déstabilisent les pays comme le Nigeria, portent atteinte à l'ordre constitutionnel comme en Guinée-Bissau ou à l'intégrité territoriale, comme au Mali, avec des menaces évidentes pour les États voisins.

C'est le lieu de réitérer notre soutien total à ces pays frères et notre condamnation la plus ferme de ces entreprises de destruction de nos États qui constituent un recul par rapport aux idéaux et objectifs de notre Organisation.

Au demeurant, il est surprenant, voire consternant de constater que certains hommes politiques apportent leur caution à ces actions qui ruinent des années d'efforts, compromettant l'avenir de nos peuples et aggravant leur sort.

Très Honorable Président,

Honorables Membres du Parlement,

Distingués Invités,

Mesdames et Messieurs,

Les objectifs et les missions du Parlement Panafricain s'inspirent des idéaux des pères fondateurs du Panafricanisme donc le plus célèbre fut le Président Kwame Nkrumah.

Malheureusement, du fait de son statut consultatif et face à l'épreuve, face à tous les grands sujets touchant à la vie de notre continent, le Parlement est resté presque silencieux.

J'en veux pour preuve, les crises que connaissent les pays frères que je viens de citer, ou les conflits meurtriers qui opposent les deux Soudans, que j'invite d'ailleurs à renouer le dialogue en vue d'une véritable paix de brave. D'ores et déjà, j'exhorte le Parlement à faire preuve de plus d'initiative et de volontarisme, à prendre une part plus active dans la recherche des solutions aux crises du continent, et anticiper sur les événements, grâce aux contributions de ses membres.

Très Honorable Président,

Honorables Membres,

En sus des crises politico-militaires qui secouent le continent, d'autres menaces les moins graves, pèsent sur nous. Il s'agit du changement climatique et du réchauffement de la planète, avec leurs conséquences négatives pour les populations africaines que vous représentez.

L'Afrique subit davantage, sans doute, les effets du changement climatique en raison de sa grande vulnérabilité.

En conséquence, nous devons faire de la lutte pour la protection de nos forêts, de nos lacs, de nos fleuves, de nos faunes, en un mot de notre biodiversité, la priorité de nos actions. Faute de cela nous léguerons aux générations futures, un continent en péril. L'illustration la plus emblématique de ce péril est le sort funeste du Lac Tchad.

Comme vous le savez, le Lac Tchad qui faisait 25.000 km² en 1960, est réduit aujourd'hui à 2.500 km². Sa perte n'est pas pour longtemps. Sous cet angle, l'Afrique doit se mobiliser et parler d'une seule voix à la prochaine Conférence des Nations-Unies (Rio + 20), sur le développement durable.

Honorables Membres du Parlement panafricain,

Je note avec satisfaction, qu'en prélude au Sommet des Chefs d'État et de Gouvernements sur la diaspora, notre session consacre un forum de parlementaires de la diaspora africaine. Je salue cette initiative, lorsqu'on sait que la contribution inestimable attendue de la diaspora pour le développement du continent est énorme.

Très Honorable Président,

Honorables Membres,

Distingués Invités,

Mesdames et Messieurs,

Permettez que j'émette un vœu pieux, celui d'une Afrique unie et véritablement intégrée ; d'une Afrique solidaire et souveraine ; d'une Afrique battante et sachant compter sur elle-même ; d'une Afrique stable et en paix.
(Applaudissements)

Ma conviction est que l'Afrique avance et que rien n'arrêtera l'élan qu'elle a pris, pourvu qu'on en finisse avec les tergiversations, les divisions, les égoïsmes nationaux, l'inaction et les interventions extérieures.

Le 21^e siècle est sûrement celui de notre continent.

(Applaudissements)

Nous devons en prendre conscience, y croire surtout, y croire et tout mettre en œuvre pour qu'il en soit ainsi, l'Afrique en marche grâce à ses filles et fils.

(Applaudissements)

Vive le Parlement Panafricain, *(Applaudissements)*

Vive l'Union Africaine,

(Applaudissements)

Je vous remercie, Mesdames et Messieurs.

(Applaudissements nourris). LE PRÉSIDENT:

Excellence Idriss Déby ITNO, Président de la République du Tchad,

Le Parlement Panafricain debout, a acclamé votre allocution.

Nous sommes très honorés et encore une fois, au nom du Parlement Panafricain, je vous remercie d'avoir honoré de votre présence et d'avoir prononcé cette allocution historique en ce jour historique du 21 mai 2012, au siège du Parlement Panafricain.

Je vous remercie beaucoup.

(Applaudissements)

Honorables Membres,

Distingués Invités,

J'invite l'Honorable Amadi BETHEL, Premier Vice-président du Parlement Panafricain, à lire la motion de remerciements.

HON. BETHEL AMADI [NIGERIA]:

Your Excellency, Mr Idriss Derby Itnall, President of the Republic of Chad and Chair of the Economic Community of Central African States (ECCAS); Your Excellencies, Hon. Speakers and presiding officers of our national and regional assemblies here present, Your Excellency, the hon. Minister of International Co-operation of the Republic of South Africa here present, Your Excellencies, hon. Members of Parliament from PAP and national assembly's present here today; Your Excellency the representative of the chairperson of the AU, members of the diplomatic corps, distinguished invited guests, ladies and gentlemen, it is my singular honour and pleasure, on behalf of the bureau and all the hon. Members of PAP led by His Excellency, the Hon. Dr. Idriss Moussa Ndele, to extend our heartfelt gratitude to you for finding time, amidst your very busy schedule, to join us at this official opening of the 7th Ordinary Session of the Second Parliament of the PAP holding in Midrand, South Africa.

Your Excellencies, we especially want to extend our sincere note of gratitude to our guest of honour, the President of the Republic of Chad and chairperson of ECCAS, His Excellency, Mr Idriss Derby Itnall. Your Excellency, your presence here today is an affirmation of a long standing commitment to PanAfricanism and to PAP. It is also a special indication of your support for our President, the Hon. Dr. Moussa Idriss Ndele, a rare gentleman who has provided exemplary and impeccable mature leadership to PAP over the last three years.

Applause

HON. BETHEL AMADI:

Your Excellency, we are, indeed, honoured by your presence and assure you that your pious wish for an Africa that is united and truly integrated is also the hope and prayer of PAP.

Your Excellency, we thank the hon. Minister of International Relations and Co-operations of the Republic of South Africa for all the support his Government has given to PAP, over the years, and we look forward to many more years of co-operation as we get ready to move to our permanent facilities being provided by the Government of South Africa.

Applause

HON. BETHEL AMADI:

We thank His

Excellency, Dr. Ibrahim Mayaki, CEO of NEPAD, for having come to deliver the goodwill message from the chairperson of the African Union Commission and we are aware that Dr Mayaki arrived from New York just this morning.

We thank the Speaker of Chad, His Excellency, Dr. Haroum Kabadi, who has always supported the activities of PAP. You are welcome, Your Excellency. We also congratulate the Speaker of Tunisia, Hon. Mustapha Ben Jaafar, for the successful elections in this very important African country, after the Arab springbok that begun in his country. We thank you for coming.

Applause

HON. BETHEL AMADI:

We also thank the Deputy Speaker of South Sudan, the Hon. Daniel Awet Akoti, for coming to be with us and we urge him and his countrymen to work to build a new nation with the attendant challenges. We also pray for peace in Sudan. We thank the Vice-President of the National Assembly of Cote d'ivoire, the Hon. Fadika Sousako,

for honouring our invitation and we congratulate the people of Ivory Coast for the restoration of peace to their country and for the successful elections that they have held. We look forward to your country's ratification of the protocol establishing PAP and we look forward even more to welcoming hon. Members of the Parliament of Ivory Coast to PAP at our next session.

Permit me, His Excellencies, distinguished ladies and gentlemen and hon. Colleagues, to give special recognition to my boss, the Speaker of the House of Representatives of the Federal Republic of Nigeria, the right Hon. Aminu Waziri Tambuwal, for the strong and outstanding leadership to our Nigerian Parliament.

Applause

HON. BETHEL AMADI:

May I also use this opportunity, on behalf of the bureau and hon. Members of PAP, to congratulate our newly sworn-in hon. Members of PAP. Your presence here, today, is, indeed, a testimony of your determination to work towards the consolidation of the integration of the African people. The development of our continent's democratic institutions, the enhancement of good governance and transparency by all members of the AU is, indeed, a very important thing to achieve. Your Excellencies, we remain indebted to you and we hope that you will continue to support us in the advocacy to ensure the transformation of PAP from a consultative and advisory body to a legislative organ of the AU with defined powers to make sure that the voiceless people of Africa,...

Applause

HON. BETHEL AMADI:...

who we represent, and their grassroots organisations are provided with a voice.

Once again, on behalf of the President of the Bureau, hon. Members of PAP, our Secretariat, we thank you for joining us, this morning, and we wish each and every one of your journey mercies as you return to your respective destinations.

Thank you all and God bless you.

LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup Honorable

Amadi,

Honorables membres,

À présent, en souvenir de cette journée mémorable et pour le soutien de Son Excellence Idriss Dény ITNO, Président de la République du Tchad au Parlement panafricain, et pour son engagement à défendre le nouveau Protocole au prochain sommet de l'Union Africaine, j'ai l'honneur et le plaisir de lui donner en votre nom, ce présent du Parlement panafricain.

(Applaudissements)

Honorables Membres,

Distingués Invités,

La séance est à présent suspendue jusqu'au jeudi 24 mai 2012 à neuf heures.

Thursday, May 24, 2012

The House met at 09.10 a.m.

[The President in the Chair]

LE PRÉSIDENT:

Nous allons observer dans le silence, une minute de méditation ou de prière.

(Prière ou méditation observée dans le silence)

Merci, asseyez-vous.

Honorables Membres,

Notre séance est reprise.

Conformément aux dispositions de l'article 9 du Règlement intérieur, nous allons à présent, procéder à la prestation de serment d'un nouveau membre qui, suite à son élection et désignation comme membre du Parlement panafricain, prend part à nos travaux pour la première fois.

Monsieur le Secrétaire Général, appelez le nouveau membre.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL:

(En anglais)

LE PRÉSIDENT:

Honorables Membres,

Conformément aux dispositions de l'article 38, alinéa (1) (h) du Règlement intérieur, j'ai le plaisir d'inviter l'Honorable Ezagri Eguma Norbert, représentant du Président de l'Assemblée Nationale de la République Démocratique du Congo à entrer en Chambre et délivrer son message de solidarité.

HON. EZAGRI EGUMA NOBERT [REPRÉSENTANT DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO]:

Merci pour la parole, Honorable Président.

Honorable Président du Parlement Panafricain,

Honorables Membres du Bureau,

Distingués Honorables Députés,

Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs,

Au nom du Président de la République Démocratique du Congo, Son Excellence Joseph Kabila KABANGUE et au nom du Président de l'Assemblée nationale de la République Démocratique du Congo, l'Honorable Aubin Minaku, que j'ai l'honneur de représenter ici à cette auguste Assemblée, la délégation parlementaire de la République Démocratique du Congo est honorée de prendre la parole devant vous à l'occasion de la 7^{ème} session de la 2^{ème} législature, en qualité d'invité d'honneur afin d'adresser un message de solidarité à l'endroit des Parlementaires africains.

C'est à juste titre que nous apprécions cette marque d'estime et d'attention manifestée à l'égard de l'Assemblée nationale, mandataire du peuple congolais. Point n'est besoin de rappeler ici que la République Démocratique du Congo est solidaire avec tous les peuples africains afin de relever les défis auxquels notre continent est confronté. Aussi, a-t-elle inscrit la vocation africaine parmi les principes directeurs de sa politique étrangère.

Membre fondateur de l'Organisation de l'Unité africaine et de l'Union africaine, la République Démocratique du Congo a pris l'engagement de participer activement à la réalisation des objectifs consacrés par l'Acte constitutif de l'Organisation panafricaine.

La création du Parlement Panafricain est l'une des grandes innovations saluées par les peuples d'Afrique. Notre souhait, le plus ardent est de voir le Parlement Panafricain être doté des pouvoirs législatifs, afin de contribuer à l'harmonisation des normes sur le plan continental dans plusieurs domaines vitaux tels que la santé, l'éducation, l'environnement, etc.

Pays signataire du Protocole relatif au Parlement Panafricain, la République Démocratique du Congo entend parachever le processus d'adhésion par la ratification du Protocole qui devrait intervenir après les débats parlementaires, au cours de cette année. Ainsi, les parlements congolais pourront s'impliquer dans le rayonnement de l'organe législatif panafricain.

Honorable Président du Parlement Panafricain,

Honorables Membres du Bureau,

Distingués Honorables Députés,

Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs,

Au sortir des élections présidentielles et législatives de novembre 2011, ayant abouti à l'inauguration de la 2^{ème} législature sous la 3^{ème} République, au nom du Président de la République Démocratique du Congo, Son Excellence Joseph Kabila KABAMGUE, et au nom du Président de l'Assemblée nationale de la République Démocratique du Congo, l'Honorable Aubin Minaku, nous aimerions profiter de cette tribune pour remercier les peuples frères et amis d'Afrique qui ont accompagné le peuple congolais dans l'accomplissement de son devoir électoral. C'est le cas des peuples d'Afrique du Sud, d'Angola et de la République du Congo.

Grâce à leur appui logistique, la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), en sigle, a pu relever le défis d'organiser des élections transparentes, libres et démocratiques, dans un pays aux dimensions sous continentales. La CENI a entrepris une autoévaluation de ses actions, avec l'aide des partenaires bilatéraux et multilatéraux avant de finaliser le processus électoral par l'organisation des élections provinciales et locales.

Le peuple congolais manifeste également toute sa gratitude à l'égard d'autres peuples d'Afrique et d'ailleurs qui participent aux activités de la mission des Nations-Unies pour la stabilisation du Congo (MONUSCO), en sigle.

Grâce à sa diplomatie parlementaire agissante, l'Assemblée nationale de la République Démocratique du Congo participe au rapprochement des peuples d'Afrique et à la consolidation de la solidarité entre eux.

Je voudrais rappeler ici que dans les quarante ans qui ont suivi l'indépendance de la République Démocratique du Congo, mon Parlement n'a fait que connaître une vie de turbulences politiques avec un rôle tout simplement protocolaire. Par exemple, au lendemain de 1960, date de l'accession de la République démocratique du Congo à son souveraineté nationale et internationale, le Ghana, la Guinée et le Maroc ont exprimé leur solidarité à l'égard de mon pays durant les troubles dans lesquels le pays sombrait. Puis, plusieurs guerres qui ont tenté de balkaniser la République Démocratique du Congo ont motivé les parlements des pays africains à autoriser les armées de leurs pays respectifs pour voler au secours de la République Démocratique du Congo.

Plus récemment, une guerre d'agression par des voisins de la République Démocratique du Congo allait sans doute faire réécrire toute l'histoire et faire régresser la géographie de l'Afrique, mais heureusement, la lucidité de plusieurs pays d'Afrique, en général, et celle de quelques membres de la SADEC en particulier, a sauvé le pays de la dérive. En signe de solidarité, les Congolais sont aujourd'hui des réfugiés hébergés dans les pays voisins et ceux des pays voisins sont hébergés en la République Démocratique du Congo, dans le respect de la dignité humaine.

Depuis l'an 2001, une nouvelle ère se dessine avec la vision du Président Joseph Kabila KABANGUE, à asseoir une fois pour toute, la démocratie en République Démocratique du Congo, en même temps, à sortir le pays de la désintégration économique. Cette vision est donc en rapport direct avec les dispositions de l'article 17 de l'Acte constitutif de l'Union africaine qui stipule: « *Assurer la pleine participation des peuples africains au développement et à l'intégration économique du continent* », fin de citation.

C'est pourquoi, Son Excellence Joseph Kabila KABANGUE est passé respectivement de l'unification et de la pacification de la RD Congo, à partir de 2001 à la consolidation de la paix et au lancement du programme de la reconstruction "cinq chantiers" pour prôner, en 2011, la stabilisation de la paix et la révolution de la modernité. Ces visions n'ont été réalisables et ne pourraient être encore que grâce à la preuve vivante et chaleureuse de la solidarité des pays africains. Nous épelions à la volée les contributions très louables de l'Afrique du Sud, de l'Angola, du Zimbabwe, de la Namibie, du Sénégal, du Royaume du Maroc, du Ghana, de la Mauritanie, du Mali, du Bénin, du Tchad, etc. qui ont largement contribué à pacifier la République Démocratique du Congo.

Nous n'oublierons jamais facilement les illustres personnalités africaines qui ont donné de leur savoir et de leur savoir-être en qualité de médiateurs dans les négociations politiques inter-congolaises. À ce jour, la République Démocratique du Congo est fière d'affirmer tout haut, qu'avec le Président Joseph Kabila KABANGUE, les jalons de la démocratie sont jetés.

La République Démocratique du Congo est dotée de la Constitution du 18 février 2006, qui consacre désormais la séparation des trois pouvoirs. L'article 7 de ladite Constitution formalise l'opposition constitutionnelle qui exerce de plein droit ses prérogatives conformément à la loi organique n° 7/002/2007, portant statut de l'opposition. Les médias et la presse ont été libérés. La société civile structurée participe aux débats démocratiques républicains. La participation de la femme est désormais visible avec au moins 20 %. C'est pourquoi, les femmes du monde entier, en général, et celles africaines, en particulier, dont nous reconnaissons certains visages dans cet hémicycle sont allées soutenir leurs homologues congolaises à Bukavu dans la lutte contre les violences faites aux femmes.

La présence des observateurs de l'Union africaine, lors des élections libres et transparentes de 2006, puis de novembre 2011 est un signe éloquent de la solidarité qui unit nos peuples d'Afrique.

Honorable Président du Parlement Panafricain,

Honorables Membres du Bureau,

Distingués Honorables Députés,

Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs,

Permettez-moi de vous dire que, malgré les efforts déjà fournis, le chemin à parcourir reste encore long et pénible au regard des velléités qui caractérisent les États africains. À ce sujet, nous exhortons le Parlement Panafricain à être aux antipodes de l'Union africaine pour ne pas sombrer dans ce que l'Organisation de l'Unité africaine avait finalement institutionnalisé, les accolades entre les Chefs d'États membres, pendant les sommets, pour se perdre dans les amitiés privées avec les Chefs d'États des pays du Nord et oublier totalement de traiter les multiples problèmes qui minent notre chère Afrique.

Nous sommes tous conscients, qu'il y a quarante ans que la Chine était un pays pauvre, qu'il y a vingt ans que l'Inde était un pays pauvre, qu'il y a dix ans que le Brésil était un pays pauvre. Aujourd'hui ils sont appelés des pays émergents. Ils prêtent de l'argent et transfèrent leur technologie aux pays dits développés.

Ce changement n'est arrivé que par la prise de conscience des dirigeants de ces pays respectifs en souffrant de prendre des décisions vigoureuses en faveur du bien-être de leurs populations. Ce que l'Assemblée nationale de la République Démocratique du Congo attend du Parlement Panafricain, si nous voulons faire de l'Afrique le continent du futur, c'est de prendre les réformes profondes concernant tous les secteurs de la vie nationale tels que l'éducation, la santé, la technoscience, la communication, la culture, l'environnement, la population, etc. d'allouer des budgets conséquents à ces secteurs pour un bon fonctionnement.

En définitive, je m'en vais clore cette déclaration, message de la solidarité, en paraphrasant l'Honorable Président de l'Assemblée nationale de la République Démocratique du Congo: « *Faisons de notre Parlement Panafricain, un vrai temple de la démocratie et un haut lieu de la défense de l'intérêt général des peuples africains* ».

Que vive l'Union africaine,

Que vive le Parlement Panafricain.

Je vous remercie.

(*Applaudissements*).LE PRÉSIDENT:

Honorable Ezagri Eguma Norbert.

Nous vous raccompagnons, une fois encore, avec les applaudissements de la plénière.

(*Applaudissements*)

Honorables Membres,

Conformément à l'article 61, alinéa 1 du Règlement intérieur de notre Institution, j'autorise l'Honorable Peter KATJAVIVI, à présenter verbalement sa motion.

Honorable KATJAVIVI!

HON. PETER KATJAVIVI [NAMIBIA]:

Thank you, Hon. President. I have a Motion on the situation in South Sudan, pursuant to the provisions of Article 61 (1) of the rules of the procedure of the Pan African Parliament (PAP), which stipulate, in part, and I quote:

"Notwithstanding the provisions of rule 60, a member may, with the leave of the presiding officer, give oral notice of the Motion during sitting."

Cognisant of the objective of the PAP to promote peace, security and stability with a view to contribute to a more prosperous future of the peoples of Africa, noting with deep concern the recent increase in the conflict between Sudan and South Sudan, and particularly conscious of the deterioration in the relationship between the two sister countries, further noting that the tension that has escalated has negative ramifications on the internal

political and economic landscape of the two nations, recalling that South Sudan attained its independence on 9th July, 2011, after conducting a peaceful and transparent referendum on 9th January, 2011, as one of the essential provisions of the comprehensive peace agreement of 2005, some of which were not implemented, further recalling the address by the Hon. Daniel Awet Akot, First Deputy Speaker of the National Legislative Assembly of the Republic of South Sudan at the opening of the 7th Session in which he called for peace and dialogue with Sudan to resolve the conflict amicably, recognising the importance of implementing the resolutions of the United Nations (UN) and the African Union (AU) as a matter of urgency:

- (i) the PAP calls upon Sudan and South Sudan to avoid further escalating of military confrontation between the two countries;
- (ii) requests, further, national and international bodies to wait for the PAP to put pressure on Sudan and South Sudan to implement the United Nations Security Council resolutions by ending hostilities and going back to the negotiating table to resolve the outstanding issues facing the two countries; and
- (iii) encourage the strengthening and consolidation of Africa's democratic institutions to promote respect, the protection of human rights and good governance.
- (iv) That is the Motion, Hon. President, that I wish to present to the House.

Thank you, Sir.

Applause

HON. JOSEPH NJOBVUYALEMBA [MALAWI]:

Hon. President, I stand to second the Motion on behalf of my colleague, Hon. Abubakar Mbaya, who is not in the House as of now...

THE PRESIDENT:

Thank you.

HON. JOSEPH NJOBVUYALEMBA [MALAWI]:

Hon. President...

THE PRESIDENT:

No, no, that is all. We just wanted you to second the Motion.

Thank you.

LE PRÉSIDENT:

La motion verbale de

l'Honorable Katjavivi soutenue, est inscrite à l'ordre du jour pour le jeudi 31 mai 2012.

Honorables Membres,

J'invite, à présent, le Secrétaire Général à donner lecture du premier point inscrit à l'ordre du jour.

THE CHAIRPERSON:

Presentation and debate on the report of the Pan African Parliament.

HON. MEMBER:

Mr Chairperson, I have a point of clarity before you come in.

THE CHAIRPERSON:

Hon. Colleagues...

HON MEMBER:

Mr President, do you recognise me? I wish to ask for a point of clarity. I would like to know if a copy of the report has been circulated.

THE CHAIRPERSON:

Secretariat.

Hon. colleagues, I call on His Excellency, Dr Moussa Idriss Ndele, President of Pan African Parliament, to make his presentation.

HONOURABLE MEMBER:

On a point of order, Sir.

I addressed you with the question before you called for the report to be debated. My question is: Is a copy of the report available? On several occasions, we have always asked the question that the report be available because it is not possible for us to interrogate that properly without having a copy before us. I would appreciate an answer.

Applause

HON. NDOBOLI SARAH KATAIKE [UGANDA]:

Thank you, Mr Chairperson, for the opportunity to speak on the Floor. I want to thank the Committee on Administration and Financial Evaluation (CAFÉ) and all the hon. Members for the great work well done. However, I have about three comments to make in concurring with the report and even previous speakers about the Audit Report.

I feel a bit uncomfortable that the PAP has continued, as the report has recognised, to register the failure adhere to financial procedures, particularly of the donors. This one puts us in a very shaky position because the PAP is the apex body of Africa. I do not think we have exhausted all avenues and in case we have, I am sure we can request other bodies like the AU to assist us to put this thing in order because it is really uncomfortable that the PAP cannot take on work because it is not able to tap on the biggest donor resource which would be accessible to us.

Secondly, as regards the administrative structure, I also get worried to read, in the report, that the roles of the Bureau and the Secretariat are not clear. This one also puts the PAP in a difficult condition because, I feel, the PAP Bureau should leave the Secretariat to do the technical work and only receive reports and play the oversight role.

Lastly, on the hon. Members travel within the PAP and AU, I would like to inform this House that our national parliaments are getting highly inconvenienced because of the late communications from the PAP and, sometimes, the information is not consistent. We go out hoping we are booked in hotels, but only to find that there are no reservations made and we have to use our money to pay for the accommodation when we are not informed about it in time.

The Hon. Member's time expired.

HON. DERY AMBROSE [GHANA]:

Thank you, Mr Chairperson, for the opportunity to speak on the Floor. Firstly, I want to congratulate the Committee on Administration and Financial Evaluation (CAFÉ) for the Good work it has done and the President for going through the marathon presentation. I think to put this into context, I want to acknowledge the effort of the Bureau in trying to, as it were, improve the image of the PAP before the international community. However, the first thing two things I want to talk about are technical.

Mr Chairperson, at page 29, CAFE is asking, and I agree, for an extension to continue to do its work. I think that is good because since its report, in 2009, it has been building consistently and it should continue. However, to do that, since it is as *ad hoc* Committee, I thought that notice should have been given of its attempt to extend this mandate. Maybe, the Chairperson, in winding up, will do that because the only way an *ad hoc* Committee can continue is for its tenure to be extended by this House.

Secondly, Mr Chairperson, at page 30, the report talks about an audit report on the Trust Fund, which is inconclusive, and then it goes on to talk about liability. That is contradictory. If a report is inconclusive, you cannot derive liabilities from it. So, I ask CAFÉ, in the first place, to see how it can make the report conclusive and then from there liabilities will emanate.

Thirdly, Mr Chairperson, I want to talk about the election observation. I know that this House has done a good job arguing before the AU and, thankfully, we will soon get the legislative power, say they want to link it to that. However, whilst we are at it, it is not enough to say that the participation of the PAP has increased because the condition we are given is that PAP is 40% and that is a minority. If we are in the minority, we will always have the majority view being imposed on us and this will be very unfair.

The Hon. Member's time expired.

HON. CONIQUET RENE [GABON]:

Merci Monsieur le Président.

J'interviens sur ce rapport, concernant notamment le point de l'autonomie de notre Parlement, parce qu'en fait je suis d'accord, pour ne pas répéter, avec l'orateur de l'Égypte, pour dire que tout ira mieux lorsque nous aurons le pouvoir législatif, suivi des moyens qui conviennent, parce qu'une fois que le Parlement est législatif, le Parlement aura son budget, il accordera les indemnités aux parlementaires, et ils n'auront pas d'autres obligations dans leur pays. Et là je crois que ça pourra marcher. Mais tant que nous dépendons de deux institutions nationale et internationale, je crois que beaucoup de pays n'ont pas toujours les moyens de payer tous les frais, cela peut arriver, il y a aussi le fait qu'on peut être occupé à faire autre chose. Donc, franchement, nous le constatons mais nous ne pouvons rien pour l'instant.

Deuxièmement, pour les voyages, en ce qui concerne le remboursement, certains d'entre nous ont décidé de ne pas accepter les missions du PAP financées par la Commission, parce qu'on voyage en classe économique. Ici nous sommes des parlementaires, mais il y en a qui sont déjà très vieux, et voyager en classe économique leur pose problème. Il nous est arrivé de payer le billet classe affaires, on n'a jamais été remboursé parce que les procédures de remboursement se compliquent de plus en plus. On vous exige de donner le reçu par lequel vous avez payé le billet, mais vous avez remis le ticket. Là, je crois, c'est une hérésie.

Je voudrais aussi dire que ce travail de contrôle, il est bienvenu et il doit continuer, parce qu'une institution comme la nôtre doit pouvoir être contrôlée, nous prendrons [*Interruption du micro*].

Il est éteint, c'est coupé, bon je vous remercie.

LE PRÉSIDENT:

Merci Honorable.

HON. LOUM NDOADOUMNGUE NELOUMSEI ELISE (MRS) [TCHAD]:

Merci, Monsieur le Président,

Je voudrais simplement réagir par rapport au point 5.5 du rapport d'évaluation relatif au code de conduite, qui va concerner autant le personnel que les membres du Parlement, si j'ai bien lu.

Je ne voudrais pas que l'on perde de vue que tout travail parlementaire est d'abord basé sur le Règlement intérieur et ceci prend en compte la ligne de conduite du député qui doit se conformer à ce règlement intérieur pour exécuter son travail.

Un code de conduite est nécessaire au personnel. Alors, qu'est-ce qui peut faire valoir un code de conduite aux membres du parlement, puisqu'il est dit ici qu'il va avoir un code de conduite ou bien celui-ci est déjà déposé à la Commission permanente des Règlements, des Privilèges et de la Discipline. Peut-être que des explications plus détaillées peuvent nous éclairer davantage sur cette question que j'ai dû certainement ne pas bien comprendre.

Monsieur le Président,

La Commission a fait des recommandations auxquelles j'adhère parfaitement d'ailleurs. Seulement, elles sont très étoffées et je voudrais mieux comprendre l'état d'évolution du Fonds spécial. Quel est le montant exact au début de la constitution du fonds ? Et qu'est-ce qui reste ou qu'est-ce qui a été engagé, puisque vous parlez des opérations irrégulières ?

Voici quelques deux petites questions que je pose et pour lesquelles je voudrais avoir des réponses assez précises.

Merci beaucoup, Monsieur le Président.

HON. ASSOUMANA MALAM ISSA [NIGER]:

Merci, Monsieur le Président,

Monsieur le Président,

Je voudrais féliciter Monsieur Fabakary Tombong Jatta et les autres membres de la Commission pour la qualité du rapport qu'ils viennent de nous présenter. J'avoue que pendant les quelques mois que j'ai passé au PAP, je me suis

fait mes propres idées et j'ai été agréablement surpris de remarquer que la plupart de ces idées ont été reprises dans le rapport. Cela prouve encore une fois que c'est avec objectivité qu'ils ont travaillé.

Mais je vais revenir sur trois petits aspects, Monsieur le Président.

D'abord la qualité des documents. Ça a été relevé, mais j'avoue que personnellement j'ai toujours été peu satisfait de la qualité des documents produits en français et c'est en cela que la recommandation qu'ils ont faite est, à mon sens, la bienvenue.

La deuxième question est relative à la gestion financière. Je me suis rendu compte qu'à tout bout de champ, on épingle le PAP, parce que la qualité de la gestion laisse à désirer et je pense aussi que c'est peut-être cela qui fait que le processus de transformation du PAP ralentit un peu, parce que l'Union africaine et les autres partenaires n'ont pas tout à fait confiance à la gestion du PAP.

Je crois que c'est un gros challenge pour le Bureau qui va être mis en place. Il faudrait, si vous voulez qu'on vous fasse confiance, inspirer confiance vous-mêmes; et en cela, il faut que la qualité de la gestion financière d'abord, avant toute autre gestion, soit de mise.

Enfin, Monsieur le Président, je voudrais, au niveau du point 4.1, où on a parlé du manuel d'achat, dire qu'il ne s'agit pas du manuel d'achat simplement. Une institution aussi importante que le PAP doit se doter d'un manuel de procédure administrative, en terme de comptabilité, en terme d'achat et à tout point de vue. Cela va non seulement permettre la clarté dans la gestion mais aussi va essayer de régler le problème de la délimitation des responsabilités et instaurer un système d'imputabilité au niveau des agents. Tant qu'on n'a pas ce système de procédure dans les plus brefs délais [*Fin du temps imparti*].

(*Applaudissements*).HON. ASSOUMANA MALAM ISSA [NIGER]:

Merci, Monsieur le Président,

Monsieur le Président,

Je voudrais féliciter Monsieur Fabakary Tombong Jatta et les autres membres de la Commission pour la qualité du rapport qu'ils viennent de nous présenter. J'avoue que pendant les quelques mois que j'ai passé au PAP, je me suis fait mes propres idées et j'ai été agréablement surpris de remarquer que la plupart de ces idées ont été reprises dans le rapport. Cela prouve encore une fois que c'est avec objectivité qu'ils ont travaillé.

Mais je vais revenir sur trois petits aspects, Monsieur le Président.

D'abord la qualité des documents. Ça a été relevé, mais j'avoue que personnellement j'ai toujours été peu satisfait de la qualité des documents produits en français et c'est en cela que la recommandation qu'ils ont faite est, à mon sens, la bienvenue.

La deuxième question est relative à la gestion financière. Je me suis rendu compte qu'à tout bout de champ, on épingle le PAP, parce que la qualité de la gestion laisse à désirer et je pense aussi que c'est peut-être cela qui fait que le processus de transformation du PAP ralentit un peu, parce que l'Union africaine et les autres partenaires n'ont pas tout à fait confiance à la gestion du PAP.

Je crois que c'est un gros challenge pour le Bureau qui va être mis en place. Il faudrait, si vous voulez qu'on vous fasse confiance, inspirer confiance vous-mêmes; et en cela, il faut que la qualité de la gestion financière d'abord, avant toute autre gestion, soit de mise.

Enfin, Monsieur le Président, je voudrais, au niveau du point 4.1, où on a parlé du manuel d'achat, dire qu'il ne s'agit pas du manuel d'achat simplement. Une institution aussi importante que le PAP doit se doter d'un manuel de procédure administrative, en terme de comptabilité, en terme d'achat et à tout point de vue. Cela va non seulement permettre la clarté dans la gestion mais aussi va essayer de régler le problème de la délimitation des responsabilités et instaurer un système d'imputabilité au niveau des agents. Tant qu'on n'a pas ce système de procédure dans les plus brefs délais [*Fin du temps imparti*].

(*Applaudissements*).HON. NKODO DANG ROGER [CAMEROUN]:

Merci, Monsieur le Président, de me donner la parole.

Monsieur le Président,

Je voudrais, tout d'abord, féliciter le Bureau sortant pour le travail qu'il a abattu dans des conditions assez difficiles, difficiles pour le continent, difficiles pour le PAP. Parce que lorsqu'on suit le rapport, on a soulevé deux problèmes qui, à mon avis, sont très importants.

Le Parlement, c'est d'abord quoi ? Le Parlement, c'est d'abord les députés. Les députés ne sont pas pris en compte. Les députés n'ont pas des bonnes conditions de travail. Cela pose un problème. Ensuite, il y a la cheville ouvrière qu'est l'Administration. Quand l'Administration ne fonctionne pas bien, le Parlement a des problèmes. Donc, lorsque j'ai suivi le rapport de CAFE, heureusement qu'ils ont soulevé ça, on parle de personnel incompetent alors qu'il y a le personnel d'appui, parfois qui vient, qui a des compétences, mais chaque fois que ce personnel d'appui soumissionne, il n'est pas retenu. Il faut savoir ce que nous voulons pour notre Parlement. Il nous faut une Administration futuriste et non une administration repliée sur elle-même et qui n'arrive pas à être en harmonie du simple agent au Secrétariat Général. Tant que nous n'aurons pas une administration futuriste, je crois que nous aurons toujours des problèmes.

Donc, je voudrais suggérer que notre Administration se modernise et harmonise ses relations entre les différentes composantes de son Administration pour que le Bureau puisse être efficace et atteindre les objectifs qui lui sont assignés par l'Acte constitutif.

Je vous remercie.

HON. ANGO NDOUTOUME FRANÇOIS [GABON]:

Merci Monsieur le Président,

Étant donné que mes quelques préoccupations ont déjà été prises en compte par les premiers intervenants, je n'aurai plus quelque chose à ajouter, sinon féliciter la CAFE.

Je vous remercie.

HON. ONYANGO KAKOBA [UGANDA]:

Thank you, Mr Chairperson, for the opportunity to speak on the Floor. I want to add my voice to that of hon. Members who have thanked the Bureau for the work well done. I have some comments and one of them is on what is not mentioned in the report, but I feel it is very pertinent.

Mr Chairperson, as regards the issue of the Committees, in most cases, they have not been able to carry out their activities because of one reason or another, but mostly it has been because of lack of funds. Some activities have been cancelled at the last minute. This gives me the impression that the planning of the financing of these Committees is adhoc. I think this is a matter that needs to be addressed by the Committee on Administration and Financial Evaluation (CAFÉ) to make sure that the Committees do their work.

On top of that, we hear complaints by some Committees that other Committees are more facilitated than they are. I think there needs to be equality. In order to do this, financial constraints, notwithstanding, we need to plan for these Committees and make sure that they make up and manage their own budgets so that if the resources are depleted, it will be in line with their budgets, instead of making it adhoc whereby some Committees operate and others do not.

Mr Chairperson, the other comment that I wanted to make is on the issue of the code of conduct for hon. Members of Parliament of the PAP. It is not surprising that we come in and go out as and when we want because there is no provision in the rules of procedure to restrict our movements. I have just been looking at these rules of procedure and I have a feeling that, under rule 8, which is on vacation of seats, there should be an article to give a particular number of times that a hon. Member should miss sessions before he/she can be asked to vacate a seat. If you miss for a particular consecutive number of times, then, definitely you have to vacate. If such a provision is made, then, it may keep hon. Members in check. Back home, we used to have that problem, but when we made that provision in the rules of procedure, it worked out well.

Mr Chairperson, the last comment that I want to make is in relation to the interpreters or rather the revisers...

The Hon. Member's time expired.

HON. ALI ABDUL BAHARI [KENYA]:

Thank you, Mr Chairperson, for the chance to speak on the Floor. I want to join my colleagues in congratulating the Committee on Administration and Financial Evaluation (CAFÉ) for a job well done.

Mr Chairperson, one of the things that I want to comment on is the existence of this Committee. I do believe it has done a good job and helps in relationships within institutions in times of disbursing power, both laterally and vertically, because this Committee can question anybody, any organ or any part of this administrative part of this institution, including the Bureau. It can seek attention and, therefore, that dispersion of power is very key. As a result, the term of this Committee should be renewed.

Mr Chairperson, secondly, the issue of class of travel has been with us for a long time. I remember, in Uganda, it was agreed that this would be regularised. Probably, this needs a bit of attention so that it gets sorted out because, sometimes, it is very embarrassing when your own staff are travelling in business class and, as hon. Members of Parliament, you end up travelling in economy class. I do not think that is reasonable at all. It does not work anyway.

Thirdly, Mr Chairperson, is the issue of the Internal Audit Report that comes once a year. I do not think that is acceptable. It should be part of the Bureau's responsibility to ensure that it receives quarterly reports. I think that should be one of the key recommendations of this plenary.

Finally, the other issue that has been with us and has undermined our performance, as an institution, is that of organogram. This issue needs attention. I have heard about the level to which it has gone. It surely needs to be resolved for purposes of morale and everything else.

Thank you, Sir.

HON. ATIM OGWAL CECILIA BARBARA [UGANDA]:

Thank you, Mr. Chairperson, for the opportunity to speak on the Floor. I also want to praise the world's most high and God of all creation, who has made me part of Africa, a member of this august House and above all a member of the Committee on Administration and Financial Evaluation (CAFÉ), which has produced this document submitted to you. I just want to raise three points to enrich the report, which has already been given.

First of all, I wish to express my concern about the absence of a structural mechanism for interfacing between the Pan African Parliament (PAP) and the African Union (AU's) various organs for effective co-ordination and administration. Under Article 11, Subsection 2, the Chairperson of the AU Commission is expected to submit the budget of the AU to PAP for approval, as is done in all other Parliaments. However, up to now, no such thing has happened. What does this mean to you, Mr Chairperson? It is insubordination and an important matter which must be addressed. How can the PAP exercise its oversight role if the AU Commission is actually ignoring its fundamental role?

Secondly, I would also like to emphasise the importance of the fair share of the available jobs in the PAP. Mr Chairperson, it is very disheartening that we are all equal partners...

The hon. Member's time expired.

HON. TCHOCODO GABRIEL [BÉNIN]:

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Je voudrais, à mon tour, remercier et féliciter nos collègues membres de la Commission qui nous ont produit un très bon rapport. Ils ont pu en effet, identifier l'essentiel des problèmes qui minent notre Parlement. Mais de mon point de vue, Monsieur le Président, ils n'ont pas suffisamment mis en exergue la situation des *hansards* qui prévaut dans notre Maison commune, et dont a parlé si heureusement notre collègue Tchassé du Togo.

Je voudrais par conséquent, et ce respectueusement, inviter les membres du prochain Bureau du Parlement, à s'attaquer courageusement à ce mal qui mine notre Maison commune, et ce, afin que règne au sein de notre Parlement, le respect mutuel, la discipline, la rigueur, l'équité et la justice.

Je voudrais, par ailleurs, Monsieur le Président, m'intéresser à la répartition du personnel, tel que présenté à la page 22 du rapport, et demander à la Commission de bien vouloir nous présenter une répartition par pays d'origine.

Enfin, je voudrais savoir, Monsieur le Président, les raisons de la démission des trois membres de la Commission.

Monsieur le Président, je vous remercie.

LE PRÉSIDENT:

HON. JOSEPH NJOBVUYALEMA [MALAWI]

HON. JOSEPH NJOBVUYALEMA [MALAWI]:

Thank you, Mr Chairperson, for the recognition. I should have raised quite a number of issues, but my colleagues have already done so. However, I will raise concern on the issue of limitations of the report.

The Chairperson, in the first place, said that he had just received the report this morning. Was that correct? Does that mean that he did not have time to digest or look at the report properly? Did the Committee adopt the report at all? If the Committee did not adopt the report, then, that is unprocedural. Is the House being given a report which has not been looked at by the entire Committee? I thought that's a very important point which the Chairperson must address.

The other issue is about respondents not being available. In the recommendation, the Chairperson has not said anything about what happened to the respondents. Hon. Chair, you are aware that when we are arranging a meeting, we make sure that the respondents are told in advance about the setting of a date for a meeting and they must commit themselves to be available. What happened? Why were they not readily available? The Chairperson has not been able to say something about this in his recommendation.

Mr Chairperson, the other thing I want to raise is about a quorum not being met because members were not able to come for the meeting. The Chairperson did not tell the House why. One of the reasons that occurs is that National Parliaments are unable to sponsor their hon. members to come to the PAP to attend meetings. The Chair has not addressed this in his recommendation. So, I thought, based on what he has said in this House, he would...

The hon. Member's time expired.

HON. KPARKAR EUGENE [LIBERIA]:

Mr Chairperson, thank you very much for the opportunity to speak on the Floor. Let me join previous speakers in commending the Committee for its extensive and insightful work. I have a few cardinal issues.

Mr Chairperson, of course, the first issue has to do with the poor attendance of members, as contained in the Report. I believe this is attributed to the inability of most of the countries in Africa to adhere to the Executive Council's decision, which has made most of the hon. Members unable to come here. I would recommend, in this regard, an introduction of an African Treaty Levy that will make the AU more resourceful in addressing most of these issues.

Mr Chairperson, the second issue has to do with the PAP's proposed site in Centurion. I think the Bureau has to make cogent and aggressive steps in meeting the South African Government, as was proposed in the report, so that this issue can be laid to rest.

The fourth issue has got to do with the dismissal of the former Clerk, the former Director of the Bureau and the former Deputy Clerk. I would think this has legal ramifications. So, in this regard, I am proposing that the PAP needs to have a legal department, if we do not have any, so that, now, that the issue is before the AU Tribunal, that legal officer will be charged with the responsibility of apprising this body on the legal issues.

Mr Chairperson, the last issue has got to do with the code of conduct. I know that more African countries are grappling with this issue of code of conduct. As a continental Parliament, if we can pass on this instrument, I think, it will send a very clear message to most of the African countries.

I so submit. Thank you, Sir.

HON. BERNADETTE LAHAI [SIERRA LEONE]:

Thank you, Mr Chairperson, for the opportunity to speak on the Floor of the House. Let me acknowledge the Committee for a job well done.

Mr Chairperson, it is a pity that we are discussing this report before that of the President, which could have actually addressed some of the issues we are talking about, as I see that a lot of them are overlapping. Being that as it may, I agree that some regions have a representation of more staff than others at the Pan African Parliament (PAP) Secretariat. What we have been given here are absolute figures, but the situation can look more serious if we put the figures in percentages. North Africa is represented by 5.5 per cent, Central Africa by 7.3 per cent, West

Africa by 21.8 per cent, East Africa by 18.2 per cent and Southern Africa by 47.3 per cent, which actually accounts for almost 50 per cent of the total staff recruitment. I want us, in our future presentations, to also look at the gender dimension of the staffing so that we know exactly how the women are fairing.

Mr Chairperson, we have always seen a recurrence, in the PAP documents, of the issue of the trust fund and that of the dismissal of various clerks. I think it is high time these two issues are discussed and dealt with once and for all so that we put these matters behind us and move forward.

Mr Chairperson, lastly, but not the least is the issue of the Department for International Development (DfID) of the British Government. I think a lot of overtures have been made on the need to mend fences with DFID, but up to now nothing has happened. My question is: What is the way forward?

I thank you very much, Sir.

HON. AZIZOU ELHADJ ISSA [BÉNIN]:

Merci, Monsieur le Président.

Nous sommes en face d'un rapport très bien fait, mais malheureusement, il y a beaucoup de problèmes, il y a beaucoup de problèmes au point que la première recommandation de la CAFE, est allée dans le sens d'être prudente dans le renouvellement du Bureau.

Pour ma part, je crois que ce sont des questions de procédures administratives qui font certainement un peu défaut au-delà de tout ce qu'on peut dire, et des normes de fonctionnement, que ce soit au niveau administratif ou au niveau des membres du Parlement.

Ce que je voudrais ajouter, Monsieur le Président, nous sommes appelés à légiférer, voilà que l'intérieur même du Parlement est jonché de beaucoup de problèmes malgré tout le travail que le Bureau actuel a eu à faire.

Je voudrais donc attirer notre attention pour qu'au sein des parlementaires et des recrutements qu'on aura à faire, il y a des parlementaires qui sont qualifiés dans beaucoup de choses ici, mais qu'on n'exploite pas, si on peut scruter dans ce sens en améliorant aussi un peu les recrutements, ce serait très bien. Et sur ce, j'ai beaucoup regretté qu'il n'y ait pas un rapport financier, parce qu'en réalité le vide mortel c'était mieux d'avoir un rapport financier mal fait ou un rapport financier incomplet, que d'être dans le vide total.

Pour finir, comme je n'ai plus que deux minutes, je voudrais demander à l'actuel Bureau, le Bureau sortant, de rester intimement en relation avec le nouveau Bureau, car les problèmes sont tellement nombreux. S'il n'y a pas une jonction entre les deux Bureaux, on risque de perdre vraiment beaucoup de choses.

Donc, que voilà ce que je demanderais, Monsieur le Président sortant, si vous pouvez rester en appui au nouveau Bureau que nous allons élire, ça va être très [...].

HON. JEANNE D'ARC [RWANDA]:

Merci Monsieur le Président.

Suite aux articles 17, 18, 19, 20, 21, du Règlement intérieur adopté le 21 septembre 2004, et révisé le 10 octobre 2011 par le Parlement Panafricain, Monsieur le Président, j'ai trouvé que les attributions sont claires. Que ce soit du Bureau, ainsi que du Secrétariat Général.

J'aimerais savoir, Monsieur le Président, je ne sais pas si je m'adresse à la Commission qui a pu aller en profondeur pour ce rapport, on trouve beaucoup d'irrégularités dans le domaine administratif et dans le domaine financier.

Monsieur le Président,

J'aimerais savoir si c'est le manque de volonté, ou bien le manque de formation.

À la page 18 du rapport, Monsieur le Président, on dit qu'en 2012 le DFI a participé à la table ronde des donateurs, et le DFI a aidé à participer, mais il n'y a pas eu d'ouverture concrète qui démontre que les choses sont revenues à la normale pour DFI et s'engager à financer les activités du PAP. Pourquoi Monsieur le Président ? Aujourd'hui nous sommes en 2012, la situation est comment ?

En ce qui concerne la répartition inégale du personnel, j'aimerais savoir Monsieur le Président, qu'est-ce que vous utilisez pour mettre les personnels en place ? Il y a quelqu'un qui a parlé de l'organigramme, vous utilisez

quoi ? Parce quand on regarde ici, il n'y a pas le « S », je ne sais pas pourquoi, peut-être qu'il n'y avait pas eu de postulants, mais j'aimerais savoir pourquoi cette inégalité qui est franchement terrible en raison de l'Afrique de l'Est, là où il y a 26 fonctionnaires au PAP.

Merci, Monsieur le Président.

LE PRÉSIDENT:

HON. AWAD HAG ALI [SUDAN]

HON. AWAD HAG ALI-AMED [SUDAN]:

Thank you, Mr Chairperson, for the opportunity to speak on the Floor of the House. Also, I would like to convey my message of appreciation of this Report, which is very clear and detailed.

Mr Chairperson, there are two major problems in this Report which may affect the future of the PAP. The first one is about the irregularities in the financial procedures and the system. The second one is the absence of the members from the sessions and the meetings. Here, we are talking about good governance and asking our countries, people and governments to work towards good governance, and yet we fail to establish the good governance principles in our institution. That is a shame.

For that reason, Mr Chairperson, I suggest that we have a special Committee to look into, in more detail, how to solve this problem because irregularities in financial procedures means the donors will not trust us and will not pay for our activities and that is what happened with DfID, for example, as the agency is Mr Sinawo Owara's Organisation. An absence of hon. Members means no work. These two problems are too serious and, as I said, we need to look at them again and again.

Thank you very much.

HON. AGNES MUKABARANGA [RWANDA]:

Merci Monsieur le Président.

Je voudrais aussi féliciter la Commission d'évaluation, tout en ayant des commentaires, Monsieur le Président, sur le contenu.

Monsieur le Président,

Je suis étonnée que la Commission n'ait pas pris le temps d'interroger les bureaux des Commissions. On ne peut pas parler du travail des Commissions sans écouter les bureaux des Commissions.

Sur la liste des personnes interrogées, ces bureaux ne figurent pas, et quand il revient à la Commission de parler du travail des Commissions, il ne s'est attardé que sur le déficit en termes de participation aux travaux de ces Commissions. Mais il y a pourtant le travail des commissions lui-même.

Je pense, à mon humble avis, que pour l'avenir, cette Commission devrait voir le plan d'action de ces commissions. Le budget qui leur a été alloué, et voir le pourcentage de mise en exécution du travail qui avait été planifié, et quelles en sont les raisons.

Moi, je pense que cela est important, parce qu'ils découvriront que notamment il y a eu des changements, les personnes qui assistent ces commissions sont changeantes tout le temps, et qu'il y a un déficit de budget, des annulations des activités, sans que les commissions en soient informées en temps utile, tout cela je pense, ne contribue pas à l'efficacité de ces commissions.

Monsieur le Président,

Je voudrais terminer en disant que les questions du *Transt Fund*, la question du personnel qui a été renvoyé, ça fait la troisième ou la cinquième fois que ces questions reviennent.

Monsieur le Président,

Avec votre permission, il faut que l'on termine ces questions, il est temps que l'on termine ces questions en ayant en tête que c'est surtout la banque qui a autorisé les sorties des fonds qui doivent être visées en premier lieu. Si on a engagé [*Temps imparti épuisé*].

Merci, Monsieur le Président.

HON. MOHAMED TAYEB LASKERI [ALGÉRIE]:

Merci, Monsieur le Président.

Merci surtout de m'avoir ajouté dans la liste des intervenants, parce que je ne pouvais pas m'inscrire sur une liste pour un contenu que j'ignorais depuis hier, donc j'aurai aimé que le rapport soit remis, au moins la veille de cette séance. Néanmoins, cela ne diminue en rien la qualité de ce rapport et je tiens à remercier donc, à mon tour, les membres de la Commission administrative et financière pour le travail accompli, afin de générer ce rapport que je trouve appréciable.

Le premier point sur lequel je voudrais revenir, puisque la Commission a établi la répartition du personnel, selon la région et le pays d'origine, j'aurais aimé, ou peut-être parce que je suis nouveau parlementaire, il a été déjà fait auparavant, j'aurais aimé aussi qu'il y ait la répartition des partenaires donateurs et leurs parts de participation, selon la région et le pays. Cela nous donnerait une idée sur les pays qui participent au financement de toutes les activités du PAP, c'est quelque chose de très important.

Concernant le point sur le licenciement de l'ancien Secrétaire Général, du Directeur du Bureau et du Secrétaire Général Adjoint des Affaires législatives, c'est bien de mentionner cette partie, mais elle diminue donc des causes et du délit. En tant que, aussi, peut-être que cela a aussi été fait dans des rapports précédents, mais en tant que nouveau membre, j'ignore complètement la cause et le délit commis et ce serait intéressant de le faire pour qu'on ait une idée claire.

Enfin, je terminerai par une recommandation liée à un apport financier supplémentaire concernant la publication des travaux et des activités du PAP, est-ce qu'il est possible donc de créer une [*Temps imparti épuisé*].

HON. CHIEF CHARUMBIRA FORTUNE [ZIMBABWE]:

Thank you, Mr Chairperson, for the opportunity to speak on the Floor of the House. I am a Member of this Committee so I will avoid belabouring issues on finance, administration and institutional issues which have been covered. I will just point out that we, as a Parliament, are also known for propagating issues of good governance and good governance involves management systems and other administrative procedures, including leadership.

Mr Chairperson, I thought this would be an opportunity for the PAP to acknowledge some of the good work the Bureau has done, but more so, I think, the good leadership qualities that the President of the PAP, Mr Idriss Ndele, has displayed at the PAP. The last time when we had elections, you all remember that there was acrimony, conflict and a lot of fighting in this Chamber. Now, we are having elections peacefully and quietly and I think we should compliment Mr Idriss Ndele for that.

Applause

HON. CHIEF CHARUMBIRA FORTUNE:

We should also come up with a very befitting reward for good leadership so that, after three years, Presidents opt to go out. If Mr Idriss Ndele contested, I know we would elect him again. He has been a very good leader, but he has opted to say, "No, I am stepping down," and that is what we should be praising as the PAP because we are good at saying some leaders do not want to leave. Here is a leader who is leaving.

Applause

HON. CHIEF CHARUMBIRA FORTUNE:

I think the Chairperson of CAFÉ, Mr Jatta Fabakary, when he concludes, should come up with proper resolutions on how we should reward Mr Idriss, as a member and President of this Parliament. Part of that reward, I suggest should that he remains a permanent advisor for the next three years for this Parliament's Bureau. Another recommendation is that, at each of the opening sessions of the PAP, he has to be one of the key speakers to show that...

The Hon. Member's time expired.

THE PRESIDENT:

We have exhausted our list of speakers on this report. I, therefore, now call on the Clerk to read the next order of the day.

THE CLERK:

Procedure...

THE PRESIDENT:

Sorry about that, hon. Colleagues. We will now call on the Chairperson of the Committee to respond to some of the issues that have been raised.

HON. GIDEON:

Point of order, Mr Chairperson.

THE PRESIDENT:

A Point of Order has been raised.

HON. GIDEON:

I suggest that the other speakers on the presentation of the President's report go on to contribute. You will tend to see that everybody is repeating themselves. So, could you just go through the list of hon. Members to speak on the President's report so that responses are made at the same time after all contributions.

THE PRESIDENT:

No, the President's report has not been tabled yet. We will deal with the report that has been presented.

HON. JATTA FABAKARY [GAMBIA]:

Mr Chairperson, let me first of all congratulate hon. Members for their positive and constructive criticism of the report laid before them. I just want to begin by giving an overview of the situation.

It was in 2009 that the adhoc Committee made a report which unveiled a lot of administrative and financial flaws in the Pan African Parliament (PAP). Since then, the Committee on Monetary and Financial Affairs has realised that the current PAP Bureau, under the leadership of His Excellency Dr Idriss Ndele, has done tremendously well in trying to address some of these issues. I will discuss some of the concerns.

I think somebody said Central Africa has four members of staff in the PAP instead of seven. As I told you, some of these figures were given to us by the Secretariat. In fact, we requested to be given the numbers not only in bulk, but have them segregated so that we know how many of these staff are professionals and those that are general staff support (GSS), in order for us to have an idea of regional representation.

The hon. Member from Sierra Leone asked about the main stumbling block in the relationship between the African Union (AU) and PAP. Some of the problems we have had and some of those that continue to exist at the PAP are mainly due to a few issues. Parliaments everywhere in the world are special institutions and have peculiar administrative trends. However, the AU structures, at the moment, do not cover parliaments. No wonder when we come to the PAP hon. Members' travel, be it in economy or business class, the problem is that the PAP is not provided for in any of the structures or regulations of the AU to indicate that parliamentarians are actually elected representatives of the union. So, we are not recognised. It is important, therefore, that these things are well structured and the PAP is identified as an essential organ of the AU.

The other issue is that of the general relationship of the PAP with other institutions. Following the tabling of the 2009 adhoc Committee report, which indicated that there were flaws in good administrative and financial management in the PAP, the Department for International Development (DfID) withdrew its aid to the PAP and encouraged other donor agencies to also do the same. However, there was no evidence to indicate that funds from our co-operating partners were mismanaged. This did not, however, stop our friends from withdrawing their assistance to us. Nonetheless, we should be proud of the fact that we had an internal look at ourselves and revealed our lapses and weaknesses. I think that should be a source of strength for the PAP. Rather than withdrawing, DfID should have consulted with the PAP management.

The adhoc Committee recommended that the PAP Bureau and management should consult the donor partners and they did this with a view to creating the necessary atmosphere for a good bilateral partnership. However, it was discovered, at the round table conference, that there were no indications that DfID was willing to come back to support the PAP. That notwithstanding, the PAP Bureau will continue to engage DfID with a view to normalising the relationship between the two institutions.

I remember that I talked about absenteeism of the PAP hon. Members from sittings, but never mentioned the reasons. The reasons are many and they vary. Yes, we are aware that some national parliaments are unable to sponsor their hon. Members to certain parliamentary activities. However, we are also aware that some hon. Members come to the PAP, but do not attend parliamentary sessions. That is the truth. So, what we are actually trying to say is that hon. Members are not motivated to attend and stay for sessions because the PAP is still a mere advisory body. Had it been a legislative body, it would have encouraged hon. Members to take up their

responsibilities and challenges more seriously. As we move from one stage to another, I think we should show responsibility because we agree that the PAP is one of the most important organs of the AU, despite it being relatively new.

In striving to be a legislative body, we must prove that we are very responsible in terms of attendance and commitment to duty. So, we want to encourage hon. Members, who are able to come to Midrand for the PAP activities, to continue doing so. We also encourage our national parliaments to help fund parliamentarians for the PAP activities. We are unlike other regional bodies, for instance the Economic Community of West African States (ECOWAS), which is responsible for all operational activities of its members. That responsibility is not pushed onto national parliaments. On the other hand, per diem of the PAP hon. Members to attend committee meetings is paid by national parliaments and governments and here we only provide cool rooms for these meetings. That is why national parliaments do not fund hon. Members of Parliament to attend the PAP committee meetings.

As regards the report on the trust fund, there was an hon. Member who said that the issue of the trust fund is inconclusive. It is inconclusive in as far as interviewing those who were entrusted with the management of the trust fund is concerned. Everything has been done to get them to come for these interviews, but they are not willing to do so. However, all evidence indicates that there were fraudulent activities in the management of the trust fund. The Committee's recommendation is that everything necessary must be done by the Bureau, including legal action, to ensure that the trust fund account is well presented to parliamentarians and those found wanting are punished for it.

We are told that there has been tremendous improvement as regards joint election observer missions between the PAP and other AU organs. We are also told by the Secretariat that, now, we do have co-leadership missions and, sometimes, the PAP hon. Members are heads of delegation. We are informed that, sometimes, we go as far as constituting about 70 to 80 per cent of the membership of these election observer missions. We are promised that the reports from these missions will be sent to the AU Commission Chairperson and the President of the PAP.

The hon. Member from Zambia, I think, just wants the new office bearers of the PAP to put their foot down in ensuring that our recent submissions to the AU are not rejected at the next summit of the union. It is acknowledged that there are weaknesses in the PAP management and the hon. Member from Niger said we need a strong management. Other hon. Members even said that, sometimes, some staff members praise themselves as being bosses of parliamentarians. I think the new Bureau will have challenges, but I am sure, with the support of the outgoing administration, the PAP is on the road to making tremendous improvements in terms of both our financial and administrative weaknesses.

The hon. Member from Uganda said committee works are not funded by the PAP. I have said that statutory committee meetings are supposed to be funded by our national parliaments for hon. Members to travel to and from the Secretariat. He also said there is a need for us to put rules to expel hon. Members who, for whatever reasons, are not attending sessions or meetings for a number of times. I think that is for hon. Members to debate and dialogue on and probably the next committee will make recommendations in this regard. However, we have said that the code of conduct for hon. Members of Parliament has been referred to the Rules Committee. Therefore, during its sittings, hon. Members of the Committee will look at this issue more thoroughly.

Hon. Cecilia Atim-Ogwal talked about the absence of structural mechanisms in the interface between PAP and the AU Commission and, of course, the non-submission of the AU budget to the PAP for debate. I think only recently we pointed out that since the PAP is still an advisory body, we have no teeth to bite. In fact, no wonder most of our programmes face a lot of challenges. The PAP structure is still facing challenges. We hope and pray that it will be resolved during the next session.

THE CHAIRPERSON:

Chair, you have to minutes to conclude.

HON. JATTA FABAARY:

The hon. Members from Benin asked why some Committee hon. Members that are talked about in the report have ceased to be hon. Members. Two were not retained in their elections. I think there was one from the Democratic Republic of Congo (DRC) and another from Ethiopia. The other one, Hon. Labelle Marie Noëlle Françoise, was elected an hon. Member of the bureau when she was an hon. Member of the Committee and, therefore, she had to be replaced.

I think in my personal dialogue with him, the hon. Member from Malawi asked me about the draft report. Indeed, the draft report was adopted after we looked at it and finalised on it. We looked at all the necessary aspects and sent it for typing. It was only when it came from typing that we did not see it.

Somebody also asked why there is always a recurrence of the trust fund issue in Committee reports and said that we should do something about this. The trust fund issue has been a recurring matter because some members of the then management of the trust fund are not within South Africa. They are aware of the crimes they have committed and do not want to take any correspondence or answer any of our calls. They are running away, but they live in Africa. They live in our countries and there should be a bid to bring them to book.

Mr President, Hon. Agnès Mukabaranga asked why we never interviewed various Committee hon. Members and mentioned the need for the Committee on Administration and Financial Evaluation (CAFE) to look at a plan of action, budgets of various Committees and so on and so forth. You know, as we said from the outset, when we constituted this Committee, we had teething problems ranging from finances, time and so on and so forth. So, we tabled a good report, in 2009, and the recommendations therein contained should be implemented. We focused our attention on seeing to the implementation of those recommendations. Of course, emerging issues came out. However, I am sure that, as we move on, some of these recommendations and suggestions will be taken on board.

Hon. President, I just want to, once again, echo what the Member, Hon. Chief Fortune Charumbira said.

Interruptions

HON. JATTA FABAKARY:

Key amongst the things we observed during, our tenure as hon. Members of this Committee, was the ability of the PAP leadership to acknowledge weaknesses and accept constructive criticisms. I can honestly say that, as Chairperson of this Committee, I always saw enthusiasm in the President of the PAP whenever I met him. This allowed us to be more critical of his administration, with a view to adding value to the PAP. Therefore, it is worth commending him and his entire team for a job well done during the last three years. Of course, he should also be commended for helping us with the transition of one PAP administration to another without the usual acrimony. So, to you, Hon. President, and, of course, your entire administration, we thank you for the services rendered during your tenure of office.

I thank you.

Applause

THE CHAIRPERSON:

Thank you very much, hon. Colleagues.

I now put the question that the Final Report of the Committee on Administration and Financial Evaluation be adopted.

The Report is hereby adopted.

THE CLERK:

Presentation and debate on the Report of the Pan African Parliament (PAP) by the President of the PAP.

HON. IDRISSE NDELE MOUSSA [PRÉSIDENT DU PARLEMENT PANAFRICAIN]:

Mesdames, Messieurs, Membres du Parlement panafricain,

Comme il est de tradition, à chaque session ordinaire de notre illustre Institution, le Bureau a l'insigne l'honneur de vous donner un rapport des activités du Parlement.

Le rapport que nous soumettons à votre bienveillante attention, aujourd'hui, couvre la période allant du mois de mai 2009 au mois de mai 2012. Cette période représente toute la mandature de la deuxième législature que j'ai eu l'insigne l'honneur de présider avec les quatre vice-présidents.

Comme vous le savez, cette septième ordinaire revêt un caractère particulier. En effet, conformément au Règlement intérieur, le Bureau élu en mai 2009 va être renouvelé avec l'élection d'un nouveau Président et de son Bureau, le lundi 28 mai 2012. Nous aurons également le renouvellement des bureaux de tous les organes du Parlement panafricain au cours de la même semaine.

Face au respect et à l'application de notre Règlement intérieur, j'ai l'insigne honneur de vous présenter, ce matin, un rapport-bilan du Bureau sortant pour toute la période de la deuxième législature.

Honorables

Membres,

À la suite de l'élection de notre Bureau, le 28 mai 2009, nous nous étions assignés pour mission de respecter nos engagements devant vous, en plénière. C'est dans cette perspective que nous avons confié au comité *ad hoc*, la mission de faire une analyse de la situation institutionnelle, politique et administrative du Parlement et de faire au Bureau les recommandations pertinentes.

Ce comité a produit un rapport en faisant des recommandations et des suggestions donc les objectifs sont de trouver les solutions pour améliorer la situation du Parlement. À cet effet, le Bureau s'est employé à mettre en œuvre les recommandations du comité *ad hoc*.

Les actions menées à ce jour sont les suivantes:

Au titre des activités du Bureau

Le Bureau a tenu, pendant cette période, vingt réunions qui ont débouché sur des décisions qui restent disponibles à la portée de nos successeurs.

Le Bureau a également pris part à tous les sommets des Chefs d'États et de gouvernements, en sa qualité d'organe de l'Union Africaine. Lors des travaux de ces sommets, nous avons porté haut, le nom du Parlement panafricain. À chaque sommet, un rapport d'activités est présenté et dans lequel nous interpellons les membres du Comité des Représentants Permanents, le Conseil Exécutif et la Conférence.

Mes Chers Collègues,

Il me plaît également de vous rappeler que le Parlement panafricain a eu le privilège de recevoir trois Chefs d'États: Son Excellence Jacob Zuma, Président de la République d'Afrique du Sud, qui est venu nous apporter son soutien et son implication pour la transformation du Parlement à un organe législatif ; le Premier Ministre de la République Fédérale d'Éthiopie, Son Excellence Melès Zenawi, et lundi dernier, Son Excellence, Idriss Déby ITNO, Président de la République Tchad qui s'est engagé à nous apporter son soutien pour l'adoption du nouveau Protocole. Et, enfin, l'ancien Chef d'État de la République du Ghana, Son Excellence Jerry John Rawlings, Ambassadeur du Parlement panafricain auprès des Chefs d'États pour la transformation, et bien d'autres hautes personnalités.

Les permanences des membres du Bureau

Suite à la décision de la dixième réunion du Bureau tenue le 7 mai 2011, le Bureau a reconduit le principe de permanence de ses membres afin d'assurer un suivi des activités des décisions du Parlement durant les périodes d'intercession. Il s'agit d'une permanence de dix jours par mois. Durant ces permanences, des décisions administratives, financières et du personnel ont été mises en œuvre par le Secrétaire Général sous la supervision du membre du Bureau en rotation.

Les missions des membres du Bureau

Les membres du Bureau ont pris part à plusieurs rencontres internationales sur invitation des institutions et organisations. Ces réunions nous ont permis de développer davantage nos relations avec d'autres partenaires. Ces missions nous ont permis de consolider nos relations avec ces institutions internationales, de parler de la transformation du Parlement panafricain, de promouvoir la Charte africaine de la Démocratie, des Élections et de la Gouvernance en vue des nouvelles ratifications et d'y renforcer la visibilité du Parlement panafricain. Ladite Charte est entrée en vigueur depuis le 15 février 2012.

Sur les plans institutionnel et politique

Aux plans institutionnel et politique, nous avons mis un accent particulier sur la transformation depuis l'adoption du rapport sur l'autoévaluation du Parlement panafricain, conformément à la Décision 223/12 des Chefs d'États et de gouvernements réunis au 12^{ème} Sommet de l'Union Africaine de janvier 2009 à Addis-Abeba, qui ont lancé le processus d'examen du Protocole du Parlement panafricain.

À cette fin, une feuille de route a été élaborée désignant les organismes tels que les Procureurs Généraux et les Ministres de la Justice des États membres, le Comité des Représentants Permanents et le Conseil Exécutifs, pour examiner le projet du Protocole.

Nous avons engagé le processus de la révision du Protocole, lequel a abouti au projet révisé du Protocole validé sans aucune réserve par les Experts gouvernementaux, le 10 novembre 2011, et les Ministres de la Justice et les Procureurs des États membres de l'Union Africaine, le 15 mai 2012.

La phase ultime est l'examen du projet révisé du Protocole par la Conférence des Chefs d'États et de gouvernements de juillet 2012, au Malawi, si bien sûr, l'élection des membres de l'Exécutif de la Commission ne prend pas l'ensemble du temps de ce Sommet.

Amendement du Règlement Intérieur du Parlement panafricain

En application à la Décision 459/14 de la Conférence qui a demandé au Parlement panafricain d'amender son Règlement intérieur afin de se conformer aux instruments juridiques de l'Union Africaine, la Conférence a estimé que certaines dispositions, notamment les articles 5 et 12 du Protocole, ne sont pas explicites et bien définies dans le Règlement intérieur, notamment dans les dispositions relatives à la durée du mandat des parlementaires, la durée du mandat des membres du Bureau du Parlement panafricain et des Bureaux des autres organes.

La prestation de serment et la déclaration solennelle

Le Règlement intérieur a été révisé conformément à la demande du Conseil lors de la 5^{ème} Session ordinaire tenue en octobre 2011.

Réunion de sensibilisation pour la ratification de la Charte Africaine de la Démocratie, des Élections et de la Gouvernance

Le Parlement panafricain a organisé quatre réunions régionales pour sensibiliser et contribuer à la mobilisation des peuples des États membres sur la nécessité d'accélérer le processus de ratification de la Charte de la Démocratie, des Élections et de la Gouvernance par le biais d'une interaction efficace avec les représentants de la société civile, les médias et la Commission de l'Union Africaine.

Des réunions ont eu lieu à Kampala en Ouganda, à N'Djamena au Tchad, à Victoria Falls au Zimbabwe et à Ouagadougou au Burkina Faso.

Les réunions régionales ont donné également au Parlement panafricain l'occasion de faire le plaidoyer en faveur de sa transformation en un organe législatif. Cette approche participative de la consultation régionale sur la révision du Protocole a permis aux participants d'être informés et de réfléchir au processus en cours pour la promotion de la transformation du Parlement panafricain à un organe législatif.

Le Parlement panafricain a contribué auprès des États membres à ratifier la Charte et a obtenu le nombre requis de ratifications de 15 États et ladite Charte est entrée en vigueur le 15 février 2012.

Relations avec les autres organes de l'Union Africaine

Conformément à l'article 4, alinéa 1 du Règlement Intérieur du Parlement panafricain qui dispose que: « *Le Parlement facilite la mise en œuvre effective des politiques, des objectifs et des programmes de l'Union et supervise leur mise en œuvre effective par les divers organes de l'Union* », les directives ont été données sur la manière de renforcer les relations entre les organes de l'Union Africaine et le Parlement panafricain.

Par conséquent, les commissions permanentes ont travaillé en étroite collaboration avec les organes de l'Union Africaine, ce qui s'est traduit par une plus grande participation et un engagement des organes de l'Union Africaine avec les Commissions permanentes du Parlement panafricain et la Plénière.

Les relations du Parlement avec les autres organes de l'Union Africaine se sont considérablement améliorées et elles sont visibles à travers la visite du Président de la Commission de l'Union Africaine et son Vice-président, les communications des commissaires devant les parlementaires sur les questions de paix, de sécurité, du développement rural, du social, de la santé et de politique à nos différentes sessions.

Nous avons ensuite vu la participation du Président de la Cour Africaine de Justice, la Commission des Droits de l'Homme et des Peuples, de l'ECOSOC, du Directeur du NEPAP et du MAEP lors de nos différentes assises.

Nous avons également organisé deux réunions bilatérales avec le Comité des Représentants Permanents sur les questions du budget, de l'administration, de l'organigramme et du statut du parlementaire panafricain. Les recommandations guident actuellement les échanges entre nos deux Bureaux.

Missions d'observation des élections

Le Parlement panafricain est conscient de ses obligations politiques qui consistent à contribuer en l'enracinement de la démocratie et de la bonne gouvernance en Afrique, conformément à l'article 3 (g) de l'Acte constitutif de l'Union Africaine et à l'article 3, alinéas 1 et 2 du Protocole du Parlement panafricain.

À cet égard, le Parlement panafricain a participé à des missions d'observation des élections.

Préalablement à l'adoption de la Décision n° 534, lors de 16^{ème} session ordinaire du Conseil Exécutif de l'Union Africaine, le 1^{er} février 2010, le Parlement panafricain a entrepris ses propres missions d'observation. Il convient de noter que les missions entreprises par le Parlement panafricain étaient considérablement crédibles dans la mesure où elles comprenaient des membres choisis des cinq régions de l'Afrique représentant ainsi les points de vue et des sensibilités différentes du continent.

Cependant, suite à l'adoption de la Décision 534, toutes les activités de l'observation des élections par les organes de l'Union Africaine sont entreprises dans le cadre d'un budget centralisé. La coordination de l'observation des élections est organisée conjointement par l'Union Africaine, le Parlement panafricain et les autres organes de l'Union concernés.

À cet égard, le Parlement a participé à vingt (20) missions conjointes dépêchées dans les différents États membres de l'Union Africaine de mai 2009 à mai 2012.

Conférences des femmes

L'article 3, alinéa 4 du Protocole du Parlement demande au Parlement panafricain de familiariser les peuples africains aux objectifs et aux politiques visant à intégrer le continent dans le cas de la mise en place de l'Union Africaine.

Dans ce contexte, le Parlement panafricain a lancé une plate-forme de femmes pour une action en Afrique afin d'assurer les voix des femmes qui sont intégrées dans le processus politique de l'Union Africaine et de sensibiliser les femmes en Afrique sur les décisions de l'Union Africaine.

Grâce à cette initiative, le Parlement panafricain vise à offrir une tribune permanente aux femmes africaines et aux responsables dans le service public, le milieu universitaire et la société civile de délibérer sur les moyens d'assurer la pleine participation des femmes dans le processus d'intégration du continent.

Au cours de la période considérée, le Parlement panafricain a tenu trois conférences sur les thèmes suivants:

- Les femmes parlementaires contre les pratiques traditionnelles nocives, en particulier, les mutilations génitales féminines (excisions féminines), les 5 et 6 octobre 2009;
- Les femmes et la transformation du continent africain, les 8 et 9 octobre 2010;
- Les femmes, la paix et la sécurité en Afrique, les 29 et 30 septembre 2011.

Conférences des Présidents

En application de l'article 18 du Protocole du Parlement panafricain qui prévoit que le Parlement travaille en étroite collaboration avec les parlements des communautés économiques régionales et des parlements nationaux et autres organes législatifs des États membres, le Parlement panafricain a organisé trois Conférences des Présidents des Parlements, depuis 2009. Ces conférences ont principalement porté sur la transformation du Parlement panafricain en un organe législatif et la ratification des décisions de l'Union Africaine portant sur la Charte africaine de la Démocratie, des Élections et de la Gouvernance. Elles ont également porté sur la création des liens entre, d'une part, les Assemblées parlementaires régionales et nationales et, d'autre part, le Parlement panafricain.

La Conférence des Présidents est ainsi devenue une réunion consultative annuelle visant à garantir que les parlements nationaux et régionaux sont conscients de l'évolution du Parlement panafricain et du processus de décision de l'Union Africaine.

Sur les plans administratif et financier et l'organigramme administratif

Une des recommandations des Chefs d'États et de gouvernements était de soumettre l'organigramme administratif du Parlement aux organes compétents de l'Union Africaine.

À ce titre, le Président du Parlement s'est réuni en septembre 2009 avec une équipe de la Commission de l'Union Africaine dirigée par la Commissaire aux Affaires politiques et comprenant des représentants de l'Administration, des Finances et du Bureau du Conseil juridique. Lors de cette rencontre, un projet d'organigramme a été élaboré et transmis à la Commission de l'Union Africaine. Le projet a fait l'objet d'examen par un groupe de travail, le sous-comité du COREP sur les structures. Le flux de cet examen a donné lieu à un organigramme qui ne répondait pas, de manière satisfaisante, aux exigences d'un parlement et ne prenait pas totalement en charge les besoins de notre Institution.

Pour ce faire, le Bureau a convenu de retirer l'organigramme de l'ordre du jour des réunions du Sommet de l'Union Africaine de janvier 2012 aux fins de permettre un approfondissement, de la réflexion et l'examen de l'organigramme. Un nouveau projet de structures vient d'être amendé par le Bureau lors de sa vingtième réunion qui sera transmis à la Commission.

Le Fonds fiduciaire

Le comité *ad hoc* avait dans son rapport abordé l'épineux dossier du Fonds fiduciaire dont la gestion depuis son lancement a été assurée par un Conseil d'Administration indépendant du Parlement. Dans son rapport, le comité *ad hoc* avait relevé que cette gestion était opaque et qu'il était difficile, sinon impossible, de collecter les informations nécessaires sur le dossier.

Suite à cette conclusion, le Président du Parlement a adressé, par une correspondance datée du 7 août 2009, à la Nedbank, aux fins de geler les comptes du Fonds fiduciaire.

Sur recommandation de la plénière, de la Commission CAFE et au rapport des auditeurs internes et externes, le Bureau a décidé d'ester en justice les anciens gestionnaires de ce Fonds. Le Secrétaire Général a été instruit de prendre toutes les dispositions y relatives. Un avocat a été recruté pour assister et conseiller le Parlement panafricain dans cette affaire. Une plainte a été déposée contre le gestionnaire principal du compte ainsi qu'une autre plainte a été déposée contre la Banque où a été hébergé le compte du Fonds fiduciaire.

Recrutement

Sur le plan administratif, le Bureau avait engagé le processus de recrutement du Secrétaire Général et le Secrétaire Général Adjoint chargé des Affaires législatives. Ce processus a démarré en février 2010 et s'est concrétisé en avril 2010. Il est utile de signaler également que lors de l'année 2009, le Parlement a recruté grâce aux fonds de l'ECBF, quatre (4) Assistants de recherches pour aider le département des affaires législatives. Un autre plan de recrutement a pris place au Parlement panafricain au cours de l'année 2011 où dix positions ont été pourvues grâce en grande partie au fonds qui a été mis à la disposition du Parlement par la Commission européenne et l'ECBF.

Actuellement un processus est en cours pour le recrutement pour six (6) nouveaux postes réguliers au Parlement panafricain.

Affaires disciplinaires

Les rapports des auditeurs externes de l'Union Africaine et ceux de l'auditeur interne du Parlement panafricain ont relevé des cas de fraudes très graves par quatre (4) fonctionnaires. Les intéressés ont indûment perçu des allocations (des frais de scolarité) allouées pour les enfants.

Les recommandations des auditeurs ont conduit à désigner un conseil de discipline au Parlement aux fins de prendre des dispositions y relatives pour ces quatre (4) fonctionnaires. Le Conseil s'est réuni en juillet et août 2011 pour statuer sur ces cas d'indiscipline, conformément au Règlement du personnel de l'Union Africaine.

Suite aux recommandations du Conseil, le Bureau a été amené à prendre une décision lourde de conséquences, mais qui s'imposait, dont deux (2) licenciements et deux (2) privations de promotion.

Le budget

Le budget du Parlement panafricain fait partie intégrant du budget de l'Union Africaine et est soumis aux mêmes règles et conditions ; aucun progrès n'est réalisé en matière de dotations des crédits et aucune augmentation n'a été enregistrée, d'où la difficulté pour le Parlement d'accomplir les tâches et les missions importantes directement liées aux objectifs énumérés dans le Protocole.

Beaucoup d'efforts ont été consentis pour convaincre le COREP du bien-fondé des arguments avancés par le Parlement pour l'augmentation des crédits budgétaires, mais en vain.

S'agissant des ressources financières nécessaires au financement des activités parlementaires et au fonctionnement de l'Institution, le Parlement reçoit chaque année une enveloppe provenant des cotisations statutaires des États membres de l'Union et des appuis directs des partenaires au développement.

Entre 2009 et 2012, le Parlement a reçu un montant global de 34.559.533.000 de dollars américains (U\$) dont 28.821.306.000 U\$ issus des contributions des États membres et 5.738.227.000 U\$ provenant des partenaires au développement dont les principaux sont l'Union européenne, la Coopération allemande, la Fondation pour le Renforcement des capacités en Afrique (ICBF) et l'Association des Parlementaires Européens pour l'Afrique (AWEPA).

Et je tiens au nom du Parlement à remercier, en ce moment précis, nos partenaires.

Les audits

Dans les domaines financiers, nous avons demandé une évaluation dont l'objectif est dévaluer les pratiques internes du Parlement panafricain relatives à la comptabilité, à l'audit, au contrôle interne et aux normes d'approvisionnement. Cet audit nous a permis de déterminer, si le Parlement panafricain respecte les normes internationales, le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'Union Africaine.

L'audit a été réalisé par le Cabinet Ernst & Young du 24 mai au 4 juin 2010. Nous venons de recevoir une équipe de la Commission de l'Union Africaine et une autre du Cabinet Ernst & Young pour deux (2) audits sur la gestion de la deuxième législature et sur les compétences du personnel.

Coopération internationale

Durant la période en revue, plusieurs contacts et relations ont été établis avec des institutions régionales et internationales. Des accords de coopération ont été signés avec la CA/ONU, Le SNAP qui est le Support Network for African Parliaments, l'IPPF, International Planned Parenthood Federation et l'Assemblée Interparlementaire sur l'Orthodoxie (IAO).

Nos relations avec le Parlement européen se renforcent davantage et les rencontres, notamment dans le cas de la stratégie conjointe Afrique/Europe se sont multipliées. Des rencontres ont également eu lieu entre la direction du Parlement panafricain et celle des Parlements Arabes Transitoires et l'Association Interparlementaire Asiatique.

D'autres accords sont en études entre le Parlement panafricain et nos partenaires internationaux.

Honorables Membres,

Mes Chers Collègues,

Telles sont, sous forme synthétique, les réalisations du Bureau sortant. Bien entendu, nous n'avons pas pu apporter des solutions à tous les maux qui minent notre Parlement.

Le Bureau sortant s'est focalisé dans le domaine politique et institutionnel au détriment des activités administratives qui restent un des chantiers à poursuivre avec rigueur et autorité.

Aussi, je vous convie à participer à l'édification d'un Parlement crédible aux yeux de l'Union Africaine et de nos partenaires.

Mes Chers Collègues,

C'est mon dernier rapport que je soumets à votre bienveillante attention.

Je vous remercie.

(Applaudissements nourris)

HON. MARWICK KHUMALO [SWAZILAND]:

I thank you, the President of the Pan African Parliament (PAP), Dr. Idriss Moussa Ndele, for your presentation of the report. Our colleagues, we will, therefore, suspend sitting, in accordance with Rule 32 of our Rules of Procedure, for lunch and we will resume by 2 p.m. to enable us take the list of speakers who would like to speak on the presentation of the President.

I thank you.

HON. MEMBER:

Point of Order, Sir.

THE CHAIRPERSON:

A point of order is raised

HON. MEMBER:

Thank you, Mr. President. I am a bit worried because, this afternoon, we are supposed to have our caucus meetings.

THE CHAIRPERSON:

Yes, we will resume here for an hour before we go for the meeting of our regional caucuses, which is scheduled for 3 o'clock.

HON. MARWICK KHUMALO:

Mr Chairperson, may I move because the report that was presented by the President of the PAP is so good and accurate and really does not need any mitigation from anyone.

Applause

HON. MARWICK KHUMALO:

I, therefore, move, Mr. President, that we revoke Rule 47. I move for a Motion of closure of debate and adopt the report unanimously.

Applause

HON. MARWICK KHUMALO [SWAZILAND]:

The Motion is moved. May I read Rule 47?

THE PRESIDENT:

Proceed, Hon. Marwick

HON. MARWICK KHUMALO:

Thank you, Mr President:

"After a question has been proposed in Parliament and debated, a Member may move that the question be put and unless it appears to the Presiding Officer that the Motion is an abuse of the Rules of Parliament or infringement of the rights of any member, the question that the question be put shall be put immediately and decided without amendment and debate."

I, therefore, propose, Mr Chairperson.

THE CHAIRPERSON:

Any seconder to that proposal?

Honorable membre du Gabon: Monsieur le Président, c'est la première fois que je prends la parole en cette auguste assemblée. Sans méconnaître la pertinence de l'intervention qui m'a précédé, je crois que l'institution est à un carrefour important et que nous ne pouvons pas...

THE CHAIRPERSON:

I just requested you to second that Motion. Please, just second the Motion.

Honorable membre du Gabon:

Vous permettez? Can I speak?

Je ne suis pas d'accord avec cette motion de procédure.

THE CHAIRPERSON:

Any other Secunder to that Motion?

HON. MEMBER:

Mr. President, I wish to second the Motion and in the event of a division, there has to be a counter Motion.

However, the Motion has to be seconded, which I am doing and have done.

THE CHAIRPERSON:

The Motion has been seconded. I now put the question to the House...

HON. JOSEPH NJOBVUYALEMA (MALAWI):

On a point of order, Sir.

THE CHAIRPERSON:

A point of order has been raised.

HON. JOSEPH NJOBVUYALEMA:

I would like to counter act the Motion by saying that we should extend the sitting time for the House to about thirty minutes so that whoever has comments should make them and then we can curtail debate. The reason for this, hon. Chairperson, is that, that will be our opportunity to thank the President and say whatever we may want to, as we may not have any other time to do so. Looking at the programme, which we have for today and tomorrow, this opportunity will not prevail. So, I would like to counter act and say we extend the sitting time for probably another thirty minutes and thereafter curtail debate.

Applause

THE CHAIRPERSON:

Hon. members, we have a Motion on the Floor. When we rule on the Motion, you can beg up a counter Motion, if we have any other issues arising. That will be the process, hon. Members.

So, is it agreed that the Motion, as moved by Hon. Marwick, be agreed to? Those in agreement should indicate.

The Motion was negatived.

THE CHAIRPERSON:

So, hon. colleagues, the Motion has not succeeded and we will, therefore, proceed as we had agreed under our rules. Business will be suspended...

Interruptions

THE CHAIRPERSON:

Hon. colleagues, business will be suspended and when it resumes, we will take inputs. What we have tabled now is the counter Motion by Hon. Joseph Njobvuyalema and it needs to be seconded.

Is the Motion seconded?

HON. MEMBER:

Yes, I second the second Motion.

Thank you, Sir.

THE CHAIRPERSON:

Hon. colleagues, we have another Motion, as proposed by the hon. Member. Those in agreement, please, indicate.

Applause

THE CHAIRPERSON:

I, therefore, rule that the Motion, as proposed, has been accepted by the majority of the hon. Members in this House and we will, therefore, proceed accordingly.

Applause

THE CHAIRPERSON:

We will extend our sitting by thirty minutes to enable Members make their input to the presentation of the report by Mr. President.

Hon. colleagues we shall now allow debate on the presentation, as made by the President of Pan African Parliament. Each member will be allowed to speak for one minute.

Interruptions

THE PRESIDENT/HON. MARWICK KHUMALO [SWAZILAND]:

Honourable Colleagues, I thank you Mr. President of Pan African Parliament Dr. Idriss Moussa Ndele for your presentation of that report. Our colleagues, we would therefore suspend sitting in accordance to Rule 32 of our Rules of Procedure for lunch and we will resume by 2 p.m. to enable us take the list of speakers who would speak on the presentation of the President. I thank you.

(Interjection: Procedure Mr. Speaker!)

THE PRESIDENT:

Who is speaking? Whose point of Order, please? Yes, Honourable.

HON. []:

Thank you Mr. President, I am a bit worried because this afternoon we were supposed to have our caucus meetings.

THE PRESIDENT:

Yes, we will resume here for an hour before we go for the meeting of our regional caucuses which is scheduled for 3 o'clock. Yes, Honourable Marwick

HON. MARWICK KHUMALO [SWAZILAND]:

Mr. President, may I move because the report that was presented by the President by the President of the Pan African Parliament is so good and accurate and really it does not need any mitigation for anyone.

(Applause)

HON. MARWICK KHUMALO [SWAZILAND]:

I, therefore, move Mr. President that we evoke Rule 47. I move for a motion of closure of debate and adopt the report unanimously.

(Applause)

HON. MARWICK KHUMALO [SWAZILAND]:

The motion is moved. May I read Rule 47, how it reads.

THE PRESIDENT:

Proceed Honourable Marwick

HON. MARWICK KHUMALO [SWAZILAND]:

Thank you. After a question has been proposed in Parliament and debated, a Member may move that the question be put and unless it appears to the Presiding Officer that the motion is an abuse of the Rules of Parliament or infringement of the rights of any member, the question that the question be put shall be put immediately and decided without amendment and debate. I, therefore, propose Mr. President.

THE PRESIDENT:

Any seconder to that proposal? Yes, Honourable member from Gabon.

HONORABLE MEMBRE DU GABON:

Monsieur le Président,

C'est la première fois que je prends la parole devant cette auguste Assemblée. Sans méconnaître la pertinence de l'intervention qui m'a précédé, je crois que l'institution est un carrefour important et que nous ne pouvons pas [...].

THE PRESIDENT:

I just requested you to second that motion. Please just second the motion.

HONORABLE MEMBRE DU GABON:

Vous permettez ? Can I speak?

Je ne suis pas d'accord avec cette motion de procédure. Merci.

THE PRESIDENT:

Any other Secunder to that motion?

HON. Mr. President, I wish to second the motion and in the event of a division there has to be a counter motion. But the motion has to be seconded which I am doing and which I have done.

THE PRESIDENT:

Thank you very much. The motion has been seconded. I now need to put the question to the House. (*Interjection: Point of Order!*) Yes, point of Order. Gentleman. Whose point of Order, please?

HON. JOSEPH NJOBVUYALEMA (MALAWI):

A point of Order Honourable Chair. I would like to counter act the motion by saying that we should extend the sitting time for the House to about 30 minutes so that whoever has comments should do so, then we curtail debate. The reason for this Honourable Chair, is that, that will be our opportunity to thank the President and to say whatever we may want to say for the President and we may not have any other time at all. Looking at the programme which we have for today and tomorrow, this opportunity will not prevail. So, I would like to counter act and say we extend the sitting time for probably 30 minutes and thereafter we curtail debate. Thank you Honourable Chair.

THE PRESIDENT:

Honourable members, we have a motion that is on the floor. When we rule on the motion, you can beg up a counter motion is we have any other issues that will be the process Honourable Members.

So, is it agreed that the motion as moved by Honourable Marwick, those in agreement should indicate. So, Honourable colleagues, the motion has not succeeded and we will therefore proceed as we had agreed under our rules. We would go for break...

(*Noise*)

Honourable colleagues, we will go for break and after the break we will take in puts. Because what we have now is the counter motion from the gentleman and that counter motion needs to be seconded.

Yes, Honourable Member, can you second the counter motion?

HON. Yes, I second the second motion. Thank you.

THE PRESIDENT:

Honourable colleagues, we will have another motion as proposed by the Honourable member. Those in agreement please indicate.

(*Applause*)

I, therefore, rule that the motion as proposed has been accepted by the majority of the Members in this House and we will therefore proceed accordingly.

(*Applause*)

We will extend our sitting by 30 minutes to enable Members make their input to the presentation of the report by Mr. President.

Honourable colleagues we shall now allow debate on the presentation as made by the President of Pan African Parliament. Each member will be allowed to speak for one minute.

Honourable colleagues, I have a list of speakers and the first speaker on my list is Honourable Otada Sam Amooti from Uganda.

HON. OTADA SAM AMOOTI OWOR [UGANDA]:

Thank you, Mr Chairperson, for the opportunity to speak on the Floor of the House. I also want to thank the President for presenting this report on behalf of the Bureau. May I also thank our colleague from South Africa, who made sure that the CAFE report was presented before the President's report. Seeing that once we heard the report coming from us and that from the Bureau, we found out that the two were not at odds and this is what has

really enabled us to come to a consensus that this report is accurate, hence the Motion moved by my colleague, Hon. Marvick.

May I thank the Bureau as well for putting in place CAFE at the time of the President's tenure. May I also propose, Mr Chairperson, that CAFE be adopted as one of the permanent committees of this House because of the great work that it is doing and because the work it does feeds into what the Bureau does. So, the two of them working together would really be an excellent idea.

May I congratulate the Bureau for seeing through the Charter on Democracy, Elections and Governance. Every man is described by his or her legacy. This is one legacy that this Bureau leaves behind and I would want to congratulate it very much for this great milestone because it has tackled the cancer of the African people, which is embedded in this...

HON. MUSTAFA ELGANDY [ÉGYPTE]:

Bissimilahi Rahamani Rahahimi,

Monsieur le Président,

Le Bureau,

Je voudrais simplement vous remercier, parce que vous êtes venus après un moment très difficile qui a duré très longtemps, qui était sombre et qu'il n'y avait pas du tout de grands comptes à faire.

J'ai beaucoup aimé votre action que vous avez prise contre toute personne qui a pu penser ou qui a agi contre l'argent de l'Afrique et l'argent payé pour que l'Afrique avance et qu'il a pris pour lui-même.

Je vous remercie et je vous souhaite, à tous, une bonne continuation et je souhaite au prochain Bureau tout le succès.

Merci, Monsieur le Président,

Merci pour...

(Applaudissements). HON. VERÓNICA NATANIEL MACAMO DHLOVO [MOZAMBIQUE]:

- Muito Obrigada Senhor Presidente.

Nao há dúvidas que durante o tempo em análise, a Casa cresceu e se afirmou como um importante fórum de debate e reforço da nossa identidade africana. Apesar das limitações de recursos, a nossa Casa vem registando progressos que contribuem para a consolidação da democracia no nosso continente.

Queremos saudar ao Presidente Ndele e 'a sua equipa. Parabéns Presidente Ndele! Parabéns bureau do Parlamento Pan-Africano!

Embora pese o trabalho desenvolvido pelo PPA seja positivo, há muito ainda por fazer no que tange a alocação de recursos humanos, financeiros e materiais.

É um dado adquirido que se a vinda dos Parlamentares deste órgão depender do orçamento dos países membros, este órgão continuará a ter problemas de participação. Se queremos uma África com uma integração africana efectiva, uma África unida e próspera, para além da necessidade da complementaridade das nossas economias, África tem que olhar para esta Casa com carinho e encorajamento, porque tem uma tarefa gigantesca em prol dos povos africanos.

Aproveito, caros colegas, o ensejo para felicitar aos povos africanos pela passagem do seu dia que amanhã se assinala.

Almejo que este milénio seja o milénio de África!

Nós, filhos de África, unidos somos capazes; somos capazes e vencedores!

Vamos vencer!

Aplausos

HON. SESAY MOSES [SIERRA LEONE]:

Thank you, Mr

Chairperson, for the opportunity to speak on the Floor.

Mr Chairperson, I think this House would be remised in its duty if it did not shower praise on the outgoing President. He has been a very hardworking, dedicated, transparent and accessible man. I think there is no one here who has not been able to speak to him when they wanted to. He was always available whenever you wanted to speak to him and this is one of the things that I remember about him. I know that we have a duty here to allow him to be addressing us in our plenary sessions from time to time. I recommend that whenever we have an engagement with the AU upper checks, in Ethiopia, he should be one of the people attending.

Thank you very much, Sir.

HON. KANTENGWA JLIANA [RWANDA]:

Thank you, Mr Chairperson, for the opportunity to speak on the Floor. I also wish to take this short opportunity that has been availed to me to congratulate the outgoing President for his outstanding performance.

Mr Chairperson, having been here since the inception of the Pan African Parliament (PAP), I have seen the institution grow and go through ups and downs. I, therefore, wish to commend the President and his Bureau for having managed to steer PAP at a difficult time. There was a time when it was really going downhill and people were losing hope in it. However, they managed, through difficult times, in difficult ways, to steer the institution up to a time, now, that we can congratulate ourselves and look back at what we have achieved, as we are doing today.

Mr Chairperson, through you, I wish to, once again, commend the President and wish him all the best in whatever future endeavours he may undertake, with the hope that he will excel as he has done here.

Thank you very much and God bless you, Sir.

Applause

HON. SARA KATAIKE [UGANDA]:

Thank you, once again, Mr Chairperson, for the opportunity to speak on the Floor of this House.

Mr Chairperson, my role now is just to congratulate my outgoing President for the great work done. He has really shown us what exemplary leadership is and this is something we ought to look up to. I also respect the President, for acknowledging the gaps which have been left behind, but foremost for setting up the PAP.

HON. JEANE D'ARC [RWANDA]:

[] rompre avec celles des Présidents que j'ai connus dans différents Parlements, je voudrais franchement, vous souhaiter d'abord tous mes vœux de bonne chance, Monsieur le Président, dans tout ce que vous voudrez entreprendre dans votre vie.

Je vous remercie.

HON. DERY AMBROSE [GHANA]:

Thank you, Mr Chairperson, for the opportunity to speak. Let me join my colleagues in congratulating His Excellency the President for the excellent leadership. This is the kind of leadership that Africa deserves, a leader not a boss and a man who is humble enough to listen and accept other people's views when he makes a mistake. We are proud of you and I expect you to be a model for all those who want to lead this organisation to look up to you in future.

Let me also put on record the landmark achievements that you have made:

- (i) trying to put sanity into the organisation through CAFE;
- (ii) your advocacy and the PAP in getting the charter that will come into effect. I would advise the new Bureau to follow the example and also advocate for its implementation because there are several treaties and conventions that have not been implemented; and
- (iii) your achievement in the empowerment of women, through the conferences that you have organised.

God bless you. You deserve all the accolades that we give you.

Thank you, Sir.

HON. ATIM-OGWAL CECILIA BARBARA [UGANDA]:

Thank you, Mr Chairperson, for the opportunity to speak on the Floor of the House.

Mr Chairperson, like all other colleagues, I just do not know what to say about the outgoing President. I have never seen a man carrying the title of President standing in a queue waiting to be served in a restaurant.

Applause

HON. ATIM-OGWAL CECILIA BARBARA

The first time I saw him queuing behind me, I did not know whether to run away. This actually demonstrates the unique character and humility. You are first among equal. You never put yourself above the rest of us. I really want to thank you. You are a real son of Africa. We want to bless you with one voice of Africa; be blessed and be blessed...

Applause

HON. ATIM-OGWAL CECILIA BARBARA:

I further want to urge you to agree to be our permanent ambassador. You must carry the message of transformation and of uplifting the status of women. May God Bless you.

Thank you, Sir.

HON. ELISE LOUM [TCHAD]:

Merci Monsieur le Président.

Ce serait très ingrat de ma part si je ne disais pas un certain nombre de choses à mon frère et ami Idriss NDELE.

J'ai retrouvé dans son rapport synthèse, son charisme, et surtout son humilité. Et je suis très touchée par tous les mots que les collègues viennent de dire, non seulement à travers la personne du Président NDELE, mais à travers lui, je vois tout mon pays tout entier. C'est le Tchad que je vois ici, aujourd'hui.

La concision et la clarté de ce rapport ne méritaient pas de poser des questions, et je soutiens fortement ceux qui ont voulu que cela soit débattu, ne serait que pour vous présenter des mots d'encouragements et de félicitations.

C'est un hommage très mérité que je vous présente ici pour votre leadership, tout le monde est content de la direction que vous avez su imposer à ce Bureau et travers *[interruption du micro]*.

Cet hommage vous est dû parce que *[interruption du micro]* posé à cette institution, vous avez relevé en partie. Aujourd'hui, une petite partie seulement reste, et en mettant le PAP sur les rails, je pense que le Bureau rentrant pourra faire mieux.

Je soutiens fortement les propositions qui ont été faites pour faire de vous, Ambassadeur, Conseiller permanent, tout ce qui pourrait être fait *[Fin du temps imparti]*.

HON. ISAAC STEVEN MABILETSA [BOTSWANA]:

Thank you, Mr Chairperson, for the opportunity to speak on the Floor.

Mr Chairperson, one of the most popular leaders in the world is still alive. This is the former President of South Africa, Nelson Rolihlahla Mandela. When he took up his post as the first President of postapartheid South Africa, he announced that he was only going to serve for one term and he did it. We have our President of the Pan African Parliament (PAP), Dr Idriss Moussa Ndele, who took up the presidency of this Parliament some time back. When we were in his country, last year, to observe the elections, he hosted us for dinner and said that he was not going to run again for another term because he thought he had to handover the baton to somebody else. I thought he was joking, but he has stuck to his words. We have yet another Mandela in this House. Congratulations, Mr President.

Applause

HON. ISAAC STEVEN MABILETSA:

May God bless you. I join my colleagues who are saying that you should become a permanent bureau advisor or whatever it is to this House. Once again, congratulations and may God bless you.

Thank you, Sir.

HON. ALLAN JAMES CHIYEMBEKEZA [MALAWI]:

Thank you very much, Mr

Chairperson, for the opportunity to speak on the Floor of the House. I am standing for the first time in this august House.

To begin with, I am bringing greetings from Malawi, the Warm Heart of Africa and simply to inform you that we have a new President. We had a very smooth transition of power. Our new President now is Her Excellency, Mrs. Joyce Banda.

Let me also take this opportunity to thank the party that ushered me into this august House. Unfortunately, because of the changes, our ruling party has now moved to the opposition side.

I would like to thank the President for the presentation. The report was wellpresented and I think we all cherish the responsibility that you undertook when you were leading this august House. However, I would want to ask a...

The hon. Member's time expired.

HON. SMITH GBARIEL [LIBERIA]:

Mr President and distinguished hon. colleagues, I would like to thank our outgoing President for his illustrious leadership. I record in the voice of that of Stephen Adei, a Rector of the Ghana Institute of Management and Public Administration (GIMPA), who said leadership is a course. So, the level of the gradual incremental development that we see the Pan African Parliament (PAP) going to is because of the illustrious leadership.

Mr Chairperson, while we have also realised that you have done well, we are also of the mind that the battle of African redemption is not over. So, as we go to the process of our election, we would like to call on all of our colleagues here assembled that we must realise that a true African redemption is dependent upon the quality of leadership that we bring to power. I have thought about...

The hon. Member's time expired.

HON. SANTOSH VINITA KALYAN [SOUTH AFRICA]:

Mr President, thank you for your report.

Mr President, through you, Mr Chairperson, from the outset, I would like to say it was an honour and privilege to work with you. Your extreme courtesy and inclusive style of leadership was most welcome. You and your team have worked hard to elevate the status of the Pan African Parliament (PAP). I hope that we will use a similar strategy as we did to promote the African Charter of Democracy to transform the PAP from a consultative body to a legislative one. To this end, I hope that the PAP will use international platforms like the International Parliamentary Union (IPU) and Commonwealth Parliamentary Association (CPA) more vigorously. The last IPU conference was held in Uganda and it is my considered opinion that we lost a great opportunity to have bilateral talks and market ourselves.

Sir, you inherited the disgraceful legacy of the trust fund. I am sure you would have liked to have seen this issue to its end. Nevertheless, you are to be complimented for initiating strong action and your successor will now be held accountable for the conclusion of this matter.

In conclusion, I have been constantly raising the issue of the construction of the new parliament at my parliament. I will continue to do that and God willing, we hope to see you at the opening.

Interruptions

HON. SANTOSH VINITA KALYAN:

Sir, good leaders leave when they are at the top their game and never outstay their welcome or pass their 'sell by date'. Hamba Kahle.

Thank you, Sir.

Applause

HON. ASSOUMANA MALAM ISSA [NIGER]:

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Je crois qu'on a que le temps d'apprécier les œuvres d'un homme qui m'a personnellement saisi par son humanité, par le fait le fait qu'il ait caractérisé le leadership.

Monsieur le Président,

Un délai, c'est le moment de vous féliciter.

Féliciter pour avoir accompli votre mission de Président du PAP et j'avoue que j'ai compris avec mes collègues que le PAP a besoin de vous;

l'Afrique a besoin de vous, mais certainement que le Tchad a plus besoin de vous.

Nous garderons le souvenir d'un homme, j'allais dire, d'État et nous vous souhaitons le bien que le passé puisse vous donner.

Je voudrais, juste, émettre un vœu, pour que vous disiez de vive voix à celui qui prendra votre place, que le grand challenge qu'il a au PAP, c'est cela de la gouvernance. Qu'il en fasse son cheval de bataille s'il veut redorer l'image du PAP [*Temps imparti épuisé*].

LE PRESIDENT,

HON. ELIZABETH AGYEMAN [GHANA]:

Thank you, Mr Chairperson, for the opportunity to speak on the Floor of the House. I also want to add my voice to those that have congratulated the President and his Bureau for the good work done.

Mr President, through you, Mr Chairperson, a day after I was sworn in as hon. Member of this august House came the "now now revolution," after which you became the President of this House. This means that I have been here three years with you, but I do not think you are going away with me.

Laughter

HON. ELIZABETH AGYEMAN:

Mr. President, I want to thank you, on behalf of all the women of this House, for giving us the opportunity to organise the women's caucus conferences. We learnt more about female genital mutilation, among other things, especially when the women from Saharawi Republic came here. A lot was said about them and...

The hon. Member's time expired

HON. BERNADETTE LAHAI [SIERRA LEONE]:

Thank you, Mr Chairperson, for the opportunity to speak on the Floor of this House.

It is with a heavy heart that we are bidding you, Mr President, farewell, through you, Mr Chairperson. Since I came to this Parliament, I have watched you from afar and I have been very impressed with the way you have conducted the business of this House. I am also impressed that, in your report, you have acknowledged those things that you were able to do and those that you were unable to. A good leader is one that always leaves the stage when the applause is loudest, leaving your audience those good images that you want them to carry. That is exactly what you have done. May God bless you. Have a long life and good health and I wish you God's blessings in your future endeavours.

Thank you very much, Sir.

Applause

HON. MATAMISA EDITOR [ZIMBABWE]:

Thank you, Mr Chairperson, for the opportunity to speak on the Floor of the House.

Mr President, through you, Mr Chairperson, I take pride and appreciate your democratic orientation. When you report on the availability of information to successors, you are conscious of passing on the baton.

Mr Chairperson, I also want to thank the entire Bureau for its steadfastness in lifting high the PAP flag. The road you treaded was not an easy one, and yet, as a team, you held fast to the PAP commitments.

Mr President, through you, I observe, with dismay, that even after the PAP mobilisation and sensitisation efforts on the ratification of the African Charter on Democracy, Elections and Governance, many of the African governments have not ratified it, including some countries from which some Bureau members come. What does this portray? We must continue asking ourselves. In order to free Africa, we must first free ourselves, our nations and our regions. Therefore, the incoming Bureau must endeavor to engage individual Parliaments to find out where they are on this issue. It is incumbent upon the PAP to advocate free and fair elections in member states.

This is a tenet of democracy and good governance. The PAP cannot afford seeing people hanging onto power and proclaiming that they are not signatory to the African Charter on Democracy, Elections and Governance.

Thank you, Sir.

HON. OYANGO KAKOBA [UGANDA]:

Thank you, Mr Chairperson, for the opportunity to speak on the Floor of the House.

Mr Chairperson and hon. Members of Parliament, one of the great American presidents, Mr Abraham Lincoln, once said that, "If you are not recognised, do not complain, but just make sure you work towards making yourself worthy of recognition." What is happening here, given the compliments that have been given to the outgoing President, means he is worthy of recognition and I commend him for that.

Mr President, through you, Mr Chairperson, I have been in this august House for just about seven months, but I have known the outgoing President to be a person who is balanced, composed, accessible and above all hard working. That is why he has left a number of legacies behind. One of the legacies that he has left is that of the transformation of the PAP to a legislative body. It is, therefore, incumbent upon us, especially the incoming Bureau...

The hon. Member's time expired.

HON. NKODO DANG ROGER [CAMEROUN]

Merci, Monsieur le Président, de me passer la parole.

Je voudrais, à la suite de mes collègues, dire que le rapport qui nous a été présenté est, d'autant riche dans la forme que dans le fond.

Je voudrais à ce sujet, féliciter le Bureau sortant, principalement son chef d'équipe qui est le Dr Idriss Ndele Moussa, qui a bien managé, pendant trois ans, notre Parlement.

Ce Bureau a été élu dans un contexte assez trouble, et on s'attendait le moins à ce qu'il puisse abattre ce travail qui nous a été présenté aujourd'hui.

Et comme les autres l'ont suggéré, nous souhaitons que le Dr Idriss continue à aider ce Parlement, pour qu'il puisse aller de l'avant, et tout son Bureau avec leurs conseils, pour que ceux qui vont venir, puissent continuer le travail qu'ils ont abattu. Ce sont des acquis qu'il faut préserver.

Je termine en disant:

Félicitations au Dr Idriss MOUSSA;

Félicitations au Bureau sortant qui a travaillé [*Temps imparti épuisé*].

Je vous remercie.

HON. GABRIEL TCHOKODO [BÉNIN]:

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Je voudrais, à mon tour, remercier et féliciter le Président sortant que j'ai toujours admiré depuis mon arrivée ici, pour son humilité. Humilité que nous pouvons encore apprécier à travers la troisième phrase de sa conclusion, lorsqu'il écrit: « *Le Bureau sortant s'est focalisé dans le domaine politique et institutionnel au détriment des activités administratives qui restent un des chantiers à poursuivre avec rigueur et autorité* ».

Il n'a donc pas la prétention d'avoir tout fait.

Avec votre leadership, Monsieur le Président sortant, je souhaite vivement que vous soyez le prochain Président du Tchad.

Je vous remercie.

HON. EUGENE KPARKAR [LIBERIA]:

Mr Chairperson, I would like to compliment the impeccable leadership of Dr Ndele. The transition was stormy and, of course, the challenges are still enormous, but I am very sure that he did a very good job. To a considerable level, there is some measure of financial stability.

Mr Chairperson, for every Mandela, there is an Oliver Tambo and for every Kwame Nkrumah there is a Dankwa. For every Martin Luther King there is a Jessi Jackson. So, by extension, I would like to extend my thanks and appreciation to the four Vice-Presidents because, in their absence, I do not think the President would have done it all by himself. I also would like to thank the PAP for giving our President this overwhelming support.

Thank you and God Bless you.

HON. ATCHADE NOURENOU [BÉNIN]:

Merci, Monsieur le Président.

À mon tour, je voudrais prendre la parole pour féliciter le Président sortant, et dire qu'en ce moment, je ne sais pas s'il reste quelque chose à dire, parce que tous les mots ont été utilisés pour l'apprécier et de dire également si, en ce moment, il n'est pas fatigué de nos félicitations.

Sinon, de mémoire d'homme, c'est la première fois que j'entends les parlementaires unanimement féliciter le Président sortant.

Cela suppose, Monsieur le Président, que vous avez des qualités, des qualités que vous devez mettre à la disposition de l'Afrique.

Cela suppose, Monsieur le Président, que vous avez de bons jours devant vous. Je voudrais prier Dieu de vous donner la santé et que vous puissiez aider l'Afrique dans son développement.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

HON. BARRO CHAMBRIER HUGUES ALEXANDER [GABON]:

Merci, Monsieur le Président.

Je me félicite que la deuxième motion l'ait emporté, et je crois que je ne faillirais pas à ce que mes prédécesseurs ont fait pour rendre hommage au Président, quoique je me méfie un peu de l'unanimité.

Je ne voudrais pas le mettre dans l'embarras ou il ne faudrait pas que nous lui créions d'autres problèmes.

Mais, je voudrais dire que la passion est une bonne chose, toutefois, nous ne devons pas perdre de vue que les hommes passent et les institutions restent.

Il est important, comme l'a souligné le Président sortant, que le prochain mandat, la prochaine équipe mette l'accent sur les aspects administratif et financier qui traduisent de nombreuses faiblesses.

HON. MUNTAKA MUBARAK [GHANA]:

Mr Chairperson, I just want to join my colleagues in thanking the President, all the Vice-Presidents and all the heads of the Bureau that have helped to make sure that he had a very stable administration. Without many of you, it would not have been possible for the President to have been praised today. So, we need to thank all of you together for making it possible.

Having said this, I believe that the responsibility now lies with all of us to ensure that the good works that he has started or the good road that he has managed to get this vehicle onto continues. That is why it is important, when we get the opportunity to elect a new president, to ensure that there is some kind of continuity of this legacy. We should also remember that we have a big role to play in our individual parliaments in ensuring that this House is strong. I cannot imagine how it is possible that we can play an oversight role in individual parliaments, but when we get to the continental level, we are subservient to the African Union (AU) Commission. We need to continue from our individual parliaments just as we do contribute directly to the International Parliamentary Union (IPU). I believe that if we adopt, we can start making some useful additional contributions to the AU.

Thank you very much.

Applause

HON. APAIFI BETTY [NIGERIA]:

Looking back at the circumstances that led to the election of the outgoing President and the Bureau and the near chaos in relationships between the past Bureau Secretariat and organs of the AU, we thank you, Mr. President, through the Chairperson, for not disappointing us, the 'now now group' and for remaining steadfast and forecast.

We thank you for setting up the club to review your activities unimpeded and for the good relationship you have developed with your four Vice-Presidents, Secretariat and the organs of the AU. You have also improved the image of this august agency by developing very good relationships with international lobbying agencies.

As you said, you focused on political and institutional areas and you did succeed, Mr President, I must say. We now call on the incoming Bureau to focus on the administrative areas which you have honestly admitted and concluded that you did not do much. We really appreciate you for your honesty. We appreciate you for your wonderful leadership style. I wish you all the best. I will join others to say, yes we want you to be an advisor...

The hon. Member's time expired.

HON. ALI BAHARI [KENYA]:

Thank you, Mr Chairperson, for the opportunity to speak on the Floor of the House.

Mr Chairperson, I thank God for allowing me to live up to this day to see the exit of the President because I saw his entry and not because of anything else, but because of the appreciation that I have seen from the Floor. Mr President, you can see that this House is full and this attests the fact that the confidence that the members are expressing is true and genuine.

Mr Chairperson, secondly, the President has beaten the notion that good leaders continue staying in power. He has beaten that notion and has left when he is good relations with the institution.

Finally, Mr Chairperson, I want the House to, perhaps, humbly request His Excellency, Mr Idrissi of Chad, to consider the President, Hon. Idrissi Ndele for one of the organs of the AU so that he can continue helping this institution.

Thank you, Sir.

HON. MUSHASHU BERNADETA [TANZANIA]:

Nakushukuru, napenda kumpongeza Meshimiwa Rais Idriss Ndele kwa uongozi uliotukuka, kwa kweli alikuwa ni kiongozi mzuri, msikivu, mpole na mtu wa watu.

Mimi namlingalisha na *Pan Africanist* mmoja ambaye anaitwa Mwalimu Julius Kambarage Nyerere una sifa ambazo zinafanana naye.

Naiomba Serikali ya Chad itambue kwamba una uwezo mkuwa sana na waweze kukupa hata madaraka mengi zaidi, tutaendelea kukukumbuka kwa jinsi ulivyojaribu kulifanya Bunge la Afrika liweze kuonekana na kwa jinsi ulivyokuwa unajitahidi kuhakikisha kwama Bunge la Afrika linafikia lengo lake la kuweza kutunga sheria. Asante sana.

HON. JOSEPH NJOBVUYALEMA [MALAWI]:

Thank you, hon. Chairperson, for the opportunity to speak on the Floor of this House. I am very grateful.

Mr Chairperson, what I wanted done is exactly what we have done. My God works through people and now that the house has blessed the President, it means God will bless him more and I am very grateful for that.

However, on a very quick point, I think on item 28, observer missions, there is a need, if possible, that when Members go out to observe elections, they compile a supplementary report, a formal statement of findings. I think it is very important for us to have this report apart from the one which is compiled by the African Union (AU).

The other point is that, Mr Chairperson, this report is not dated. Maybe, the administration did not quite look at it seriously. It would add value if the date was presented as the President presented this report to the House...

The hon. Member's time expired.

HON. AZIZOU ELHADJ ISSA [BÉNIN]:

Merci, Monsieur le Président de séance.

Mes admirations, Monsieur le Président sortant, En Afrique, il y a un adage qui dit: « *C'est au bout de l'ancienne corde qu'on attache la nouvelle* ». Je crois qu'au niveau du Parlement Panafricain, nous allons savoir le faire.

Mais, Monsieur le Président sortant,

Pour m'assurer de cela, ce n'est pas que je vous donne un travail - mais j'ai une suggestion à vous faire - si vous pouvez gratifier, gratifier l'Afrique d'un ouvrage qui serait intitulé: « *Comment le PAP peut devenir un bon organe législatif* », vous auriez fait un beau cadeau pour les Africains.

Merci.

(Applaudissements)

HON. MUTINTA CHRISTINE MAZOKA [ZAMBIA]:

Mr President, I thank you for your very good report, which was well presented. I am a new hon. Member and I do not know much about you and, therefore, I do not want to spoil the soup. So, many good things have been said about you. All I can say is that as you go, you do it with blessings from your mothers in this august and beyond. We also thank you for fighting for our cause, as women on the African continent.

Thank you, Sir.

HON. BABOU ABDOULAYE [SÉNÉGAL]:

Monsieur le Président, je suis bien là.

Monsieur le Président Idriss NDELE et Madame Monguela ont marqué de leurs empreintes le PAP. Je suggère qu'un titre de Président honoraire leur soit dédié.

En ce qui vous concerne Monsieur le Président NDELE, vous avez marqué de votre empreinte le PAP, surtout par votre simplicité et votre accessibilité, une disponibilité constante reconnue de tous.

Cependant, le PAP a du travail à venir et non des moindres. D'abord, le PAP se doit de revoir son organisation interne mais aussi d'être visible au plan africain et il est vrai que même en dehors de vos fonctions actuelles, vous pouvez apporter quelque chose de bénéfique pour le PAP.

(Applaudissements)

HON. KHALIFA KHALIFA [TANZANIA]:

Asante sana Mheshimiwa Rais, kwa kunipa fursa ya kuchangia na mimi niungane na wenzangu kumpongeza sana Mheshimiwa Idriss Ndele ambaye anaondoka madarakani kwa kazi nzuri aliyoifanya katika Bunge hili, naomba iwe changamoto kwa uongozi mpya unaokuja kuhakikisha kwamba wanafikia malengo mawili ya msingi aliyoyaanzisha mapambano yake.

Mheshimiwa Rais, malengo hayo ni kwanza kuhakikisha kuwa Bunge hili linakuwa ni Bunge la kutunga sheria na sio kama lilivyo sasa na pili uongozi mpya ujitahidi kuhakikisha kuwa Bunge hili linafanya kazi kwa uwazi na kwa demokrasia ili kuondoa manung'uniko miongoni mwa watumishi.

Mwisho kabla ya kumaliza naomba atumie fursa ya muda huu mchache alionao madarakani kuhakikisha matatizo madogo madogo yaliyopo ndani ya Bunge kwa sasa yanamalizwa, kwa mfano, zipo habari kuwa kuna wafanyakazi wamesimamishwa kazi kwa matatizo mbalimbali lakini bado mpaka leo hawajawezeshwa kurudi katika nchi zao.

Mheshimiwa Rais, hili ni tatizo, huwezi kumchukua mtu katika nchi yake kuja kufanya kazi baadaye unamfanya mkimbizi katika nchi nyingine. Tunaomba sana hili aweze kulimaliza.

(Makofi)

MR CHAIRPERSON:

We have almost exceeded the time of extension. So, we will not be able to extend the list of hon. Members to speak. I will, therefore, call on His Excellency, Dr. Idriss Ndele, President of the Pan African Parliament (PAP), to respond briefly.

THE PRESIDENT [HON. IDRIS NDELE MOUSSA]:

Thank you, hon. Chairperson, for the opportunity to respond to the points that have been raised by the hon. Members.

Mr Chairperson, as my English is poor, when the hon. Members of Parliament were saying 'outgoing President; outgoing President', I thought the new hon. Members of Parliament did not know my name.

Laughter

THE PRESIDENT:

Then, I saw some older hon. Members saying the same and I understood that I am leaving. So, sometimes, we do not realise that we are leaving till people say, "Okay, it is now time to leave."

Can the Chairperson allow me to speak for more than one minute?

The Chairperson showed assent.

THE PRESIDENT:

Thank you. I have been here for many years, three years, as President. I am nearly sixty. In my life, since being mature, I have cried only three times and, today, is the third time.

Interruptions

THE PRESIDENT:

Yes, believe me.

Applause

THE PRESIDENT:

The words put for me went directly to my heart and I do not know how to respond. There are very few questions I can quickly answer about the Committee on Administration and Financial Evaluation (CAFE). CAFE is going to continue. Moreover, there is a new financial auditing scheme, so you can be proud of what CAFE has done. However, we are proposing to make it better with the audit scheme.

I forgot to mention, in my report, that we organised one youth conference in this Chamber and that is one of our important realisations. It has to be written.

Applause

THE PRESIDENT:

Elizabeth, we are not going to separate. We have been together for so long; we are not going to separate.

Applause

THE PRESIDENT:

Hon. Members have said so many good things and, sometimes, have even gone a little bit overboard as the honourable from the last side was saying. You know, when I was coming in, I was very happy and anxious. As I am leaving, I am very happy and completely relaxed...

Applause

THE PRESIDENT:

With your words, I feel on top of the world. I pray to God to keep me humble after listening to all that has been said about me.

We did our best, but most of what was done was political. We pushed the transformation of the Pan African Parliament to a legislative body. It is done because the final draft is for the Head of State and Government conference.

We contributed to the ratification of the African Charter on Democracy, Elections and Governance. We should realise that it is not the outgoing President, but the Bureau and all the support of the hon. Members and the staff who did it together. going to meet at 2:30 p.m. to 6:00 p.m. in room 1. It is still in the same venue. However, we may be slightly late. The Eastern Caucus, will meet at the same time, in room 2. The Southern Caucus, will meet at the same time in room 3. The Central caucus will, also, meet at the same time in room 4. We do not have the Northern Caucus because they have already done the work.

Applause

THE PRESIDENT:

So, humbly I am receiving, on behalf of all of you, the Bureau and staff, the congratulations of the Plenary.

If I can say a few more words; what is the challenge of the new Bureau? As we have drafted, there were two challenges for the new Bureau. The first one is the ratification of the new protocol that gives legislative power

to the Pan African Parliament (PAP), once it is adopted by the Head of State and Government. The second one is where we failed to do a very good job, the administration and finance of the PAP. Luckily, we have a roadmap from CAFÉ, Ernst and Young, from the auditor of the AUC and from our internal audit and I believe that all of us will help the new bureau to grow so that it will overcome the administration and finance issue.

Lastly, thank you and God Bless you.

Thank you very much.

Applause

THE CHAIRPERSON:

Thank you very much, hon. Colleagues, for the resounding round of applause to our President His Excellency, Dr. Moussa Idrissi Ndele. Hon. colleagues, I now put the question that the report of the Pan African Parliament, as presented, be adopted.

The report was agreed to. THE CHAIRPERSON:

The report is hereby adopted. I will now call on the Clerk to make some announcements.

THE CLERK OF PARLIAMENT:

Thank you very much, Mr Vice-President. We have the following announcements to make in relation to the meeting of caucuses. The Western Caucus was The last announcement is that the Committee on Monetary and Financial matters shall meet tomorrow at 10 in the morning in room 1.

I thank you.

THE VICE-PRESIDENT:

Hon. Colleagues, honourable members, we have now come to the end of our business for today. Therefore, this House stands adjourned until Monday, 28th May, 2012, at 14:30 hours.

Monday, May 28th, 2012

[THE President in the Chair]

LE PRÉSIDENT:

Conformément aux dispositions de l'article 9 du Règlement intérieur, nous allons, à présent, procéder à la prestation de serment d'un nouveau membre, qui suite à son élection et désignation comme membre du Parlement panafricain, prend part à nos travaux, pour la première fois.

Monsieur le Secrétaire Général, veuillez appeler le nouveau membre.

THE CLERK:

Thank you, hon. President. Your procedure.

LE PRÉSIDENT:

La procédure ne souffre pas.

UN HONORABLE MEMBRE:

Votre Excellence, j'avais un projet de motion verbale.

LE PRÉSIDENT:

Honorable Mukabaranga, la procédure ne souffre de rien. Soyez patiente.

HON. MUNKABARANGA AGNES [RWANDA]:

Ok, merci beaucoup!

THE CLERK:

Thank you, Hon. President, we shall call Honourable Muhamed Yousif Abdalla from Sudan.

Mohammad Yousif Abdalla [Sudan]:

#####

#####

#####

#####

###.

LE PRÉSIDENT:

Honorables Membres,

Conformément aux dispositions de l'article 61 du Règlement intérieur, j'invite, à présent, l'Honorable Munkabaranga Agnès, à présenter son avis de motion oralement.

HON. MUKABARANGA AGNÈS [RWANDA]:

Merci, Monsieur le Président.

Ce projet de motion, Monsieur le Président,

Honorables Collègues,

Est relatif à la situation au Mali.

Conformément à l'article 3, alinéa 5 du Protocole au Traité instituant la Communauté Économique Africaine, relatif au Parlement panafricain et en vertu du prescrit de l'article 61 du Règlement intérieur qui dispose: « *qu'un parlementaire peut, avec l'autorisation du Président de séance, présenter verbalement un avis de motion au cours de la séance* »;

Considérant la crise sécuritaire et institutionnelle survenue au Mali, à la suite du coup d'État du 22 mars 2012;

Considérant les initiatives entreprises par la CEDEAO pour rétablir l'ordre constitutionnel, afin de permettre le fonctionnement normal des institutions démocratiques dans ce pays;

Considérant néanmoins de nombreuses entraves au processus de normalisation institutionnelle;

Considérant l'occupation des régions situées au Nord du Mali par des mouvements islamistes et des groupes rebelles touaregs;

Considérant les risques de partition du territoire national du Mali;

Considérant les menaces graves pour la paix que constitue la présence de ces différents groupes armés dans le Nord du Mali, la cohésion sociale et la sécurité aussi bien au Mali que dans la sous-région, en Afrique et dans le monde;

Fortement préoccupé par la situation sécuritaire, sanitaire et alimentaire de cinq cent mille (500.000) personnes déplacées vivant dans des conditions extrêmement difficiles dans des camps de réfugiés;

Profondément inquiet des atteintes graves aux droits de l'homme perpétrées contre des personnalités civiles et militaires, aussi bien au Nord qu'au Sud, lors des attaques par des bandes armées et au moment du putsch;

Extrêmement indigné par les actes de viol commis à l'encontre des femmes et des jeunes filles vivant dans des zones occupées et l'enrôlement forcé des enfants dans des corps armés;

Le Parlement Panafricain:

Condamne avec la dernière rigueur toute forme de prise de pouvoir par la force;

Condamne tous les manquements graves aux droits de l'homme perpétrés au Mali;

Salue les efforts de la CEDEAO, de l'Union africaine et de l'ensemble de la communauté internationale pour le retour à la normalité constitutionnelle;

Exhorte la CEDEAO et l'Union africaine à redoubler d'efforts pour aider à stabiliser le Mali et les institutions démocratiques;

Demande à la CEDEAO, à l'Union africaine, aux Nations-Unies d'œuvrer rapidement pour aider le Mali à recouvrer l'intégrité de son territoire national et bouter hors de ce pays tous les bandits armés qui mettent en péril la paix, la cohésion sociale, la sécurité dans la sous-région, en Afrique et dans le monde entier;

Invite les organisations humanitaires à venir en aide aux populations en détresse;

Demande l'envoi d'une mission d'information du PAP au Mali et dans les camps de réfugiés, dès que possible;

Demande à la Cour africaine des Droits de l'Homme et des Peuples et des autres tribunaux compétents de la région de se saisir de la question sécuritaire au Nord du Mali, afin que les nombreux crimes soient punis.

Ainsi, je vous sou mets ce projet, Honorable Président du PAP.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

UN HONORABLE MEMBRE:

Merci.

Le Bureau *ad hoc* vous salue tous et la séance se poursuit.

D'abord, nous demandons au Secrétaire Général d'expliquer les procédures du vote qui va intervenir bientôt.
CLERK:

Thank you Honourable Chair of the *Ad hoc* Committee. So, now we are going to deal with the election of the President only, because the adhoc committee in terms of the rules is going to manage the elections of the President. The Vice President's elections will be managed by the newly elected President. So, the explanations I am going to give therefore relate only to the election of the President.

First, I would like to announce that I received a withdrawal from the candidate who was standing initially for President from the North, honourable member from Tunisia, Honourable Muhamed Chafik Zarguine. Sorry, I can't pronounce properly, but he withdrew.

Applause

Thank you. Therefore, in this case we have only one nominee, Honourable Bethel Amadi from the Western Caucus.

Applause

Thank you very much. So, the procedure is going to be the following towards the election of the President. I should say, I should preface this by saying that the rules require election, none the less. The fact that is one nominee, it does not mean we shall not have elections. For rules require elections. So, this is the procedure we are going to follow.

Voting, Rule 16 (6) reads as follows: the elections shall be by secret ballot and a simple majority of members present and voting. I repeat, the election shall be by secret ballot and a simple majority of members present and voting.

The next question is what is simple majority? I will just read the definition of simple majority from rule 1. Simple majority, from Rule 1, means the following: 50 per cent plus one. That's what it means according to the definition in the Rules of Procedures. Therefore, it means that the election of the President will be confirmed if the votes that have been counted in his favour from the total of all the votes cast result in a simple majority. So, all the votes will be counted, good or bad, they will be counted from that total we shall then separate those that have expressed positively support to the President. So, that group of votes or that lot we shall look at it against a total votes cast if it gives us a simple majority or above then the President shall be duly elected.

In terms of voting itself, we have a ballot. This ballot paper has the name of the candidate for the presidency. The Chair says, I should show you the ballot papers. I don't know if you will be able to see, the ballot papers here. It

has only one name on it. And then there is a small box where Honourable Members should express their choice if they are supporting the candidate. They shall do so by putting an X mark in that block, that will be an indication that you are voting for the candidate to become the President.

The process; we shall start with the front roll, here, in front of us. We shall follow that order, we will call the front roll, and they will come and vote and so on. So, it will be rolls by rolls. Then the votes will be deposited here, honourable members will come go the box, put the X mark and they will come here and put their ballot paper inside the box and go back to their seats. So, this is the procedure we are going to follow. The Ushers are here, they will direct in terms of the first roll, second roll and so on.

Sorry, sorry, one omission, I have been reminded that before the members come to vote, they will pass there by the register. They will register first that they are voting.

(Interjection: Clarification! Clarification Mr. Chair!)

HON. MEMBER:

Okay, Mr. Chairman, I want to be guided. I have looked at the Rule for the election and that Rule No. 6, whereby it is saying it will be by secret ballot. Incidentally, when you read through this Rule, there is no provision that is made when there is only one candidate. However, when you read Section 7, it says where no candidate obtain the required majority or in the event of a tie a second ballot shall be conducted but shall be restricted to the two candidates who obtained the highest or equal numbers of votes. If you read that provision, the presumption is that actually in this election there is more than one candidate. But now that we have just one candidate, is it still necessary to go through this process that we are going through?

UN HONORABLE MEMBRE:

Oui, mais je demande au Secrétaire général, parce que nous nous sommes réunis ce matin, justement pour débattre de ce problème et nous avons arrêté une procédure que détient le Secrétaire général. Il va vous l'expliquer.

C'est un cas tout à fait isolé, mais nous avons prévu une disposition. Et je demande au Secrétaire général de vous l'expliquer.

Il a le document.

Je vous remercie.

HON. KHUMALO:

Mr. Clerk, may I just add a bit. I just want to provide rider on the concerns that have been laid by my colleague from Uganda. Mr. Clerk I think the rules, and I am happy that you are a legal person yourself. Clearly, the rules are presupposes that there will be more than one candidate. Now, I am trying to think, we are going to register here, we are going to vote, yet we know that there is no other candidate. What are we doing really? Because this thing clearly when even when you read the rule, it presupposes that there is at least more than one candidate and it is silent when there is one candidate. Can't we then, since it is silence do it the best way we could, rather than to make some fun of ourselves with queuing for nothing. Thank you Mr. Clerk.

Applause (Interjection: Point of Order!)

THE CLERK OF PARLIAMENT:

Thank you Honourable Members.

The Chair asked me to give explanation.

(Interjection: Point of Order!)

HON. MEMBER:

Thank you very much Mr. Chair. Although what honourable Khumalo has said is absolutely true and it will make life easier for us. But I would like to reiterate our practice in Addis Ababa when we left it with the fairest President of this Parliament. I remember there were two candidates, one of them withdrew and then we executed an election on the only one candidate. At that time there was a legal committee from the African Union. This means that, this represents the right practice. Let us go on although it is tedious, it is difficult, it is tough, but let us abide by that. Thank you very much.

Applause

UN HONORABLE MEMBRE:

Oui, ok!

Pardon, c'est moi qui parle.
UN HONORABLE MEMBRE:

Pour votre information!
UN HONORABLE MEMBRE:

S'il vous plaît, les motions d'ordre!
PLUSIEURS HONORABLES MEMBRES:

Point d'information!
HON. NJOBVUYALEMA (MALAWI):

I have a point of Order. My point of Order is that these rules are our rules. They are rules for this House, we are the people who adopted these rules. Now, if we feel like waiving some of the rules, it is up to us. If we would like to change them now, it's up to this House. The other way of looking at this matter is that may be the Chair of the *Ad hoc* Committee should put a question that those who have a contrary opinion as regards the election of the candidate in question should say 'no' or should say 'yes' then we proceed. Because if we are going to argue based on the rules, we will take a lot of time. Its either we vote or we don't vote, then a question should be put and we proceed that way. That's the best way to do it. Thank you.
PLUSIEURS HONORABLES MEMBRES:

Monsieur le Président ! Monsieur le Président!
UN HONORABLE MEMBRE:

S'il vous plaît, il faut bien qu'on vous explique. Nous avons préparé ce vote. Tous ces problèmes ont été évoqués. Mais quand on veut être Président d'une organisation comme la nôtre, le candidat, même s'il est seul, il faut sache poids électoral et c'est pour cela qu'on vote.
(Applaudissements)

Ce n'est pas la première fois. De quel poids il pèse ! Mais si on applaudit parce qu'il est seul candidat, le Règlement prévoit que le candidat doit être élu à la majorité simple. Nous avons trouvé cette formule que le Secrétaire général vient de vous lire et je crois que cela ne gêne personne. Il n'y aura aucun problème.

Je crois qu'il faut avancer.
(Applaudissements)
PLUSIEURS HONORABLES MEMBRES:

On avance ! On avance!
UN HONORABLE MEMBRE:

Merci.

Maintenant, je vais demander à l'Honorable Bethel Minamika AMADI à se présenter à nous.

Monsieur, vous avez la parole.
(Applaudissements).HON. BETHEL AMADI [NIGERIA]:

My distinguished and hon. Colleagues, your Excellencies, Mr Chairperson, Members of the other Committees and Members of the Bureau, it is with honour and a privilege that I present myself here today for the Presidency of this very great legislative body.

After years of private law practice in my country, Nigeria, I was elected to the House of Representatives in 2003 and was re-elected in 2007 and 2011. I have been majority Chief Whip of my national Parliament and I currently serve as Chair of the National Plenary Economic Development Committee of the House of Representatives. I have been a Member of the Pan African Parliament (PAP) since 2007 and I have had the honour and privilege to serve, since 2009, as the First Vice-President in charge of legislative duties. I have been in that position involved in the transformation process of the PAP and the amendment process of our Protocol.

Under the leadership of His Excellency, Hon. Dr. Idriss Moussa Ndele, I have had the opportunity to represent the PAP at several high profile delegations and I am, therefore, convinced that I have acquired, over these years, the required knowledge, experience and capacity which, if you are supposed to lead the PAP to the next level, ought to possess.

If by the special grace of God I am elected today, I pledge to run an all inclusive administration where the well-being and dignity of every Parliamentarian shall be guaranteed, as we work to build a strong institution. I will focus, if I am elected as President, on the Parliamentary transformation to give the PAP legislative powers in defined areas. We shall ensure the completion of this process over the next three years. We shall work towards the finalisation of the structure of the PAP that will endow the PAP with a Secretariat that can support its specialised and peculiar line of work as a Parliamentary institution.

We shall work to provide job security for our staff and create an enabling environment for our workers to excel to build a highly competent and professional workforce. I will also revisit the Report of the Committee for Administration and Financial Evaluation (CAFÉ) on staff distribution to ensure that regional and gender balances are achieved, especially with new recruitment. I will work hard to implement internal audit financial processes and modernise our financial regulations to ensure that we achieve transparency and accountability. I also believe that if we achieve transparency and accountability in our accounting processes, we will be able to attract more funds from our donor partners and this will help us to carry out our functions optimally.

Hon. Colleagues, if I am elected, today, I pledge to work towards improving the welfare of the hon. Members of this Parliament and make the respect and dignity and well-being of every hon. Member of this Parliament the emphasis of my tenure in office. We will ensure that your health insurance policy that has been outstanding is immediately implemented.

Applause

HON. BETHEL AMADI:

We will revisit the issue of the class of travel of our hon. Members of Parliament. We believe that despite the fact that we are working very hard for a poor continent, if our colleagues in the Africa Union Commission (AU) and civil servants are travelling in a particular class, we, the hon. Members of Parliament, from our national Parliaments should be entitled to the same class of travel.

We will work towards restoring the capacity of the PAP to carry out its own independent election observation missions in order to meet our main mandate, which is the promotion of the principles of good governance, transparency and accountability in member states. Hon. Colleagues, we will also work towards re-organising our Committees so that they can function all year round through the appointment of permanent Committee Clerks to ensure that we have retention of institutional memory in our Committees. Hon. colleagues, the issue of the visibility of the PAP and the need to create awareness of our programmes across the continent will be a major step for us in the new Bureau.

If I am elected, hon. colleagues, I believe that we will work hard to ensure that the PAP has a loud voice on the issues afflicting our continent. Our statesmen, at all times, should be clear and in support of continued democratic practices and development in our continent. We will need to be informed fully that the people of Africa that we represent should be clearly up-to-date on what work we are doing on their behalf. We will, therefore, work towards strengthening our collaboration with the various organs of the AU with the national Parliaments and regional Parliaments and all our partners who are supporting the work that we do.

Hon. colleagues, this is something that I nor the Bureau can do alone. We require the support and the help of each one of us. If we are committed to a process of enhancing our Parliament, I believe that, together, we can build a stronger institution that we can all be proud of.

I thank you and God bless you.

UN HONORABLE MEMBRE:

Merci, Honorable Bethel Amadi.

À présent, je demande aux assesseurs d'organiser le vote et que le vote commence immédiatement.

À vous de jouer. Merci!

UN HONORABLE MEMBRE:

Procédure, Monsieur le Président!

Je ne sais pas pourquoi l'Administration refuse la procuration. Il y a des députés qui sont absents pour des raisons valables, ils envoient des procurations et l'Administration nous dit que la procuration n'est pas admise, parce qu'elle ne figure pas dans le Règlement intérieur. Mais en droit qu'est-ce qu'on dit?

UN HONORABLE MEMBRE:

Chers Collègues,

Cela n'est pas de mon ressort. Nous sommes ici chargés d'organiser une élection. Les procédures sont fixées par l'Administration. Nous ne pouvons pas ici, mettre ça en débat.

UN HONORABLE MEMBRE:

Non ! Monsieur le Président,

Je ne suis pas d'accord. Il y a un Règlement intérieur. Le Règlement intérieur prévoit les conditions de vote. Dans toute organisation, dans toute élection, il y a des procurations ou il n'y en a pas. Le règlement intérieur dit quoi ? L'Administration doit répondre.

UN HONORABLE MEMBRE:

Mes Chers Collègues,

Nous sommes ici pour voter notre Président. Je crois que les procédures vous ont été indiquées. Le problème de procuration ne relève pas notre compétence, nous ne dirigeons pas le Parlement.

Remettez ça à plus tard!

UN HONORABLE MEMBRE:

Non, Monsieur le Président,

Vous dirigez le vote. Moi, j'ai une procuration et celui qui m'a envoyé sa procuration veut que sa voix compte dans le vote d'aujourd'hui. C'est normal !

UN HONORABLE MEMBRE:

C'est une affaire technique, je demande au Secrétaire Général de vous répondre. Merci.

UN HONORABLE MEMBRE:

Bon, le Secrétaire Général répond à la question.

HON. MEMBER:

On a point of order.

THE CHAIRPERSON:

A point of order is raised.

HON. MEMBER:

Hon. Chairperson, with your permission, I would like to read, again, Rule 16.6. The whole of Rule 16 is dealing with elections of the members of the Bureau. All the paragraphs in Rule 16 and in 16.6 address the matter that has been raised. It states as follows:

"The elections shall be by secret ballot and a simple majority of members present and voting."

HON. MEMBER:

Finish! Why do you want to complicate something?

UN HONORABLE MEMBRE:

Merci!

Je demande à ce que le vote commence.

Mesdames et Messieurs les assesseurs!

THE CLERK:

Hon. Chairperson, we are going to start with the first row on the left. When the hon. Members go to register, they must go with their badges because the person who is registering the member should look at the member's face and the badge, so come with your badge.

HON. MEMBER:

Why do you not distribute the secret ballot while we are sitting?

THE CLERK:

Thank you very much, hon. Members. It looks like we have finished. We just want to make sure that hon. Members have voted just in case there are any who have not yet voted. Is there any member who has not yet voted?

There was no indication

THE CLERK:

In that case, we are going to proceed to count. We are going to empty the ballot papers from the box, which is in front of you and is transparent. We are going to empty its content onto this table on my left for counting. So, that is what now we are proceeding to do, to count. You can open it.

Counting of hon. Members signatures in the signature book

THE CLERK:

Hon. Members we have 163

Members voting, as per the signature book. We are now going to count the actual votes, which are in front of us to see whether they correspond to the 163.

Counting of the ballots

THE CLERK:

The total number of votes in front of us corresponds to the total number of votes that you have signed for. We will now open each vote and then read out the results. From there, we will heap them according to the way you voted.

Vote counting in process

THE CLERK:

Hon. Members, there are only two types of votes here, blank votes and those for for Hon. Amadi. We will then quickly count the votes for Hon. Amadi and the blank one. We will then total them to correspond with the number that we have.

HON. MEMBER:

Count the blanks and subtract from the total. Do not waste our time.

Counting the blank votes

THE CLERK:

Hon. Members, there are 141 votes for Hon. Amadi and the blank ones are twenty-two. The total is 163. So, it tallies with the registration.

HON. MEMBER:

On a point of order.

THE CHAIRPERSON:

Please, please. I cannot allow that point of order because voting is finished.

THE CLERK:

Thank you very much, hon. Members. It looks like we have finished. We just want to make sure that hon. Members have voted just in case there are any who have not yet voted. Is there any member who has not yet voted?

There was no indication

THE CLERK:

In that case, we are going to proceed to count. We are going to empty the ballot papers from the box, which is in front of you and is transparent. We are going to empty its content onto this table on my left for counting. So, that is what now we are proceeding to do, to count. You can open it.

Counting of hon. Members signatures in the signature book

THE CLERK:

Hon. Members we have 163 Members voting, as per the signature book. We are now going to count the actual votes, which are in front of us to see whether they correspond to the 163.

Counting of the ballots

THE CLERK:

The total number of votes in front of us corresponds to the total number of votes that you have signed for. We will now open each vote and then read out the results. From there, we will heap them according to the way you voted.

Vote counting in process

THE CLERK:

Hon. Members, there are only two types of votes here, blank votes and those for for Hon. Amadi. We will then quickly count the votes for Hon. Amadi and the blank one. We will then total them to correspond with the number that we have.

HON. MEMBER:

Count the blanks and subtract from the total. Do not waste our time.

Counting the blank votes

THE CLERK:

Hon. Members, there are 141 votes for Hon. Amadi and the blank ones are twenty-two. The total is 163. So, it tallies with the registration.

HON. MEMBER:

On a point of order.

THE CHAIRPERSON:

Please, please. I cannot allow that point of order because voting is finished.

LE PRÉSIDENT:

Honorables Membres,

Je vous demande de se lever pour une minute de prière pour remercier le bon Dieu de nous avoir conduit une élection dans la transparence et dans la douceur.

(Une minute de prière observée)

Merci!

Asseyez-vous!

Honorables Membres,

Distingués Invités,

Au moment où nous venons d'élire notre nouveau Président, il me plaît en cette circonstance heureuse, d'adresser à mon successeur toutes mes sincères félicitations et tous mes vœux d'encouragement pour la fonction qui est désormais la sienne, celle du Président du Parlement panafricain, Honorable Bethel Amadi.

(Applaudissements)

Monsieur le Président,

Votre présence comme membre du Bureau du Parlement panafricain et votre présence dans l'ancien Bureau, comme Premier Vice-président, sont pour vous des atouts importants qui vont vous aider à présider cette Institution qui entame sa troisième législature avec l'installation du nouveau Bureau que vous aurez la lourde et exaltante responsabilité de conduire pendant trois années.

Je ne doute pas un seul instant de votre capacité à présider notre Parlement continental, mais je tiens à vous dire que des dossiers importants vous attendent sur votre table de travail.

Je vais, entre autres, citer la ratification de nouveaux protocoles pour lesquels vous avez contribué à faire avancer, en prenant part à certaines réunions d'experts.

L'autre défi sera de moderniser l'Administration et de motiver le personnel à s'adonner au travail.

Encore une fois, Monsieur le Président, je vous réitère toutes mes félicitations et tous mes vœux d'encouragement en vous disant bon succès.

(Applaudissements)

Monsieur le Président,

Honorables Membres,

Distingués Invités,

C'est pour moi l'occasion de remercier, en cette circonstance particulière, et à un moment historique de notre Parlement continental, toutes les personnalités qui nous ont accompagné durant notre mandature, en tête desquels les trois Chefs d'États qui ont honoré le Parlement panafricain de leur présence et sans oublier les autres Chefs d'États qui m'ont accordé des audiences pendant les plaidoyers de la transformation.

Permettez-moi de citer Leurs Excellences:

- Jacob Zuma, Président de la République d'Afrique du Sud;
- Idriss Déby Itno, Président de la République Tchad;
- Meles Zenawi, Premier Ministre de la République Fédérale d'Éthiopie;
- Son Excellence Blaise Compaoré, Président de la République du Burkina Faso qui a toujours affiché sa disponibilité à l'endroit du Parlement panafricain;
- Son Excellence Denis Sassou Nguesso, Président de la République du Congo pour tous les soutiens apportés à notre Institution;
- Son Excellence Abdoulaye Wade, ancien Président de la République du Sénégal qui s'est engagé à faire le plaidoyer de la transformation du Parlement auprès de ses pairs;
- Son Excellence Jerry John Rawlings, ancien Président du Ghana et Ambassadeur du Parlement panafricain pour la transformation.

Honorables Membres,

Mesdames, Messieurs,

En arrivant à la présidence du Parlement, je m'étais fixé, entre autres, pour objectif de rétablir les relations avec les autres organes de l'Union.

C'est ainsi que nous avons eu les visites du Président de la Commission, de son Vice-président, du Président de la Cour Africaine de Justice et des droits de l'Homme, du Président de l'ECOSOC, des Directeurs Exécutifs du NEPAD et du MAEP, sans oublier les Commissaires de la Commission de l'Union africaine, en tête desquels, je tiens à citer la Commissaire aux Affaires politiques et le Commissaire en charge de la Paix et de la Sécurité de l'Union africaine.

Mes Chers Collègues,

Je voudrais profiter de ce temps fort, pour réitérer à tous, à tous nos illustres invités, tous nos remerciements et notre profonde reconnaissance.

Honorables Membres,

Mesdames et Messieurs,

Je ne serais passé sous silence tous nos partenaires au développement, qui ont toujours su être disponibles à nos côtés, pour nous accompagner chaque fois qu'ils ont été sollicités.

Permettez-moi de citer la Commission de l'Union européenne, la GIZ, l'ICBF, le PNUD, l'AWEPa et d'autres que je ne saurais certainement oublier.

À tous mes Collègues Membres du Parlement panafricain, les anciens, les nouveaux, j'adresse mes remerciements, les plus sincères et fraternels, pour tous les soutiens que vous avez apportés durant notre mandature, malgré certains points de divergence qui nous ont opposé lors de nos débats en plénière. Ces débats que je qualifierai de constructifs, sont un point d'honneur pour le Parlement panafricain.

Aux autorités sud-africaines, pays hôte du Parlement panafricain, j'adresse mes remerciements pour toute l'attention qu'elles ont accordée pour faciliter l'exécution de mes tâches et pour toute la franche collaboration qui a existé entre nous durant tout notre mandat.

Je lance un vibrant appel pour leur demander de continuer à soutenir le Parlement, comme ils l'ont toujours fait.

À mes Collègues, Membres du Bureau, à chacun de vous, je ne trouve pas les mots pour exprimer ce que je ressens au moment où nous allons passer le témoin au nouveau Bureau. Je ne retiens que les moments forts qui ont caractérisé nos travaux tout en respectant nos divergences à certains moments.

Je retiens également l'esprit de solidarité qui nous a animés durant ces trois années.

À vous tous, je dis merci pour le respect dont vous avez toujours fait montre en mon endroit et votre disponibilité à toujours exécuter les tâches que je vous déléguais.

Permettez-moi de vous dire merci et bonne chance dans vos nouvelles entreprises.

(Applaudissements)

Enfin, à tout le personnel du Parlement panafricain, je ne trouve pas les mots justes pour exprimer mes remerciements et ma profonde gratitude pour le travail accompli durant le mandat du Bureau. Vos attentes n'ont pas toujours trouvé un écho favorable auprès de nous, je puis vous encourager simplement à œuvrer davantage à faire de l'Administration du Parlement panafricain une administration forte, compétente.

Je termine en disant merci pour votre dévouement et vous exhorte à aller de l'avant.

Je vous dis au revoir tout en restant membre du Parlement panafricain.

(Applaudissements)

Vive le Parlement panafricain!

Vive l'Afrique!

Je vous remercie.

(Applaudissements)

Honorables Membres,

J'ai l'honneur et le privilège d'inviter l'Honorable Bethel Amadi, Président élu du Parlement panafricain à prêter serment.

(Applaudissements)

The following Member took the Oath of Allegiance:

Hon. Amadi Bethel

Applause

THE PRESIDENT:

Hon. Colleagues, the House shall now proceed to the election of the four VicePresidents in accordance with Rule 16 of our Rules of Procedure. I, therefore, now call on the Clerk of Parliament to explain the voting procedure.

THE CLERK:

Hon. President, concerning the election of the Vice-Presidents, first, I would like to make an announcement of withdrawals.

Firstly, Hon. Sumar Highsale from Western Sahara has withdrawn. The second withdrawal is that of Hon. Massounga Nono from the Central Region. So, this means that we have one candidate from the North, the Central, two from the East and two from the South. However, owing to late withdrawals, we are unable, in one case, to delete the name. However, now that you know that there has been this withdrawal, I hope that we will not mislead you in the case of the Northern and the Central regions, as they both have only one candidate each.

As far as the procedure is concerned, as the President has said, we shall follow Rule 16. I will start from Rule 16, which reads:

"Sub section (6): the elections shall be by secret ballot and simple majority of the members present and voting."

I think we have already dealt with this one.

"Sub section (7): where no candidate obtains a required majority or in the event of a tie, a second ballot shall be conducted but shall be restricted to the two candidates who obtained the highest or equal number of votes at the previous ballot.

"Sub section (8): at all times, the Vice-Presidents and the President shall represent all regions of Africa and there shall not be more than one member of the Bureau from the same region."

So, the Bureau at all times will represent all the regions, including the President.

"Sub section (9): in a general election where all the candidates elected as Vice-Presidents are of the same gender; the candidate of the opposition gender with the highest number of votes shall replace the winner from that region."

So, if these four regions, besides the West, all have elected four women, as a scenario; because we need the other gender, as we cannot have one gender. The candidate of the opposite gender with the highest number of votes, in this case, the man, although four women are the ones who are elected, shall dislodge the women in that region. Maybe, let us use a scenario that is more likely. If, in this election, men only are elected in the North, Central, East and South, and there is no woman, we will look for a woman, as the President is a man and we need a woman. In this case, we have two from East and South. The one between these two who has the highest votes compared to the other will dislodge the man in that region. If that woman is the one in the East, she will dislodge the man in the East. If she is a woman in the South, she will dislodge the man in the South. So, that will be the scenario.

Interruptions

THE CLERK:

Yes, I wanted to explain that.

Now, in terms of the actual process, from my left, the first box is Central. This colour represents Central. So, each member will come, the way we have done from the first roll, you will register with your bulge or identity book. You have to take all four ballot papers, representing all four regions because you have to vote for each of them. You will vote for your choice and then you will come here, you will drop according to the colours. However, if by error, because error happens, you drop in a wrong box, it does not mean that, that ballot is lost. We will sort it out by putting it in the right pack. We will not throw it away, but it is for convenience that we would like to you to drop it in the accurate box. So, that is the process and, as we said, we will start from the front roll and hon. members will come forward, register and then vote.

Thank you, Sir.

UN HONORABLE MEMBRE:

S'il vous plaît, on n'a pas bien compris.

HON. MUSTAFA ELGANDY [EGYPT]:

#####/#####
:#####
2005 #####

#####

.##### ##### ## ##### .##### ##### #####

- ##### ##### ##### ## ##### ##### ## ## #####
- #####
##" :##### ##### ## ## ##### ##### ##### ##
##" ## ## ## ##

##

PRESIDENT:

Now, we call on Hon. Bahari Ali from Kenya.
HON. ALI BAHARI [KENYA]:

Mr President and hon. Members, I am greatly privileged to present myself to this august house. I am a Kenyan citizen, an African and I have been a member of the Pan African Parliament (PAP) since 2008.

I have an Economics background with Honours and a Post Graduate Diploma in Management. I have worked for fifteen years in various organisations while dealing with the private sector from the airlines to the manufacturing sector and I rose to the position of Director of Human Resources in a multinational company that is globally known as Firestone.

During all my time I have been a dedicated worker up to the last day. My previous employer, before I joined politics, whom I worked for the last nine years gave me the advantage to work until the last day before I reported to Parliament. This was because of the trust that bestowed upon me.

At the Pan African Parliament (PAP), I am the Vice Chairperson of the Finance Committee, which we have steered very well with my colleagues, and I am also a member of the Committee on Administration and Financial Evaluation (CAFÉ), the trust that this House bestowed in me.

As East African caucus, maybe, before I come to that, it is good to be here long, and I appreciate that because you gain a lot of experience, but it is also better if you look at your contributions to this institution. For the four years that I have been here, all of you know very well that I have been in the forefront of the transformation of the PAP into a legislative body, this house will bear witness. That is my culture. I am innovative and will work with the Bureau, once elected today, to ensure that we push this institution to the next level. I am a dedicated member of the PAP who has never missed any session.

My brothers and sisters from East Africa, I want to congratulate you, today, firstly, for having presented women representatives to the Bureau in the three consecutive votings; Madam Mongela, Mary Mugenyi and Françoise Labelle. Congratulations.

Applause

HON. ALI BAHARI:

We appreciate that. We have no apologies, we have no regrets and we are proud of that.

Applause

HON. ALI BAHARI:

I want to congratulate you, again, for allowing, for a change and this time, by trying your son unanimously.

Applause

HON. ALI BAHARI:

I have no doubt this is a great caucus, which I believe is ahead of the rest. It is this mileage that we want to explore, today, with the rest of the membership of the PAP. Rest assured that as you give me your votes, I will be frank, fair and forthright in all my undertakings.

Thank you very much and ay God Bless you.

Applause

THE CLERK:

Thank you very much, Hon. Members. Now, we shall call, from the same region, Hon. Juliana Kantengwa from Rwanda.

HON. JULIANA KANTENGWA [RWANDA]:

Thank you, Mr. President. Allow me to congratulate you. Mr President, the outgoing President, Dr. Idriss Ndele, who has led us so well, the outgoing Bureau, hon. men and women Members of the PAP, it is my pleasure to greet you first of all and thank you for giving us this platform of encouraging women in Africa and we, from the east, have decided to promote our women whenever we can, especially capable one.

Thank you very much. I joined the PAP at its inception in 2004. I have served on the Committee of Co-operation as its member, later as its Vice-President and later headed it. During my tenure here, I have also headed the East African Caucus, so I know how these women come up.

Mr. President, my work at the PAP is well known. I am among those who motivated the first ever fact-finding mission to Dafur...

Applause

HON. JULIANA KANTENGWA:

... when everybody was shouting that genocide was being committed there. We insisted on sending a mission there to verify. The first ever election observation mission that the PAP sent was to Kenya. Being a neighbor of Kenya, I knew the dynamics, even the African Union (AU) was caught off hand and did not send any observer mission. We insisted and I prevailed then on the Bureau that there were problems in Kenya and we sent the first pilot mission to Kenya. I was among them.

Next Mr. President, you all know that, we in the Committee of Co-operation have been insisting on the need to know what is happening in the Saharawi. I lead the first solidarity mission to the Saharawi. The Report which I presented to the outgoing Bureau, the previous Session, you all appreciated. I wish to thank you for that and the confidence you have in me in carrying out the work of the PAP.

I hail from Rwanda, a country that has Parliament of 56 per cent representation of women. I joined in 1999 when we were only we were only at 25 per cent. I am among the team of women that worked for the transformation of the landscape of the Rwandan Parliament to ensure that Rwandan women were given equal representation and we did that through our Women's Caucus. We mobilised women across the country and made a submission to the constitutional Commission that allowed the Rwandans to make a Constitution that was very engendered. That is how we came up with the 56 per cent provision.

Mr. President, among the other achievements I have made at my Parliament, I forgot to mention, is that I head a prestigious Committee on Trade and Economy in Rwanda. When I talk about heading this prestigious Committee, I am referring to the kind of Parliament, which I serve, whose legislative reforms it has been carrying out has

tremendously impacted our economy such that it is now one of the fast growing in the region, one of the four most investment destinations in Africa and we reduced our poverty levels by 12 per cent just in the last five years.

All this is because of the kind of legislative reforms that we have been undertaking. I have taken you back to this to inform that you, Mr. President, that much as you have been elected, for you to be able meet the challenges of the PAP ahead, you need a transformational leadership and here I am with the experience of that transformation. I was educated in Uganda at Makerere the and Nairobi universities in Veterinary Medicine where I attained a Masters, but thereafter I went to Redding University for my doctorate in Philosophy (PhD) in Livestock Economics and Epidemiology but I was unable to complete it, as the genocide of 1994 in Rwanda compelled me to stop.

HON. NKODO DANG ROGER [CAMEROUN]:

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Félicitation pour votre brillante élection.

Chers Camarades,

Mes Chers Collègues Députés Panafricains,

Quand je parle de l'Afrique, c'est avec la main au cœur, parce que nous connaissons tous les problèmes que connaît l'Afrique.

Berceau de l'humanité, l'Afrique est reléguée au dernier plan. L'Afrique, c'est le continent de la maladie, de la faim, de tous les fléaux.

Je me présente à vous aujourd'hui comme le candidat de la nouvelle dynamique et de l'action.

(Applaudissements)

Permettez-moi, à cet effet de dire, du fond de mon cœur, merci aux deux précédents Bureaux qui ont eu l'insigne honneur de diriger notre Institution. Il s'agit des dignes fils et fille panafricanistes de notre continent: Madame MONGELLA Gertrude et plus tard du Dr Idriss NDELE Moussa que je félicite pour le travail qu'ils ont abattu.

(Applaudissements)

Ce travail mérite d'être pérennisé. Nous devons consolider les acquis de ce travail. Nous devons amener notre Parlement de l'avant. C'est pour cette raison que je me présente à vous comme le candidat de la nouvelle dynamique et je me présente également à vous comme originaire du Cameroun. Je suis de nationalité africaine, originaire du Cameroun, de l'Afrique centrale.

Je voudrais être votre candidat au Bureau de notre Parlement, au poste de Vice-président, pour contribuer de la plus belle manière au côté du Président élu, à ce que les objectifs qu'il se sera assignés, puissent être atteints.

À ce sujet, je veillerai à ce qu'un parlement, c'est d'abord quoi ? Un parlement c'est d'abord, les députés. Si les députés ne travaillent pas à l'aise, le travail parlementaire ne peut pas être visible.

(Applaudissements)

Je veillerai à ce que nous rendons nos députés plus à l'aise pour qu'ils puissent faire le travail qu'ils sont venus faire.

Deuxièmement, pour qu'un parlementaire travaille bien, il lui faut une bonne administration. Je veillerai également auprès du Président pour que nous ayons une administration futuriste.

Pour qu'un parlement puisse bien fonctionner, il faut que ce parlement continue, comme les autres l'ont fait, à harmoniser ses relations avec les organes de l'Union africaine, avec les fora parlementaires nationaux, avec toute la société civile et avec tous les autres organes législatifs. J'y veillerai.

Je veillerai également à ce que nous ne soyons plus relégués au dernier plan, lors des Sommets des Chefs d'États. Nos résolutions doivent être prises en compte, parce que nous sommes l'émanation du peuple profond.

À ce sujet, je voudrais enfin me présenter à vous.

Je suis Diplomate de formation. J'ai une Maîtrise en Relations internationales, option Diplomatie. J'ai exercé dans les organisations internationales de 1992 en 2002. En 2002, je rentre en politique et je suis élu député de chez moi.

En 2003, je suis élu au Bureau de l'Assemblée nationale.

En 2003, je suis nommé Conseiller du Président de la République pour les affaires judiciaires,

En 2007, je suis réélu député à l'Assemblée nationale. La même année je suis réélu au Bureau de l'Assemblée nationale et suis désigné pour conduire la délégation camerounaise au Parlement panafricain où j'ai prêté serment et j'y exerçais dans la Commission Permanente de la Coopération, des relations internationales et de Règlement des conflits. Tout le monde, mes collègues de cette Commission connaissent mes prises de position.

Enfin, je n'ai pas fait que cela, j'ai exercé aussi dans le social. Je me suis engagé dans les organisations qui œuvrent pour le bien-être de la jeune femme et des jeunes de manière générale.

Donc, si ma sœur NONO s'est retirée, c'est parce qu'elle connaît mon engagement au sujet des problèmes de femmes. Je veillerai à ce que les problèmes de femmes soient résolus. Je ne pourrai pas aller loin, chers collègues, je vous remercie pour votre aimable attention et du vote que vous voudriez bien apporter à votre humble serviteur.

*Shukran! Asante sanam! Obrigado! Gracias! Je vous remercie beaucoup.
(Applaudissements).*

HON. JORUM GUMBO [ZIMBABWE]:

Thank you, Mr. President, our outgoing visionary President, Dr Idriss Ndele Moussa, staff, fellow Parliamentarians, Ladies and Gentlemen.

I am going to be very brief. I have presented myself to you before and most of you know me. My name is Jorum Mc Donald Gumbo. I am an hon. Member of Parliament from Zimbabwe. I joined the Pan African Parliament (PAP), in 2004, at its inception. At that time, I became a member of the Committee on Trade, Customs and Immigration. I was also elected the Vice Chairperson of the Southern African Regional Caucus.

These are my academic and professional qualifications. I hold a PhD in Policy Studies, Masters Degree in Business Administration, Bachelor of Communications Degree, Bachelor of Administration Degree and I am also a holder of a Chartered Institute of Secretaries certificate.

Applause

HON. JORUM GUMBO:

I also hold a degree in Personnel Management, a certificate in London Institute of Commerce and Industry (LCCI). I have several other certificates. The list is very long.

Interruptions

HON. JORUM GUMBO:

During the time that I have been with the PAP, I have been assigned by the various outgoing bureau to head and overshadow the Department of Finance.

As you are all aware, when we took over, there were problems in that department, but with the guidance of the Bureau, the support of the staff and the Committee on Finance, we managed to arrange ourselves as the PAP and complied with the financial rules and regulations of the AU. Hence, today, we can be proud to say we have complied with the rules, there is still more to be done, but we have now come to a situation whereby, we can hold our heads high because our rapport with the AU, in relation to financial matters, is now well respected.

There are still challenges, which I am talking to you about as an outgoing Member. The PAP has to face and address these challenges. They include travel for hon. Members of Parliament, the staff structure which you have to look into, the per diems, as recommended by the heads of state which have not been implemented for the Members of Parliament, and the implementation of the Protocol, the legislative powers that we are fighting for, which is referred to as the transformation. I promise to keep or promote positive elections with the AU Commission and other AU organs if I am re-elected.

Let me say, in conclusion, that let the best candidate win to represent this elite Parliament of Africa.

Applause

HON. JORUM GUMBO:

This is a Parliament that the continent is proud of and let us have it represented by people who we can be proud of. Let me put it this way, any organisation's image depends on the leadership that you provide. You are looking at one.

Applause

THE CLERK:

I thank you very much.

Applause

HON. KASINGO L. LOIDE [NAMIBIA]:

Thank you, hon. Members, and congratulations Hon. President.

I am standing before you to humbly request you to elect me to the position of Vice-President of the Pan African Parliament (PAP). I am Loide Kasingo, hon. Member of Parliament from the National Assembly of the Republic of Namibia. I joined the PAP in 2006. Since then, I have served as a hon. Member of the Committee on Co-operation, International Relations and Conflict Resolution as well as the Committee on Administration and Financial Evaluation (CAFE). Hon. Members, as you know, our country Namibia is an independent product of continental solidarity and support. During our liberation struggle for freedom and independence, we received support from the whole of the African continent; from north to south and east to west. Therefore, as I am standing here for you to elect me, I represent the whole of the African continent.

Applause

HON. KASINGO L. LOIDE:

Hon. Members, I have got a bachelors degree in law and various diplomas in marketing and trade unionism. I was involved in trade union activities before Namibia's independence and we waged a two edged strategy to fight for the rights of workers as well as independence and we succeeded.

Applause

HON. KASINGO L. LOIDE:

Before I started my political career in 1996, as I have stated, I was involved in different capacities in trade unionism where I gained the art or skill of negotiation. From 1996 to 2004, I was appointed first as Deputy Minister of Regional Local Government and Housing and then as Deputy Minister of Home Affairs for five consecutive years. As from 2005 to date, I have been a Member of the National Assembly of the Republic of Namibia. I have served as a Chairperson of the Committee on Constitutional and Legal Affairs. I was also a member of the Southern African Development Community Parliamentary Forum (SADC-PF) from 2005 to 2007. Now, I am a Deputy Speaker of the National Assembly of Namibia.

Applause

HON. KASINGO L. LOIDE:

Hon. Members, noting the aforesaid experience, I can reasonably submit to you that I have sufficient experience and capacity in all three organs of the state; the judiciary, legislature and, indeed, the executive. I belong to the ruling or governing party in my country and serve as a member of the executive committee.

Hon. Members, you may recall that since I joined the PAP, I have consistently defended the sovereignty of Africa, focusing on the need for unity. Furthermore, I have been emphasising on the need to strengthen the AU institutions. The transformation of PAP into a fully fledged legislative body is one of the activities I am going to embark on if you elect me.

Applause

HON. KASINGO L. LOIDE:

I will strive for the upholding of accountability and transparency in all our undertakings. I will also work vigorously with other hon. Members of the bureau towards financial self-sufficiency and will stand squarely to promote gender equality.

Applause

HON. KASINGO L. LOIDE:

Last, but not least, you may recall that since the establishment of the PAP, there was no female representation in Southern Caucuses but I am now part of these meetings. I am not just a woman, but I can do the job.

Laughter

HON. KASINGO L. LOIDE:

Arise the spirits of our forefathers. Long live the living legend, Comrade Nelson Rolihlahla Mandela. Long live...
THE PRESIDENT:

Honourable colleagues, we have heard from all of our candidates. We will now proceed with the voting. The Clerk will announce the order of the process.

THE CLERK:

Hon. Members, we had already indicated that we will start with the first roll.

Interruptions

THE CLERK:

Okay, I have been asked to start on the other side.

Applause

THE CLERK:

I am going to start on my right, first roll. (*Interjection: No, go ahead, its ok, its fair!*) Thank you.

(Voting in process)

THE CLERK:

We would like to find out whether everybody who wanted to vote has done so.

Thank you.

Interruptions

THE CLERK:

We would like to find out if there is any other person who has not voted. In that case, we are going to start counting. The counting will be per box, per region. We count one box and finish and move onto another one. So, we are going to start with Central Africa.

Hon. Members, we will begin the count. This time we will open, read and count right away so that we make for time. We are starting with the Central Caucus.

Vote counting for Central Caucus THE CLERK:

We will count the two votes now. Votes for Hon. Nkodo Dang Roger are 139 and then blank votes twenty-four.

Applause

THE CLERK:

Now, we are opening the Eastern Caucus. For the Eastern Caucus, we have Hon. Bahari and Hon. Katengwa.

Vote counting in progress

THE CLERK:

We have two votes which have marks. We have one, there is a with a zero against a name and an X on another name.

Interruption

THE PRESIDENT:

The vote is void.

THE CLERK:

We have one where somebody has marked a name and then crossed it and then marked another name.

Interjection: Invalid!

THE CLERK:

Okay, so are now we are going to do the counting. We will start with the invalid.

Invalid votes	2
Blank votes	14

Hon. Katengwa's votes	78
Hon. Bahari's votes	68
<i>Total</i>	162

THE CLERK:

Now, the Northern Caucus. Sorry, let us finish that business first. We need to reconcile the numbers.

Interruption

THE CLERK:

Sorry, we just want to finish this box first because we have to determine how many votes were cast, how many were not cast and so on and so forth. Thereafter, we can determine if there is a simple majority. Each Vice - President must get a simple majority.

Okay, these are the number we have. We need to understand that each person has to get a simple majority. It is important, just like we did with the President. This means that each Vice-President has to obtain eighty-three votes. The following are the votes:

Hon. Katengwa	78
Hon. Bahari	68
Blank votes	14
Invalid votes	2
Total	162

So, we now move to another one, the Northern Caucus.

HON MEMBER:

Ce n'est pas clair. On n'a pas compris. Où est le problème ?

THE PRESIDENT:

We are now in the Northern Caucus.

(Counting of votes in progress)

Votes are as follows:

Invalid votes	3
Blank votes	50
Honourable Suleiman	8

Honourable Elgandy	101
Total	162

Interjection: Can you repeat the scores, Sir!

Okay, total number of votes is 162. We move to the last caucus, the Southern Caucus.

Vote counting in progress

We will start with the spoil votes.

Invalid votes	3
Blank votes	24
Honourable Kasingo	85
Honourable Gumbo	51
Total	163

Interjection: Mr. President.

THE PRESIDENT:

Yes, Honourable.

HON. MEMBER:

Since you are the Elections Officer, are you going to announce the results?

THE PRESIDENT:

I am waiting for the results to be tallied and brought to me in writing.

HON. MEMBER:

Thank you very much, Mr. President.

THE PRESIDENT: Thank you.

Let the lawyers in the House come together.

THE CLERK:

Sorry, Hon. Members, what we are doing now, the President wants us to indicate per person, how many did they got, how many spoiled paper per person, how many were blank and that what we are doing now. He doesn't want totals only, we have the totals but he wants the history of each person. So, that it what we are doing now.

Interjection: Information.

THE PRESIDENT:

Yes, Honourable, information on what?

HON. MEMBER:

Thank you, Sir. We have some observations on the rules. As a matter of information Mr. President with all due respect, I am sure that each of us here came from a democratic country and therefore we follow the democratic principles with regards to elections. There are two basic rules governing elections, the simple majority which is the first part of...

THE PRESIDENT:

Honourable Member, the results have not been announced yet. So, you will hold your peace. Thank you.

HON. MEMBER:

Sir, I am not talking about the system.

THE PRESIDENT:

We shall not engage in any debate until we announce the results.

Distinguished, hon. colleagues, I have received the tallied results of the elections conducted this afternoon.

The total number of votes cast for North Africa were 163 votes broken down as follows:

Hon. Elgandy	101
Blank votes	50
Spoil votes	3
Hon. Suleiman	8

Hon. Elgandy is hereby declared elected.

Applause

The total number of votes cast for Central Africa were 163, broken down as follows:

Hon. Nkodo Roger	139
Blank votes	24

Hon. Nkodo Roger is hereby elected.

(Applause)

The total number of votes cast for Southern Africa were 163, broken down as follows:

Hon. Kasingo	85
Hon. Gumbo	51
Blank votes	24
Spoiled votes	3

Hon. Kasingo is hereby elected.

Applause

The total number of votes cast in Eastern Africa 162, broken down as follows:

Hon. Bahari Ali	68
Hon. Juliana Katengwa	78
Blank votes	14
Spoiled votes	2
Total	162

According to our rules of procedure, Rule No. 16, sub-section 6; Elections shall be by secret ballot and simple majority of members present and voting. Simple majority is defined in Rule No. 1 of the House Rules; simple majority means 50 per cent plus 1 and absolute majority has a corresponding meaning. Honourable Colleagues, therefore, basing on our rules, the Eastern election did not produce a simple majority plus 1 and we will therefore request secretariat to repeat that process. With your indulgence.

HON. MEMBER:

Mr. President, I am not too sure if it is not worthless to ask us to repeat the same process again so as people reserve the right not to vote. People have a right to abstain and you cannot force people to vote. Because these are a result of **abstainations** and so long as you are saying we should go there, right now you had 14 blanks and then you don't know whether it would 24 blanks and the numbers will go down, because people have a right Mr. President, not to vote. But if you are saying you are calling for a re-run and by force, we have to vote, then that is not democracy. Thank you.

THE PRESIDENT:

Honourable colleagues, the rules are quite clear. These rules were adopted by this House and we made these rules and accepted them. Honourable colleagues, I believe that the process should follow according to the rules. The last speaker has made extrapolations and a lot of maybes. As far as the rules are concerned, I will therefore urge honourable colleagues that we go according to the rules of this House which we have made and repeat that process for the Eastern Region.

Applause

Yes, Honourable Dery.

HON. DERY:

Mr. President, I want to prevail your indulgence to say that the rules themselves, the definition of simple majority is equated to absolute majority. By what you have read, with your permission I want to read: Simple majority means 50 plus 1 and absolute majority has a corresponding meaning. Which means that what is defined here is absolute majority. Mr. President, we are part of the global village. In our Constitution of Ghana, the President is elected by absolute majority, which is 50 plus 1. Simple majority, even one vote, is the valid votes counted. If by the valid votes you win by one vote, it is so. So, if our rules in the definition says that, what you have really defined as simple is also absolute majority then clearly it is wrong and we should say so. It is an interpretation problem and I think that we will be roughed at if we leave this place and say, somebody beat another by 10 votes and it was not simple majority.

Mr. President, you have the right now to set the record straight that this definition is defining absolute majority and not simple majority.

THE PRESIDENT:

Honourable Colleagues, in accordance with our rules, let me see the floor to the chair of the Rules Committee of the House, Honourable Zely to make an input.

(Interjection: Mr. President, I have a comment!)

Please Honourable Zerie has a floor please.

HON. INZOUNGOU-MASSANGA ZELY PIERRE [CONGO]:

Merci, Monsieur le Président.

Permettez qu'à l'issue du débat qui a lieu dans cette salle, j'apporte l'interprétation des dispositions du Règlement intérieur relatives au vote en cours.

Pour cela, nous avons un article qui parle de cette élection des membres du Bureau, en l'occurrence l'article 16 et en ses deux alinéas 6 et 7, cet article énonce les conditions dans lesquelles sont élus les membres du Bureau, en commençant par le Président et en terminant par les vice-présidents.

L'alinéa 6 de cet article 16 dit ceci: « *Les membres du Bureau sont élus au scrutin secret et à la majorité simple des membres présents et votants.* »

Il se poserait ici le problème de l'interprétation ou du sens à donner à l'expression « *majorité simple* ». Mais, nous sommes là devant un texte juridique qui donne les définitions de tous les concepts utilisés à travers les articles. Et dans ce sens le Règlement intérieur dit, pour ce qui est de la majorité simple, exactement ce qui suit: « 50: '*majorité simple*' veut dire 50 % + 1 » et va plus loin en disant: « *ceci est synonyme de la majorité absolue* ».

Donc, conformément à cette définition et en tenant compte de la disposition de l'article 16 alinéa 6, « *sera élu vice-président, le candidat qui aura obtenu 50 % + 1, donc moitié plus un des présents et votants* », naturellement. Et si personne n'atteint ce nombre, c'est-à-dire moitié plus un, il y a nécessité de recourir à un autre tour.

Pour ce faire, c'est l'alinéa 7 qui vient juste, en bas, qui dit ceci: « *Au cas où un candidat n'obtiendrait pas la majorité requise, c'est-à-dire, la majorité absolue, c'est-à-dire, la majorité simple, au terme de la définition contenue dans ce Règlement intérieur ou en cas de ballottage, un autre scrutin est organisé, mais limité aux deux candidats en course* ».

Et c'est ici qu'intervient une autre majorité, à savoir la majorité relative. Ici on tient compte du nombre de voix que chacun aura obtenues. Celui qui aura obtenu le plus grand nombre de voix va être élu, mais au deuxième tour.

Donc, pour le cas d'espèce, c'est un deuxième tour qu'il faut organiser et voir celui qui obtiendra le plus grand nombre de voix à ce deuxième tour.

Merci, Monsieur le Président.

(Applaudissements)

THE PRESIDENT:

Hon. Colleagues, we have heard the Chairperson of the Rules and Privileges Committee of this House and the interpretation given is that, at the next round, whoever has the highest number of votes is elected. We will, therefore, proceed with the second round of the ballots.

THE CLERK:

We are going to be electing, just choose from the two from the Eastern Region.

Please, abstainers do not vote. Abstainers do not vote.

THE CLERK:

We hope that all hon. Members have voted because we are closing now.

We have now closed the registration.

The President also asked me to explain that the Vice-president we are choosing now is going to be the fourth vice-president. Anyway, regardless of the number of the votes the winner gets in this round, he/she is going to be the fourth in terms of ranking because he did not get in the first round. So, we are choosing the fourth Vice-President.

The other three will follow the order of the votes that they received. The highest will be Vice-President number 1, second highest Vice-President Number 2, and third highest Vice-President Number 3.

In this round, whoever will be the winner will be the fourth Vice-President.

Thank you.

Now, we are going to start counting. The following are the results:

Spoilt Votes	1
Blank Votes (Spoilt)	3
Hon. Bahari	60
Hon. Kantengwa	84

THE PRESIDENT:

My distinguished hon colleagues, I received the tally of the votes for the Second Round of the Eastern Region.

Total Votes cast	148
Hon Bahari Ali	60
Hon. Juliana Kantengwa	84
Blank ballots	3
Spoilt ballots	1

I, hereby, declare Hon. Juliana Kantengwa as winner from the Eastern Region.

Hon. Colleagues, in accordance with Article 12(4) of our Protocol, I hereby announce the ranking of our Vice-Presidents. Please, as you are called, come up and take your seats on the Podium.

First Vice-President Dang Nkodo	Hon. Roger
Second Vice-President Elgandi	Hon. Mustafa
Third Vice-President Kasingo	Hon. Lloyd
Fourth Vice-President Kantengwa	Hon. Juliana

We, therefore, now proceed with the swearing in of the Vice-Presidents, according to the order of their ranking.

I, therefore, call on Hon. Roger Dang Nkodo to take his oath of office.

HON. NKODO DANG ROGER [CAMEROUN]:

Moi, NKODO DANG Roger, Député du Parlement Panafricain, prend l'engagement solennel:

- de servir les peuples africains, et devant Dieu, de m'acquitter de mes fonctions de Premier Vice-président du Parlement Panafricain, avec honneur et dignité au service des peuples africains;
- de servir avec loyauté et entière allégeance à l'Union Africaine;
- de préserver, protéger et défendre l'Acte constitutif de l'Union africaine et le Protocole au Traité portant création de la Communauté Économique Africaine, relatif au Parlement Panafricain tel que défini par la loi et de promouvoir le respect des principes de bonne gouvernance, de démocratie, ainsi que ceux relatifs aux droits humains, au droit international humanitaire, à la paix, à la stabilité et aux objectifs du Parlement Panafricain.

Je jure.

(Applaudissements)

The following Member took an oath of allegiance:

HON. KASINGO L. LOIDE [Namibia]

Applause

OATH OF ALLEGIANCE

The following Hon. Member took an Oath of Allegiance:

Hon. Katengwa Juliana [RWANDA]

Applause

THE PRESIDENT:

Hon. Colleagues, I will now, therefore, call on the Clerk to make some announcements.

THE CLERK:

We would like to make the following announcements regarding the meeting of caucuses:

- (i) The Western caucus will meet tomorrow at 1000 hours to 1200hrs in Room 1;
- (ii) The Eastern Caucus will meet from 1000 hours until 1200 hours in Room 2;
- (iii) The Southern Caucus will meet from 1000 hours until 1200 hours in Room 3;
- (iv) The Central Caucus will meet from 1000 hours until 1200 hours in Room 4; and
- (v) The Northern Caucus will meet from 1000 hours until 1200 hours in Room 5.

The Second announcement is that, at the invitation of the President, there is a special dinner reception. You are cordially invited to a special dinner and reception in the honour of Hon. Bethel Amadi, President of the Pan African Parliament. The venue is at Phomolong, Halfway Half Extension 12. The time is immediately after the business of the House has been suspended.

Further, on the announcement of meetings. There is a meeting of the Women Caucus to elect their Bureau tomorrow as well from 1230 hours to 1 30 hours in Committee Room 3.

Lastly, there is a joint meeting of the regional Bureau caucuses from 3pm until 6pm in Committee Room 3. We will make the announcements in the caucuses.

Thank you.

MR PRESIDENT:

My hon. Colleagues, we have now come to the end of our business for today. Therefore, this House stands adjourned until Thursday the 31st May, 2012 at 9.00 hours.

Monday, May 31th, 2012 THE PRESIDENT:

Hon. Colleagues, the Clerk shall now read the first notice of Motion.

THE CLERK:

Presentation/Debate on the Motion on the situation in Mali.

Thank you, Mr President.

THE PRESIDENT:

I now call on Hon. Agnes Mukabaranga to move her Motion.

HON. AGNES MUKABARANGA [RWANDA]:

I thank you, honourable President.

Je pense que j'ai déjà présenté le projet de motion, la fois passée. Mais je voudrais y revenir.

Cette motion, Monsieur le Président, s'inscrit dans le cadre des exactions qui sont en train d'être commises sur le territoire du Mali et s'inscrit dans le cadre de ce qui est prévu dans nos dispositions mais aussi sur les dispositions de la Charte africaine sur les Élections, la Démocratie et la Gouvernance.

Monsieur le Président,

Considérant donc, cette crise sécuritaire et institutionnelle survenue au Mali à la suite du coup d'État du 22 mars 2012;

Considérant les actions entreprises par la CEDEAO pour rétablir l'ordre constitutionnel afin de permettre le fonctionnement correct des institutions démocratiques;

Considérant les nombreuses entraves au processus de normalisation institutionnelle;

Considérant l'occupation des régions situées au Nord du Mali par des mouvements islamistes et des groupes rebelles touaregs;

Considérant les risques de partition du territoire national du Mali;

Considérant les menaces graves que constituent la présence de ces différents groupes de bandits armés dans le Nord du Mali pour la paix, la cohésion sociale et la sécurité, aussi bien au Mali, dans la sous-région, en Afrique et dans le monde;

Fortement préoccupé par la situation sécuritaire, sanitaire et alimentaire de plus de 500.000 personnes déplacées, vivant dans des conditions extrêmement difficiles dans des camps de réfugiés;

Profondément inquiet des atteintes graves aux droits de l'homme perpétrées contre les personnalités civiles et militaires, aussi bien au Nord qu'au Sud, et ce au moment du putsch, qu'à l'occasion des attaques par des bandes armées;

Extrêmement indigné par les actes de viols et les mariages forcés dont sont victimes les femmes et les jeunes filles vivant dans les zones occupées et l'enrôlement forcé des enfants dans les corps armés;

Monsieur le Président,

On pouvait voir même à la télévision hier, pas plus tard qu'hier, des témoignages des ONG basées dans ces zones-là, ou bien qui sont interpellées par des cris des familles des victimes.

Pour ces motifs, Monsieur le Président, je propose que le Parlement panafricain:

- Condamne avec la dernière rigueur, toute forme de prise de pouvoir par la force;
- Condamne tous les manquements graves aux droits de l'homme perpétrés au Mali;
- Salue les efforts de la CEDEAO, de l'Union africaine et de l'ensemble de la communauté internationale pour le retour à l'ordre constitutionnel;
- Exhorte la CEDEAO et l'Union africaine à redoubler d'efforts pour aider à stabiliser le Mali et les institutions démocratiques;
- Demande à la CEDEAO, à l'Union africaine, aux Nations-Unies d'œuvrer rapidement pour aider le Mali à recouvrer l'intégrité de son territoire national et préserver la paix, la cohésion sociale, la sécurité dans la sous-région et en Afrique;
- Invite les organisations humanitaires à venir en aide aux populations en détresse;

- Demande l'envoi d'une mission d'information du PAP au Mali et dans les camps de réfugiés, dès que possible;
- Demande à la Cour africaine des droits de l'Homme et des Peuples et les autres tribunaux compétents de la région de se saisir de la question sécuritaire au Nord du Mali afin que les responsables des violations des droits de l'homme et d'autres exactions soient punis conformément à la loi.

Ainsi, je vous sou mets, Monsieur le Président, et je fais confiance à vous et aux honorables collègues pour leur clairvoyance.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

HON. BALA SARATOU BOUKARI [NIGER]:

Merci, Monsieur le Président.

Concernant la situation au Mali, il est vraiment regrettable de constater à quel point nos démocraties sont fragiles.

À voir ce qui se passe au Mali, on pensait vraiment avoir à faire à une démocratie pérenne, et voilà ce qui s'y passe.

À partir de là, j'appuie vraiment la motion de l'Honorable Agnès, car si on ne prend pas garde, ce problème va se retrouver aussi dans d'autres pays de la sous-région ; parce que ces bandes armées qui sont dans Nord du Mali, et dont l'action a été facilitée par le coup d'État, ont des intentions expansionnistes au niveau de la sous-région, et beaucoup de pays, dont le Niger, sont menacés également par ces mêmes bandes armées.

J'ai entendu hier, le Président de l'Union africaine, dire qu'actuellement la situation est telle qu'on va être obligé de faire appel au système des Nations-Unies. J'espère que ce serait une solution qui va amener une réponse globale aux problèmes qui se trouvent dans la sous-région.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

HON. LAHAI BERNATETA [SIERRA LEONE]:

Thank you very much, Mr President, for your magnanimity.

The Motion on the situation on Mali is well-founded and the situation is regrettable, especially when just next door to Mali we have seen how Senegal had carried out an election that is now acclaimed by everybody in the subregion.

It is also unfortunate that calls on efforts by the Economic Community of West African States (ECOWAS) Commission and other international bodies to revert the situation are still falling on deaf ears. I am appalled by the situation that is happening, especially to our women and girls. What is happening is similar to what happened in Guinea - Conakry, in a stadium, a few years ago, and we totally condemned it.

I agree with the recommendation that we should send a fact-finding mission, but, at the same time, we should put in more sanctions on the Junta to make sure that it complies with the provisions of the various international bodies. I thank you and I extend my sympathies to all families in Mali who have suffered in one way or the other.

I thank you very much, Mr President.

HON. ASSOUMANA MALAM ISSA [NIGER]:

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Je voudrais d'abord féliciter et saluer notre collègue qui a proposé cette motion sur le Mali, qui malheureusement vient, comme toutes les autres situations que nous avons connues, assombrir le ciel et l'espace africains, avec une crise que rien ne peut justifier.

J'ai juste voulu soulever la gravité de cette situation parce que nous, au Niger, nous sommes les plus exposés après le Mali et nous ne voudrions pas d'une situation qui va s'embraser, d'une situation qui va contaminer les États, l'un après l'autre.

Ce qu'il faut déplorer, je l'ai dit en toute responsabilité, c'est vraisemblablement la légèreté avec laquelle la CEDEAO a traité cette question. Ils n'avaient peut-être pas, je parle des États, bien pris conscience de la gravité de la situation et c'est sûrement un satisfecit de remarquer que, hier déjà, l'Union africaine a pris à bras le corps cette question sur le Mali.

Je pense que le Parlement panafricain doit accompagner l'Union africaine dans le traitement de cette question, parce que, si jamais on ne prend garde, le Niger, l'Algérie, la Mauritanie et le Burkina Faso risquent d'être des pays contaminés et je pense que ce sera dommage que nous soyons encore là à jouer les sapeurs pompiers.

Il faudrait que nous prenions fermement cette résolution et que nous proposons des actions, et comme l'a proposé quelqu'un la dernière fois, pourquoi ne pas, de concert avec l'Union africaine, envoyer une mission du Parlement panafricain sur le territoire, au Mali et, peut-être dans les pays voisins, pour mesurer avec précision et avec objectivité la portée de cette crise, qui malheureusement, de jour en jour est en train de se compliquer, avec notamment la reconnaissance, ou j'allais dire la constitution d'un État, de concert avec les Islamistes.

C'est dommage que nous soyons toujours en train de venir, à jouer, les sapeurs pompiers, comme je l'ai dit, alors qu'on pouvait prendre des mesures préventives.

Au Niger, heureusement, quand la crise libyenne, qui est à la base de tout cela, avait éclaté, nous avons pris des mesures pour militariser de façon conséquente la zone qui est exposée. Ce qui n'a pas été fait au Mali, mais ce n'est pas une raison de laisser ce pays dans cette situation.

C'est vraiment, extrêmement urgent que nous puissions agir. Il ne suffit pas de parler, il faut agir et prendre des actions concrètes pour aider nos frères et sœurs du Mali, pour prévenir la crise au Niger, en Algérie et en Mauritanie.

Merci, Monsieur le Président.

HON. DERY AMBROSE [GHANA]:

Mr President, I rise to support the Motion.

Mr President, Africa must learn to implement its conventions and treaties. We must go beyond talking. An unconstitutional change of government is clearly against the African Charter on Democracy, Elections and Governance. There is a paradigm shift in the sense that there is overemphasis on sovereignty, instead of the African Union (AU) or regional bodies intervening where they see that there is a breakdown of law and order, violation of human rights or people's lives are at stake.

I think that we need to use Mali as an example. The Economic Community for West African States (ECOWAS) has taken a stand regarding the situation in Mali, but what do we see? We see soldiers who are hypocritical about their commitment. We see them standing by when the president of a transitional government is beaten up. We must be more assertive. If we do not want the North Atlantic Treaty Organization (NATO) and western powers to interfere in our affairs, we must develop the capacity to handle our affairs on our own. I think this is a situation where ECOWAS, with the support of the AU, should intervene. Why do we have to throw up our arms in despair and ask the United Nations (UN) to intervene all the time? Why do we want to wait until the situation gets to where Mali is now?

Mr President, I think it is important that we begin to implement the charter that has become effective now and let the AU forces intervene in Mali by removing the unruly soldiers and restore law and order. Let us also develop our own court system to deal with leaders who abuse human rights and not wait for our former or serving leaders to be taken to the International Criminal Court (ICC).

Mr President, Africa must move forward and I expect you, as the new leader of the Pan African Parliament (PAP), to move this parliament into a more proactive role. You should also allow a delegation go to ECOWAS, the UN and AU to let them understand that we expect to take a more positive and assertive position, with regard to African affairs. We represent the poor women and children who are suffering in Mali and we are the only voice that can talk on their behalf. This is an opportunity for us. Let us go out and lead the crusade for Mali to be restored to constitutional rule.

Thank you.

HON. ASSIZOU ELHADJ ISSA [BÉNIN]:

Merci, Monsieur le Président.

Merci de m'avoir inscrit parce que mon avion était pour ce matin, mais j'ai dû rester compte tenu de la teneur d'un sujet de la journée ; les autres collègues du Bénin sont déjà partis.

Voilà, Monsieur le Président, je remercie notre collègue Agnès du Rwanda et je crois qu'elle nous a sauvé, on n'avait pas l'idée, elle nous permet aujourd'hui de nous exprimer sur une situation très inquiétante.

En Afrique on dit - et c'est valable pour le monde entier - « *quand un problème se pose, il faut aller le guérir à la racine* ». J'ai comme l'impression que nous tournons le dos à la source de ce problème et tant qu'on n'ira pas apprécier comment est-ce que le problème du Mali se pose, nous allons faire du superficiel, le problème va demeurer.

C'est aussi inquiétant, car nous savons que c'est l'Occident qui est venue nous perturber avec de gros moyens. Mais, aujourd'hui, ces moyens sont où ? Ils n'ont plus de moyens.

En intervenant hier, en Libye, c'était au nom des droits de l'homme, mais, aujourd'hui, c'est les droits des peuples qui sont perturbés. C'est le peuple africain qui est perturbé aujourd'hui. Mais pourquoi l'Occident se tait ? Au nom de quelle loi internationale ? Parce qu'au Nord du Mali, ils n'ont pas encore trouvé la formule pour avoir du pétrole ou d'autres ressources ?

Monsieur le Président,

Je ne serais pas plus long. Les collègues ont déjà tous dit. Je vais conclure en demandant que vous preniez toutes vos responsabilités pour qu'une mission du Parlement panafricain puisse descendre sur le terrain afin qu'on prenne la situation et qu'on rattache avec la source du problème pour faire des propositions concrètes pouvant mettre ceux qui nous ont mis dans cette situation en cause.

Il faudrait que dans les résolutions et les propositions que cette mission va faire, qu'on condamne ceux qui sont intervenus en Libye afin que ce problème intervienne. Mais, si on ne le fait pas, on n'aurait pas fini.

Dès qu'ils vont finir de gruger La Libye, ils vont chercher encore autres sources où il y a beaucoup plus de choses à gagner. Ils iront encore créer d'autres problèmes.

D'autres ont parlé de Cour africaine ! Il faudrait qu'on ait le courage dans les mois, les années à venir, pour que l'Afrique interpelle les dirigeants européens ou occidentaux qui vont poser ces genres de problèmes.

Merci, Monsieur le Président.

(*Applaudissements*)

HON. AGNES MUKABARANGA [RWANDA]:

Thank you honorable president!

Je crois qu'après ces différentes interventions, je vais vraiment remercier les Honorables Collègues, ici, présents, même ceux qui s'étaient inscrits sur la liste et qui n'ont pas pu prendre la parole, pour avoir compris la gravité de la situation au Mali, surtout que c'était un pays modèle en termes de démocratie. Parce qu'on sait bien que le Président qui était en fonction, avait accepté de partir, alors qu'ailleurs la tentation de changement de constitution est toujours présente.

Monsieur le Président,

J'ai retenu que la plupart des intervenants ont confirmé les faits tels qu'ils ont été présentés, c'est-à-dire un coup d'État militaire qui a finalement paralysé des possibles interventions pour la récupération des territoires occupés. Il y a aussi la présence de ce que nous appelons des "bandits militaires" ou des groupes islamiques armés, a été fondamentalement favorisée par la guerre en Libye, qui comme nous le voyons, dont finalement les responsabilités premières reviennent à l'Occident mais qui reste silencieux et passif maintenant. Ce qui est regrettable!

Je retiens, Monsieur le Président, que tout le monde est pour qu'il y ait fermeté de la part de la CEDEAO, de l'Union africaine. Tout monde est d'accord pour des actions concrètes et que nos organisations régionales et

continentales soient proactives, et s'il le faut, faire intervenir l'Union africaine. Éviter que l'Occident se mêle dans cette affaire, avant les organisations et les organes compétents de notre continent.

Monsieur le Président,

Je soutiens avec ce qui se dégage de ces débats que le PAP doit, dès que possible, envoyer une mission d'informations, effectivement, qui permettra à cette auguste Assemblée d'avoir des faits beaucoup plus étoffés, beaucoup plus documentés et permettre des recommandations concrètes.

Mais, d'ores et déjà, il faudrait plaider pour des sanctions sévères à l'encontre des responsables militaires qui continuent à malmenier le Président intérimaire et les autres responsables politiques et qui continuent à paralyser le fonctionnement des institutions constitutionnelles ; et effectivement exprimer la solidarité en faveur des victimes et plus précisément les femmes et les enfants qui, comme vous le savez, sont les plus vulnérables dans ce genre de situation conflictuelle.

Monsieur le Président,

Je pense que sur cette note là, je peux dire que l'auguste Assemblée est d'accord avec la motion.

Je vous remercie.

HON. AGNES MUKABARANGA [RWANDA]:

[...] des recommandations concrètes, mais, d'ores et déjà, de plaider pour des sanctions sévères à l'encontre des responsables militaires qui continuent à malmenier le Président intérimaire et les autres responsables politiques ; qui continuent à paralyser le fonctionnement des institutions constitutionnelles, et effectivement, exprimer la solidarité en faveur des victimes, plus précisément, les femmes et les enfants qui, comme vous le savez, sont les plus vulnérables dans ce genre de situation conflictuelle.

Monsieur le Président,

Je pense que sur cette note là, je peux dire que l'auguste Assemblée est d'accord avec la motion.

Je vous remercie.

HON. PHILLIP DIKGANG [BOTSWAANA]:

The President of the Pan African Parliament (PAP), hon. Vice-Presidents, hon. Members of Parliament, colleagues, it is my honour and privilege to make a brief presentation on this topic of boosting Intra-African Trade.

Firstly, Mr President, I want to confirm that, as the Permanent Committee on Trade, Customs and Immigration Matters, we have interrogated this topic of boosting Intra-African Trade. We have also worked on a document which will be made available to hon. Members of Parliaments. However, given that most of what we have captured in our document has actually been ably captured by Mr. Ngwenya, I will leave most of the information which was already covered. As you would appreciate, great minds think alike.

Mr President and dear colleagues, as the Permanent Committee on Trade, Customs and Immigration Matters, it is our concerted view, as already indicated by Mr. Ngwenya, that boosting Intra-African Trade is within reach. Our role as hon. Members of Parliament, is significant towards the realisation of this great dream.

Mr President and hon. Members, the starting point is that our governments, through the African Union (AU) Heads of government have endorsed this initiative and come up with this theme for 2012, "Boosting Intra African Trade." Therefore, we can bank on their undivided support, as heads of our respective countries. In addition, all our

governments have Ministries of Trade and Industry, Ministries of Foreign Affairs and International Corporation, Embassies and High Commissions all over Africa, including at the AU Headquarters in Ethiopia. Therefore, in terms of governmental structures, which can present an enabling environment for enhancing intra-African trade, there is that kind of infrastructure that is in place.

Mr President, we are a continent blessed with enormous resources which can be benefited before they are exported, as already highlighted by Mr. Ngwenya. Regrettably, historically we have exported most of Africa's raw materials without beneficial effectively, exporting potential employment and also exporting potential real term benefits which we could have enjoyed as a continent.

In fact, Mr President and dear colleagues, some countries within Africa already have the necessary expertise in the area of beneficiation issue. For example, we do have some African countries with experience in mineral beneficiation which can assist those which recently discovered their resource or this resource in their respective countries. Africans living on the Diaspora, our sixth region, and whom we interacted with last week, have made a clear cut commitment to support their continent, Africa, and they have a wide range of expertise and connections which we can actually tap into.

Mr President, dear colleagues, through our representative role as hon. Members of Parliament, we can get views from our communities on how intra-African trade can best benefit them and can be enhanced. We must, lobby that embassies communicate directly with our communities, once in a while, to share information on a wide range of business opportunities presented by countries of assignment or the countries where they are designate to work.

Most of our embassies, Mr President, have remained elitist, communicating only with their respective ministries of Foreign Affairs and International Corporation and other line ministries and in the process making very little contact with hon. Members of Parliament, local government councils and other respective communities on business opportunities and trade linkages that can be secured. Therefore, for us to succeed in terms of enhancing intra-African trade, it is important that they be a closer collaboration between ourselves and our embassies. We need to break this communication barrier.

Parliament motions that are targeted at enhancing intra African trade can be sponsored within our National Assemblies.

Mr President, our law-making role can be utilised for the development of appropriate legislation which can enhance intra-African trade. Such could include, ensuring change of law, to ensure that our parliaments play a role in ratification and domestication of regional trade integration treaties and agreements aimed at boosting intra-African trade. Effective communication policies must also be developed to ensure that complex concepts such as regional trade and regional integration easily reach out to our communities. Education will be very key both to our communities and within our education system.

Our oversight function can be utilized, Mr President, by ensuring that the Executive performs its functions to ensure enhanced intra-African trade that can benefit community trade. We can also ask questions both here at PAP, a window we hardly utilize and at our National Parliaments in our pursuit for intra-African trade which includes our communities. Some of these questions could include enquiry on the progress made on the tripartite measure between the Southern African Development Community (SADC), COMESA and East African Community as agreed by the Heads of state and government in Uganda at the 2008 African Union Summit and how this will enhance regional integration and boost intra African trade. Our portfolio Parliamentary Committees at national level can also play a role. In most of our parliaments, in fact, it could as well be all, there are Committees responsible for trade which can also add value to this initiative.

Mr President, realising intra-African trade requires that we be sensitive to the reality that, there are a cross section of target business groupings within our countries therefore, it should not just be an elitist project. We must know that we have the informal sector, we have poor people who want to graduate from that status through business, we have cooperatives and their international network, Young people who are in majority in Africa, people living with disabilities, care givers of people living with disabilities, parastatal bodies who are engaged in business, small and medium-sized enterprises and large-scale business entities. We must be sensitive to these different groupings involved or wishing to go into business.

We must see how procurement budgets of respective countries can assist in boosting intra African trade. Research, dear colleagues, is key, especially in view of available technology which can help us fast track intra-Africa trade.

In promoting intra-African trade, we must be aware of the challenges and the comparative advantages presented by both the rural and urban areas. We must be sensitive to the reality that they are both dynamics for the rural areas, there are also opportunities and comparative advantages for the rural areas and do the same for urban areas. The focus should not be only geared towards promoting intra-Africa trade in the context of urban areas. You agree with us that, in most cases, when investors come to our countries, investors coming from Africa, investors coming out of Africa, the targeted areas would normally be urban areas. So, dear colleagues, let us not see this thing of enhancing intra-African trade as a one year event for 2012, but rather as a process towards

amongst others, the realization of the Millennium Development Goals. Therefore, the theme of "Boosting Intra-African Trade, we should not just see it as an event for the year 2012, we must see it as a process which we must support all of us as Members of Parliament and also mobilize our respective governments to be able to ensure that it is actually being realized.

Mr. President, as I indicated earlier on, we do have a document which we have presented. I was just trying to make a summary of what we have captured in our document. With that, I do thank you, my colleague from Sudan who will just make a small addition just to complete this report.

I thank you, Sir.

Applause

THE PRESIDENT:

Thank you very much Hon. Phillip. We shall now allow debate on the presentations. I have a list of speakers. The first speaker on my list is the Hon. Abdul Bahari Ali from Kenya.

HON. ALI BAHARY [KENYA]:

Mr President, I want to thank the presenters for their good engagement on this matter. I want to be very brief.

Mr President, the issues that undermine intra-African trade or its boosting have been well-covered. This is not the first time it has been covered. It has been covered in many forums. However, what is most important is the implementation of the resolutions which have been lagging behind for quite a long time. We have found out that the Executive is very slow.

I think what we should be coming out with, or as, Parliament, we should look at all these resolutions on intra-African Trade, look at what has been implemented and hold the Executive accountable for what it have not implemented. I am happy that the Secretary General said that he prefers figures. That is exactly the thing, so that we can look at those figures and see whether there are reasonable changes in the intra-African trade and where we have a shortfall.

Mr President, we seem to suffer from some colonial mentality. We are going the traditional way all the time and forgetting to look at the right priorities for ourselves. You would realise that, in some instances, where indeed neighboring African countries are the largest trading partners, you would find out that even the Embassies are very small units. You would be wondering why. On the contrary that country is investing highly in another country where there is little or no trade. or there is very little trade. You have a very big and expensive Embassy while on the other hand where your business is, you end up with a small congested embassy where people cannot even get services. These are the things that we need to look at.

Mr President, as has been clearly stated, that economic power is now shifting and it is shifting from the West to the East. Still, if you look at the large number of visits we make and the number of students that we have in the West, they do not match. In any way, where the invention is, which is in the East. We need real re-orientation and re-organization so that we move in the right direction.

I support the Motion.

Thank you, Sir.

HON. MOISERAELE MASTER GOYA [BOTSWANA]:

Mr President, allow me to thank the Secretary General of COMESA and, of course, the Chair person of the Trade Committee, Hon. Philip Makgalemele, for their elaborate reports.

Mr President, if there is any continent in the world that is endowed with wealth and natural resources, that continent is Africa. We have oil, diamonds, platinum copper nickel, fertile soil, land and the list can go on and on. I think if one has to mention all that we have in Africa the day can start and end mentioning all those things. I think almost each and every country in Africa has, at least, one commodity and all that wealth that we have in Africa, like the Secretary General has said, presents an opportunity to implement a robust intra-African trade.

The sad thing is that, in fact, I should say that some of the commodities that we have in Africa are not processed and sold in Africa, but they are rather processed outside Africa and later on shifted back to come and be sold to Africans at very exorbitant prices. This has been enunciated in the Secretary General's report on page 2 when he says:

"The paradox of African economists is that they export and process primary commodities to the developed industrialised countries, which are processed into finished products and re-exported to Africa at prices that are multiple times higher than the export prices."

The hon. Member's time expired.

HON. NKODO DANG ROGER [CAMEROUN]:

Monsieur le Président, merci de me passer la parole.

Monsieur le Président,

J'aurais dû au terme de tout ce qui a été dit, ne plus vouloir prendre la parole. Mais je voudrais qu'on soit un peu, au même niveau de compréhension par rapport à ce que j'ai relevé.

La première chose, c'est que l'Afrique depuis que ce continent existe, jusqu'à nos jours, est demeurée le comptoir des matières premières. L'Afrique ne transforme pas ce qu'elle produit, tout est exporté. Ça c'est le premier point.

Deuxièmement, l'Afrique ne consomme pas ce qu'elle produit. Nous produisons ce que nous ne consommons pas. Mais, nous consommons ce que nous ne produisons pas. Voilà le dilemme de notre continent, et ça nous amène de véritables problèmes.

Monsieur le Président,

Je voudrais également relever le fait que pour stimuler le commerce inter-état, il faut stimuler la consommation intérieure. Le dragon asiatique aujourd'hui, c'est d'abord trois (3) milliards de consommateurs. En Afrique, nous n'arrivons même pas, à partir d'un pays à un autre, pour vendre ce que nous consommons. À l'intérieur de nos pays, nous ne consommons même pas ce que nous ne produisons.

Je peux vous prendre un exemple simple. Nous sommes un grand pays producteur de bois d'œuvre, mais lors que vous voyez les constructions chez nous, toutes sont faites en vitrine. Ce qui prouve que nous produisons, mais nous ne consommons pas ce nous produisons.

Enfin, Monsieur le Président, il faut absolument la levée des barrières coloniales pour rendre la libre circulation des personnes et des biens, effective.

Je vous remercie.

THE PRESIDENT:

Hon. Colleagues, I will now call on the presenters to respond for just three minutes each. I will first call on Mr. Sindiso Ngwenya. You may respond from your seat there.

Thank you, Sir.

MR. SINDISO N. NGWENYA [GENERAL SECRETARY FOR COMESA]:

Mr President, I will respond to three questions. One of the questions is on infrastructure. As regards where infrastructure is being addressed, there is a 93 billion requirement for investments in Africa annually. We currently get a fraction of that, but we also know that we have other partners that are involved in infrastructure as was indicated. So, yes, infrastructure is an issue, but it is being addressed through the New Partnership for African Development (NEPAD) Programme, Regional Economic Community et cetera.

The issue on the private sector is that the trade that I indicated is by the private sector, but perhaps what is missing is that the private sector is not institutionalised in most of the regional economic communities for them to input their ideas, but, as I indicated from the Financial Institutions, this is what is happening. Then, there was also the issue of a Public-Private Sector Partnerships (PPPs), these obviously require enactment of legislation at national level. Quite a good number of countries have got PPPs in place. PPPs are easy to legislate, but difficult to realise in practice. I will, however, not go into those details.

The issue of the cost of transport in the region is being dealt with, as I have indicated. As regards, security movements and payments, among other things, we have payment mechanisms that are in place and are written by our central banks. So, all in all, I think these are some of the questions, Mr President, that I picked up from the debate apart from those that were also confirming what we had been said in the presentation.

I thank you.

THE PRESIDENT:

Thank you very much, Hon. Agnes Mukabaranga. Can I get a seconder for this Motion?

HON. MABILETSA ISAAC (BOTSWANA):

I do support and second the Motion.

Sir, Thank you.

THE PRESIDENT:

In accordance with the provisions of Rule 66.1, debates on a Motion may not exceed one hour. I will, therefore, allow each speaker, two minutes to contribute.

Thank you.

HON. TAWFIK AHMED [EGYPT]:

#####

AN HON.MEMBER:

Mr President, I think, in the past, we have said that when hon. Members take the Floor...

THE PRESIDENT:

Hon. colleague, when you raise a point of order, you should tell us what section of the rules of procedure you are raising the point of order on.

AN HON. MEMBER:

The reason I am standing up, Mr President, is that this House has said in the past that when hon. Members take the Floor, they must do that standing. I cannot remember the section from the top of my head but it is...

THE PRESIDENT:

Hon. Member, will you raise the point of order based on the rules of procedure. If you are unable to do that, then your point of order is denied.

The hon. Member who was on the Floor earlier may continue.

HON. TAWFIK AHMED:

#####

.##### #### ##### ##### ##### ##### #### ##### #####

.### #####
.##### ##### ##### #####

THE PRESIDENT:

I will now give the floor to Hon. Moses Sesay from Sierra Leone.

HON MEMBER:

Mr President, he is not here, but he asked me to take his position, if that is permitted.

THE PRESIDENT:

I am afraid that is not permitted. Thank you very much, you may take your seat.

HON. MUTINTA MAZOKA [ZAMBIA]:

Mr President, may I congratulate you and your Bureau on your successful succession.

In most cases, Mr President, when conflict happens in any kind of situation, it is usually the women and children who suffer most. These sections of people do not have anything to do with the arising of these conflicts. It is, therefore, incumbent upon developing countries, especially hon. Members of the Pan African Parliament (PAP) to make sure that rules which deter these kinds of developments are put in place.

Conflict, such as the one happening in Mali, retards development. Africa needs development and if we are going to spend a lot of time on matters, such as resolving conflict, then, it means that the rate of development will slow down and we shall always remain under the tag of 'developing nations'. We do not want that in Africa. Africa is the future and we must move forward by avoiding conflicts so that we can develop like the countries in the West.

Thank you Mr. President.

THE PRESIDENT:

Hon. Colleagues, in accordance with Rule 42 (3) of our Rules of Procedure, a member shall, whenever possible, speak from his or her place while standing and shall address the Presiding Officer. I urge our colleagues to take note of this rule when we begin to make contributions on the Floor.

Thank you.

THE PRESIDENT:

Hon. Member, can you take your seat, please.

Hon. Member, when you interrupt proceedings, the rules are very clear. It is either you come in on a point of order, procedure or information. So, you need to be clear on what you want to do. If you want to speak on a particular topic, you would have to follow the rules by having your name added to the list of speakers to contribute to debate on a particular Motion and if you have not done so, prior to the sitting, if there is enough time, you may, through the clerks at the table, send information or to whoever is presiding to consider you for debate. So, those are the only conditions under which you can take to the Floor.

We have debated this Motion and had the response from the mover of the Motion. So, there is no room for debate on this Motion.

Hon. Members, the question before the House is that we adopt the Motion moved by Hon. Agnes Mukabaranga.

The Question was put and agreed to.

THE CLERK:

Presentation and debate on the theme, "Boosting Intra-African Trade" to be presented by Mr Sindiso Ngwenya, Secretary General of the Common Market for the Eastern and Southern Africa (COMESA).

THE PRESIDENT:

Hon. Members, in accordance with the provisions on rule 31 (G) I invite Mr Sindiso Ngwenya, Secretaty General of COMESA to enter the Chamber.

UN HONORABLE MEMBRE:

Monsieur le Président, s'il vous plaît!

L'annonce que vous avez faite, tout à l'heure, nous ne l'avons pas suivie parce ce qu'elle n'a été traduite, je veux dire interpréter. Je parle de l'annonce que vous venez de faire, tout à l'heure, par rapport à la motion, je crois, sur le Sud Soudan. Nous n'avons pas écouté l'interprétation. Donc, nous n'avons pas compris, personnellement je n'ai rien compris.

Merci, Monsieur le Président.

THE PRESIDENT:

Mr Sindiso Ngwenya, Chief Executive of COMESA, thank you for your presentation.

I will now call upon Hon. Dikgang Phillip Makgalemele, the chairperson of the Committee on Trade, Customs and Immigrations.

HON. MOHAMED CHAFIK ZARGUINE [TUNISIA]:

#####

THE PRESIDENT:

Hon. Member, there is no English translation. May we have the english translation, please. Hon. Member, you will be standing while making your contribution in this Chamber. Will the hon. Member, standing.

#####

#####

HON. ATIM OGWAL CECILIA BARBARA[UGANDA]:

Mr President, allow me to congratulate you and the Vice-Presidents seated in front of us. May the Lord bless you as you start your new assignments.

Mr President, the fore fathers who modeled the idea or the concept of United Africa must be turning in their graves, because we have managed, as a continent, to get rid of the first oppressor - the colonialist. Unfortunately, we forgot to close the doors, so the same enemy re-emerged and has now decided to colonise us economically. That is one aspect we should deal with. We can come up with very good theories of how we can promote regional trade, how we can trade within Africa, but we must first and foremost get rid of the political and economic enemy. The political enemy we must get rid of we know is dictatorship so that we can have peace and stability to promote trade. Without peace and stability in the continent, trade cannot happen to the benefit of our people.

Secondly, we must stop in-house exploitation of our resources - the resources given to us by God. We have learnt, through this inter phase that Africa has the largest landmass in the entire continent and all these big and rich countries. How can we use that huge landmass for the benefit of our people if we are going to allow the new oppressors to come and take advantage of us?

Finally, Mr President, I wish to plead with you that women are very visible in the marketing sphere, but they are hampered by lack of collateral securities. Therefore, Africa must consciously develop a banking system which gives an opportunity to the farmers and women to promote marketing within the continent.

I thank you, Mr President.

HON. GABRIEL SMITH [LIBERIA]:

Mr President and distinguished colleagues, the issue about the Pan African Trade boosting and trade collaboration in most of our countries is of great significance to the development of our continent. However, as we all may be aware, there are some various stiff barriers that have hindered us over the time. Like if you read the document on the World Trade Organisation, you will realise that Africa has been, should I say, tied down, to be put simply. This is because you are not allowed to place any legislation on the exploitation and export of your raw materials. If you do it, they say you are violating the World Trade Organisation convention. The issues of Africa's development can only be realised when we can insist on this continent, as legislators, in ensuring that we create a requisite legislated instrument that will ensure that our resources are exploited and manufactured here even if it is not 100 per cent of the resources but 75 per cent of our resources that are exploited here must be manufactured here. This is necessary because it is going to help create more jobs on our continent, put money in the pockets of the ordinary men and that will be fulfilling the mandate of wealth creation on the continent of Africa. In the absence of industrialisation, it is practically impossible that Africa is going to get out of this down turn of poverty.

The hon. Member's time expired.

HON. TAWFIK AHMED [EGYPT]:

.##### ##### ### ##

.##### ##### ##### ##### ##### #####

:##### ##### ## ## ##### ## ## ##

.##### ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ##

##

MR PRESIDENT:

Thank you, Hon. Member.
HON. TAWFIK AHMEDI [EGYPT]:

HON. TAWFIK AHMEDI [EGYPT]:

May I speak for another ten seconds, Mr President?
MR PRESIDENT:

Okay, go ahead.
HON. TAWFIK AHMED [EGYPT]:

##

HON. ASSOUMANA MALAM ISSA [NIGER]:

Merci, Monsieur le Président.

Je voudrais avec votre permission, remercier Monsieur Sindiso et notre collègue Phillip, pour les présentations qu'ils viennent de nous faire, et pour la richesse en informations dont ces présentations se caractérisent.

Monsieur le Président,

Nous faisons l'unanimité que l'Afrique n'est pas pauvre, au regard de l'intensité et la diversité des matières premières que regorge notre continent. Mais le problème, il se pose en termes d'industrialisation. Il faudrait que nous puissions pousser nos États, pousser l'Afrique à s'industrialiser. On ne crée pas de la valeur ajoutée en

exportant essentiellement nos matières premières, pour que les produits qui sont faits, là-bas, de l'autre côté, nous soient renvoyés et vendus à des prix prohibitifs. C'est inadmissible!

Si nous voulons que l'Afrique développe un commerce extérieur, il faut d'abord que l'Afrique s'industrialise et nous en avons les moyens.

Et pour cela, Monsieur le Président, on va d'abord harmoniser les taxes pour rendre le commerce effectif et utile à l'Afrique, il faut harmoniser les taxes tel que le fait la CEDEAO ou tel que le font les autres organisations sectorielles.

Il faudrait de l'autre côté, qu'on développe une solidarité commerciale.

Qu'est-ce que j'appelle solidarité commerciale?

Nous devons identifier à travers tout le continent, les différents avantages comparatifs. Quel pays fait mieux cette chose pour qu'on puisse accompagner ce pays et lui constituer une clientèle suffisamment forte pour l'enrichir ? Et de cela, on va réduire les concurrences intérieures.

Enfin, Monsieur le Président, je me demande quel doit être le rôle de nous autres parlementaires, si au moment actuel, le Parlement Panafricain n'a pas un pouvoir législatif? Je crois qu'on peut jouer encore des rôles [*Temps imparti épuisé*].

HON. BARRO CHAMBRIER HUGUES ALEXANDER [GABON]:

Merci, Monsieur le Président.

Je voudrais dire que le document qui nous a été présenté par le Secrétariat Général, nous donne un certain nombre d'informations intéressantes par rapport à la possibilité de renforcer l'intégration régionale et le commerce intra-africain, mais je pense que si nous voulons jouer notre rôle, nous devons aller au-delà et qu'il va falloir mettre clairement des priorités.

L'accent qui est mis sur le fait que nous devons tenir compte des complémentarités entre les différents pays, est très important. Je ne pense pas qu'il est bon de présenter l'Afrique ; les problèmes d'intégration varient d'une zone à une autre. Vous ne pouvez pas comparer un pays minier, un pays pétrolier, un pays agricole. Il y a des rythmes d'intégration qui varient en fonction de la spécificité géographique du pays.

Je crois que ce qui est important, c'est la volonté politique et que nous puissions, en tant que Parlement panafricain, effectivement, être crédible dans les propositions que nous ferons aux Chefs d'États pour dire: « *voilà nos priorités* ».

Le renforcement des capacités productives, c'est quelque chose de positif qui est dans le rapport, en même temps que la mise en place des infrastructures.

Je pense qu'on devrait se caler sur une ou deux priorités et voir comment les différents regroupements régionaux avancent par rapport à leurs engagements. Cela me paraît être important, c'est ce que notre collègue du Kenya appelait, tout à l'heure: « *contrôler l'exécution des priorités* ».

Alors, pourquoi, il y a, également, une nouvelle importante, c'est le fait que les flux d'investissements dépassent les aides. Ça c'est un élément important, mais il ne faut pas non plus faire d'idéologie. Nous aurons besoin du commerce avec les autres pays. Il y a des pays qui se développent très bien sans commerce intra-africain.

Tout à l'heure, j'ai voyagé avec des amis du Cap-Vert et nous avons des capacités, ici, qui montrent comment le tourisme voulu, très fort dans ce pays, et comment le revenu per capita augmente ? Comment une classe moyenne se crée ? Donc, il n'y a pas d'uniformité. C'est vrai qu'il faut plus d'infrastructures, c'est vrai que nous devons avoir des priorités, mais il faut encore une fois que le cadre de discussions que nous mettons en œuvre, nous permette de dégager des priorités, parce que ce type de débats, nous devons l'avoir de manière informelle et il faut que la qualité des papiers qui nous soient fournis, qu'on puisse avoir les meilleurs économistes, pour nous faire des propositions qui permettront de retenir l'attention.

Cela ne sert à rien d'incriminer toujours les puissances coloniales, alors que nous avons les capacités dans ce Parlement de faire du bon travail. Mais je crois qu'il va falloir revoir le format pour que nous puissions aller au fond et que dans ce genre de papier, on pose les questions. C'est le staff qui doit nous dire: « *voilà les points à discuter* » au lieu qu'on aille dans tous les sens et on sort d'ici, on ne saura pas où est-ce qu'on en est.

Voilà, Monsieur le Président, ce que je voulais dire. Il faut absolument améliorer la méthode de travail et de discussions, avoir des priorités et que les papiers véritablement, nous permettent de nous concentrer sur des points précis de la discussion.

Voilà ce que je voulais dire.

Je vous remercie pour la générosité du temps.

HON. JERRY DIMOTANA THIBEDI [SOUTH AFRICA]:

Thank you Hon. President, members of the Bureau and esteemed members of this Pan African Parliament. It is painful and heart sinking to know that Africa remains the most fragmented continent in the world with fifty-four countries and numerous border crossings. Intra trade among African countries is very low. Last year, it stood at 10 per cent. The level of intra trade among African countries compares unfavourably with other regions of the world. Intra-trade among the EU member states is around 70 per cent, 52 per cent for Asian countries, 50 per cent for North American countries and 26 per cent for South American countries. In the process of our fragmentation, we open our self for exploitation by established and emerging economies of the world. Both the European and American economies have relied heavily on the African minerals.

China, which is equally hungry for energy and other raw materials for its growing economy, is attempting to offer what the European businessman did not offer, which is infrastructure. Some say China is becoming the new colonialist of Africa and with its big army of labourers, China is going to do as much harm to Africa as the Western capitalist have done all these years. Well, the undeniable truth and is that both the Chinese and the European businessmen will forsake Africa if they no longer need its resources. However, the local Africans will always remain in their land. Therefore, we better choose our tomorrow, today.

Increasing intra-trade would not only benefit African countries in terms of geographical diversification, it will more or likely bring about economic diversification. However, in order to achieve this, the removal of material and immaterial barriers to trade remains critical for economic integration in the region. The poor state of hard and soft infrastructure in Africa severely undermines input...

THE PRESIDENT:

Thank you, Honourable

HON. JERRY DIMOTANA THIBEDI [SOUTH AFRICA]:

Can I conclude in a second, Hon. President?

THE PRESIDENT:

Okay.

HON. JERRY DIMOTANA THIBEDI [SOUTH AFRICA]:

Thank you very much. Our fore bearers fought successfully for our independence and political sovereignty, it is therefore our task to fight for African economic emancipation by raising the levels of intra trade. This is not a choice but an obligation.

I thank you, Sir.

HON. DERY AMBROSE [GHANA]:

Mr President, I want to thank the presenters for their good presentations. Permit to reiterate the point that President Kwame Nkrumah made that:

"Only a strong political union can bring about full and effective development or financial resources for the benefit of our people and by extension only a strong political union can promote into African trade."

Mr President, it is not an accident that this Pan African Parliament (PAP) emanates from the statute establishing the African Economic Community. It is because the political union and economics go together. The European Union (EU) has shown that we need continental bodies, super national bodies like the African Parliament, with legislative powers, the African Central Bank and on the same line you have the European Parliament, a European Central Bank and that is why European trade is above 70 per cent.

Mr President, recently when the EU attempted separating economics from politics, it got into problems in the Euro Zone. It appointed economists to run the countries. Yesterday, I listened to the former Greek Leader Papandreou, on the Cable Network News (CNN) where he said, that they implemented the austerity package,

but the mistake was that they should have done it in the context of general reform, political reform of economic and anti-corruption and what have you. That is why now you are getting a new trend of austerity with growth. Therefore, the importance between economics and political aspect cannot be divorced.

In Africa, we should not allow the market to be our planner. The market did not plan Nokia in Norway. The Norwegian Government protected Nokia for seventy years, always making losses. The Japanese Government protected Toyota for several years from 1959, when it produced their first vehicle that was called the Toyopet and was exported to America and called an ashtray of four wheels. We, as Africa, must make a conscious effort.

Mr President, let me conclude by stating that by industrialising, protecting our industries and also working towards our informal sector, which is the dominant economic sector, will give a chance to our women, who are the majority, in leading the micro-financing and what have you.

Mr President, we need to work from an effective continental level.

Thank you, Sir.

HON. ROOPUN PRITHVIRAJ SING [MAURITIUS]:

Thank you, Mr President. I would like first of all thank the two main speakers for the enlightening information they provided us. I want to repeat what Hon. Members have stated. However, from my point of view, we should review this problem from two different angles. On a long-term basis, the establishment of free trade areas, elimination of tariff and many tariff barriers and also the setting up of super national institutions. When we look on the ground, there are certain measures which can be taken and which should be addressed urgently.

First of all, I would like to ask our main speaker to give us more details about the involvement of the private sectors in the inter-trade fields. Also, about the Private Public Partnerships (PPPs), which may help to boost trade and I will also join my friend from Nigeria to state that there is a need to develop our industrial sectors and more especially the agro industries.

On the ground, we have, first of all, to know whether what we produce is needed by other African countries, whether there is complementarity of products. There is lack of information about the products of our fellow countries. I did not hear the speaker talk about the lack of transport deficiency. Just to question, Mr President, about the growth of transport which is at sometimes about 60 per cent of the cost of the products. The issue of security, as regards movements of goods, security as regards systems of payment and also our whole vision as of 2011 for our products.

Thank you, Sir.

HON. VERÓNICA NATANIEL MACAMO DLHOVO [MOÇAMBIQUE]:

- Muito obrigada Senhor Presidente.

Senhor Presidente, para mim, o Comércio Intra-Africano é indispensável para integração e desenvolvimento socio-económico do nosso continente. Ao discutirmos esse tema, devemos avaliar os progressos alcançados e identificarmos os melhores caminhos para acelerar o passo rumo a uma integração económica eficaz do nosso continente.

Ilustres Colegas

Se no passado a questão da integração económica do nosso país ou do nosso continente era vista como uma opção de desenvolvimento, hoje, ela é um imperativo para sobrevivência do nosso continente. Portanto, ou nos integramos e sobrevivemos, ou nos fragmentamos e perecemos isoladamente.

Excelências

A conjuntura actual é promissora, todavia, prevalecem ainda factores que retardam o desenvolvimento do Comércio Intra-Africano sobre os quais urge tomar medidas, nomeadamente, as políticas e práticas comerciais exageradamente proteccionistas, a baixa produtividade, infra-estruturas obsoletas, a deficiente circulação de informação sobre as vantagens competitivas, incipiente mobilidade dos factores de produção e fraco investimento na área das tecnologias e da inovação.

Os custos de transporte, energia e comunicação no continente são factores da componente infraestrutural que encarecem as transacções comerciais entre os nossos países.

Perante este cenário, África não tem outra alternativa senão investir em infra-estruturas, como factor determinante para estimular o comércio Intra-Africano.

Prezados Colegas

O caminho a trilhar no processo de promoção do comércio Intra-Africano, em particular, é árduo e sinuoso, por isso os nossos países devem assumir o compromisso de direccionar todo o potencial do nosso recurso para o desafio da integração como um bem comum. Um bem comum que vai garantir o bem-estar dos nossos povos e deixar um legado para as gerações vindouras.

Se agirmos unidos, este milénio será, de facto, o milénio de África!

Muito obrigada Senhor Presidente.

Aplausos

HON. BALA SARATOU BOUKARI [NIGER]:

Merci, Monsieur le Président.

Donc, je remercie le présentateur de ce rapport.

Monsieur le Président,

Il est une réalité en ce qui concerne les entraves aux échanges commerciaux entre nos États. Ce manque d'échanges commerciaux interafricains fait que certains pays, dont le Niger, par exemple, à l'heure actuelle, est menacé par la famine, car il a un déficit céréalier de plus de 600.000 tonnes.

Monsieur le Président,

S'il y avait ces échanges interafricains, d'autres pays africains plus favorisés par la pluviométrie, auraient pu faire face à ce déficit céréalier qui aurait évité au Niger d'aller chercher des céréales dans d'autres continents, ce qui augmente le prix d'achat au niveau de nos populations.

Il y a aussi, Monsieur le Président, dans les entraves aux échanges interafricains le manque d'infrastructure, mais également, le manque de politique de nos États, car si je constate que pour un Africain, pour aller d'un pays à un autre de l'Afrique, il est obligé de prendre un visa. Ceci est une entrave très grave.

Il y a également, Monsieur le Président, par exemple, pour aller d'un pays à un autre où il faut deux heures de temps pour rejoindre ces deux pays, on est obligé d'aller dans un autre continent pour faire une correspondance. Cela aussi est un autre problème.

On a un autre problème, celui qui concerne la fuite de nos cerveaux, car par manque d'opportunités commerciales, nos cerveaux sont obligés d'aller ailleurs.

Donc, Monsieur le Président, je me dis que nos dirigeants doivent assouplir
[Interruptions].

Je termine, Monsieur le Président.

Pour faciliter les interactions commerciales africaines, car ce serait une honte qu'il y ait sur notre continent un citoyen africain qui meurt de faim alors qu'il y a des opportunités et des mesures élémentaires qui peuvent éviter cela.

Merci, Monsieur le Président.

(Applaudissements)

HON. ALEX CHERSIA GRANT [LIBERIA]:

Thank you, Mr President, distinguished ladies and gentlemen, as we have gone through these discussions, I have listened to many speakers and I get impressed on by the flow of debate. However, one thing I have observed is that, as a Member of the Committee, if you look into these Committees, I think, the Committee on Trade Custom and Immigration is the least populated among the Committees. Worst case scenario, we have only a single female on this Committee.

As Africans, we know that most of our people, who are traders, are females. Here at the Pan African Parliament, (PAP) if we cannot give importance to this Committee, I sincerely doubt how we can proceed forward with

improving trade on the continent. If we do not see that the Committee on Trade is a very important one that can stimulate economic growth on this continent. It is very important that we notice that, in the formation of our Committees, let us give interest to the Committee on Trade, Commerce and Immigration.

Thank you, Mr President.

Applause

HON. MAKGALEMELE PHILLIP DIKGANG [BOTSWANA]:

Mr President, firstly, I want to thank hon. dear colleagues for their input. I think their words of encouragement are a clear testimony that they will support us in this journey Intra-African Trade and that they will also support that we be allocated adequate resources for us to be able to carry out our mandate. I think Hon. Jerry Thibedi sounded very well, when he said it is no longer a choice, but an obligation. I think that is the message which all of us must actually carry along. We also need to do things differently for us to be able to attain on this theme.

Mr President, quite a number of hon. Members of Parliament called on the need for us to come up with appropriate policies. By extension, the Committee is called upon to undertake some research on best practices. I can just assure this House that we will do our best to make sure that we look at different policies and make a recommendation in terms of those that can enhance our efforts.

Finally, Mr President, one hon. Member has called on the committee to come up with a clear cut plan on how this whole process of Intra-African trade can be enhanced. He also mentioned the development of commerce and industry. Once again, I also want to assure this House that my committee will take that on board and move forward.

Finally, I would like to say that what Hon. Grant indicated, my colleague in the Committee from Liberia, is a reality and we want to urge more hon. Members to join our Committee so that we are able to deliver on this. He specifically mentioned that we need more women. I am happy that, this morning, a woman hon. Member of Parliament from South Africa was being introduced to us here and I am also inviting her together with other women to join our Committee.

Mr President, I thank you.

MR PRESIDENT:

Now, I will call upon the Clerk to read the Second Order of the day.

THE CLERK:

Presentation and adoption of the 2013 Budget of the Pan African Parliament.

MR PRESIDENT:

I will, therefore, call on Hon. Njingum Musa Mbutoh, the Chairperson on the Committee on Monetary and Financial Affairs to present the budget.

Interruptions

THE CLERK:

Before, Hon. Njingum Musa Mbutoh begins, let us use the opportunity to thank our guest Speaker, Mr Sindiso Ngwenya, Chief Executive of the Common Market for East and Southern Africa (COMESA) for his wonderful presentation.

We thank you.

HON. ASSOUMANA MALAM ISSA [NIGER]:

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Je voudrais féliciter la Commission des Affaires monétaires et financières, avec à sa tête l'Honorable Moussa.

Je crois que le travail qu'il vient de nous présenter est très bien fait, bien qu'il y a beaucoup de choses qui doivent être améliorées.

J'ai juste deux préoccupations, Monsieur le Président.

Au niveau de la conclusion, ils ont parlé du budget de fonctionnement et l'un scindé en deux rubriques ; les coûts administratifs et les coûts de fonctionnement. C'est peut-être propre à la nomenclature comptable du PAP, mais je ne fais pas de différence, personnellement, entre les coûts administratifs et les coûts de fonctionnement. Il serait peut-être bien qu'on nous éclaire ce point-là.

Deuxième préoccupation, Monsieur le Président, j'ai vu la synthèse du projet de budget. Il en ressort un certain nombre d'activités qui sont attachées aux commissions.

Mais, je pense qu'il y a un petit souci qui n'est pas pris en compte, parce que, normalement, nous venons d'élire les bureaux des commissions, venons de les mettre en place. Elles doivent donc s'atteler à avoir des plans d'actions qui vont au-delà des activités retenues par le Bureau du PAP.

Alors, les actions qui vont s'ajouter à celles proposées par le PAP, ne sont pas évaluées dans le budget actuel. Est-ce qu'il ne serait donc pas bien qu'il y ait un système de planification des commissions qui va permettre aux activités de chevaucher entre deux exercices. Je voudrais dire, qu'en mettant en place les bureaux, qu'ils trouvent déjà une proposition de plan d'actions qui serait déjà proposé par le bureau sortant. Cela va permettre d'intégrer dans les synthèses, comme celles-là, les activités des commissions qui pourraient être mises en œuvre.

Merci, Monsieur le Président.

Mme LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE: Adoption des résolutions et recommandations.

HON. NKODO DANG ROGER [CAMEROUN]:

Merci, Monsieur le Président de me donner la parole.

Monsieur le Président,

Chers Collègues,

Je voudrais vous donner le projet de résolution sur la Commission d'Évaluation administrative et financière dont la teneur suit:

Consciente du fait que la Commission d'Évaluation administrative et financière a été établie en vertu des dispositions de l'article 22, alinéas 3 et 4 du Règlement intérieur et que son mandat a pris fin avec la présentation de son rapport final à la deuxième Législature;

La présente Chambre décide:

Que la Commission d'Évaluation administrative et financière soit reconstituée, en vertu des dispositions suivantes:

Article 1 : Composition

La Commission d'Évaluation administrative et financière est composée de dix (10) membres, à raison de deux membres désignés par chaque groupe régional. Lesdits membres détiennent des compétences et les qualifications requises dans tous les domaines touchant à la gestion financière et administrative.

Article 2 : Organisation

La Commission d'Évaluation administrative et financière élit, en son sein, un Président, un Vice-président et un Rapporteur.

Article 4 : Attributions

La Commission d'Évaluation administrative et financière est chargée de l'évaluation du fonctionnement normal et régulier du Parlement panafricain, au niveau administratif et financier.

[Please note: numbering as in original.]

Article 5 : Fonctionnement

La Commission d'Évaluation administrative et financière peut, à tout moment, soumettre ses observations soutenues par des recommandations appropriées au Bureau du PAP. Elle élabore et soumet à la plénière du PAP, un rapport d'évaluation intérimaire tous les six (6) mois et un rapport final au terme de son mandat.

Article 6 : Mandat

Le mandat des membres de la Commission d'Évaluation administrative et financière coïncide avec la troisième Législature.

Article 7 : Entrée en vigueur

Cette résolution entre en vigueur dès qu'elle est adoptée par le Parlement panafricain.

Fait à Midrand, le jeudi 31 mai 2012.

Merci, Monsieur le Président.